

Département du Calvados (14)

Commune de

JANVILLE

Plan
Local
Urbanisme



RAPPORT DE PRESENTATION



Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du :

Le Plan d'Occupation des Sols initial de la commune de Janville a été approuvé le 14 novembre 1985 et modifié deux fois, le 23 juin 1988 et le 10 février 1999. Au regard d'un document aujourd'hui inadapté face aux changements législatifs, aux évolutions du territoire et aux projets de la commune, la municipalité s'est lancée dans la définition de nouveaux objectifs.

L'élaboration d'un nouveau document d'urbanisme, appelé Plan Local d'Urbanisme, a pour objet de définir l'évolution du cadre de vie des habitants de la commune au cours des prochaines années, par un document réglementaire unique qui précise les règles d'occupation du sol et de constructibilité sur le territoire communal ainsi que les projets d'aménagement à venir : implantation d'équipements publics, développement des secteurs urbanisés création ou aménagement de voies.... La mixité des fonctions urbaines, la préservation de l'environnement et la gestion économe de l'espace constituent les lignes de force de cet outil d'aménagement.

Le Plan Local d'Urbanisme est donc la conjugaison d'un territoire et d'un projet. Grâce à la concertation avec la population, et la prise en compte des dispositions supra communales, ce document d'urbanisme sera l'expression du projet de territoire que les élus locaux prévoient de mettre en œuvre dans les dix à quinze prochaines années, aussi bien dans les espaces urbanisés que dans les espaces naturels.

En données de cadrage :

La commune de Janville est située à l'Est de l'agglomération caennaise, sur les premiers escarpements du pays d'auge entrecoupés par les marais de la Dives. Sa superficie est de 444 hectares pour une population de 372 habitants (recensement 2008). Elle se situe à 18km de Caen et 3km de Troarn.

La commune a intégré la Communauté de Communes entre Bois et Marais et fait partie du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Caen Métropole.

Sommaire

1 – Bilan d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme	4
1 – Démarche d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme	4
1.1 Phase 1 : Le diagnostic	4
1.2 Phase 2 : Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).....	5
1.3 Phase 3 : Mise en forme du PLU	6
1.4 Phase 4 : Prise en compte des avis et observations sur le projet de PLU	6
1.5 Phase 5 : Mise au point du dossier définitif	6
1.6 La concertation auprès des habitants	6
2 – Contenu du Plan Local d'Urbanisme.....	7
3 – Principes et orientations de nature supracommunale et le PLU de Janville	9
4 – Bilan du Plan d'occupation des sols	14
4.1 Objectifs.....	14
4.2 Perspectives démographiques et organisation spatiale souhaitée	14
4.3 Préservation des espaces agricoles et des milieux naturels.....	15
4.4 Récapitulatif du zonage et du règlement	16
 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	 21
2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles.....	22
1 – Topographie	22
2 – Géologie - Pédologie	22
3 – Climatologie	25
3.1 Les précipitations.....	25
3.2 Les températures.....	26
4 – Hydrologie et préservation de la ressource en eau	26
4.1 Les aquifères	26
4.2 Le réseau hydrographique	27
4.3 La préservation de la ressource en eau.....	31
5 – Gestion de l'eau potable.....	32
5.1 Adduction en Eau potable.....	32
5.2 Défense incendie.....	34
6 – Gestion de l'assainissement.....	36
6.1 Gestion des eaux usées	36
6.2 Gestion des eaux pluviales.....	40
7 – Gestion des déchets	40

3 – Organisation des espaces et développement durable	41
1 – Les grands principes d'organisation spatiale et paysagère	41
1.1 Le territoire communal	41
1.2 Les perceptions paysagères	46
2 – Définition des zones sensibles et mesures de protection	50
2.1 Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)	50
2.2 Les risques naturels	54
2.3 Le milieu bocager et le rôle des haies	60
2.4 Les boisements	62
2.5 Les zones humides	62
2.6 La chasse	64
4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis	65
1 – Organisation de l'urbanisation et évolution de la trame urbaine	65
2 – Morphologie urbaine	72
3 – Patrimoine bâti et culturel	73
3.1 Le patrimoine remarquable	73
3.2 Les vestiges archéologiques	74
3.3 Typologie du bâti	76
4 – Voirie et déplacements	78
 DIAGNOSTIC SOCIO ECONOMIQUE	 85
5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal	86
1 – Population	86
1.1 Démographie	87
1.2 Des classes d'âges supérieures dominantes	90
1.3 Les ménages	92
2 – Logements	96
2.1 Evolution du parc existant	96
2.2 La construction neuve	102
2.3 L'offre et la demande en logements	104
3 – Activités	106
3.1 Emploi – Population active – chômage	106
3.2 Répartition par secteur d'activité	109
3.3 Equipements et services	114
4 – Prévisions de développement - Logement	115

LES CHOIX D'AMENAGEMENT – LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT	117
6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus.....	118
1 – Rappel des atouts et faiblesses de la commune.....	118
2 – Les choix d'aménagement de la commune	119
2.1 Poursuivre le développement urbain de la commune	120
2.2 Maintenir et développer l'activité économique et le niveau d'équipements.....	120
2.3 Améliorer les déplacements sur le territoire communal	121
3 – La définition du zonage et du règlement	122
4 – Compatibilité des orientations du PLU avec le SCOT Caen Métropole.....	129
7 – Incidences du PLU sur l'environnement	131
Incidences du PLU sur l'environnement et moyens mis en œuvre pour sa protection et sa mise en valeur	131
1 Les espaces naturels et agricoles	131
2 Le patrimoine bâti et culturel	132
3 Les ressources en eau, les risques et la gestion des eaux usées et pluviales	132
4 Les nuisances sonores et les déplacements	133
5 La prise en compte des autres nuisances et pollutions.....	133

1 -Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

1 – Démarche d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

1.1 Phase 1 : le Diagnostic

Cette phase s'appuiera notamment sur :

- l'analyse du « porter à connaissance » venant des Services de l'Etat au fur et à mesure de sa transmission.
- L'analyse des autres documents d'urbanisme existants concernant la commune et son aire d'implantation (Plan d'Occupation des Sols, Schéma Directeur, Programme Local de l'Habitat, protection des espaces naturels, Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique,...).
- L'état initial de l'environnement et sa situation spatiale :
 - Espaces naturels et agricoles,
 - Espaces urbanisés, formes urbaines, patrimoine architectural, localisation des activités et des services, ...
 - Études paysagères et conservation du patrimoine...

Recueil des données existantes

Tant sur le plan quantitatif avec l'analyse de l'ensemble des données statistiques existantes que sur le plan qualitatif avec l'analyse du cadre de vie des habitants par rapport à l'aire d'attraction :

- Relations domicile/travail,
- Déplacements,
- Attractions des équipements, commerces et services,
- Zones de chalandise et d'emploi,
- Contexte immobilier...

Le fonctionnement socio-économique

C'est à partir de l'ensemble du recueil et de l'analyse de ces données économiques et démographiques que sera réalisé le diagnostic, soumis à la Municipalité.

L'énoncé du diagnostic

Il s'attache à mettre en avant :

- Les besoins existants,
- Les enjeux liés au développement économique et social,
- Les aspirations et la préservation du cadre de vie des habitants.

Cette première phase analyse l'ensemble des critères spatiaux, socio-économiques et environnementaux énoncés comme autant d'interrogations sur lesquelles les Elus locaux doivent se prononcer avant de pouvoir définir le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de leur commune.

Les documents fournis se doivent :

- D'être directement utilisables pour le rapport de présentation et d'illustration du PADD.
- Se servir de supports pour la concertation du public tout au long de l'élaboration du PLU.

1 -Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

1.2 Phase 2 – Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Le PADD doit exposer les intentions du Conseil Municipal pour les années à venir. Il doit ainsi permettre de définir une politique d'ensemble, à laquelle se réfèrera la commune pour toutes les initiatives particulières à venir.

C'est un document destiné à l'ensemble des citoyens et il convient en conséquence qu'il soit clair et lisible.

Définition d'une politique d'ensemble

La loi « *Urbanisme et Habitat* » du 2 juillet 2003 précise que ce document, non opposable aux tiers permet de passer d'une approche purement technique à une approche plus politique de l'urbanisme.

Le PADD apporte les réponses possibles aux enjeux mis en avant dans le diagnostic.

Scénarios d'aménagement

Il indique les choix possibles, illustre les scénarios d'aménagement envisagés en référence aux besoins et aux contraintes techniques et environnementales.

L'élaboration du PADD est une étape indispensable et obligatoire du Plan Local d'Urbanisme.

Cette phase présentera de façon claire :

- Les projets d'aménagement des secteurs d'urbanisation nouvelle et les projets de renouvellement urbain éventuels.
- Les dessertes par les réseaux et les équipements publics.
- Les voiries, les cheminements, les espaces verts, ...
- Les formes urbaines et les conditions d'aménagement des entrées de ville.
- Les mesures de nature à assurer la préservation des paysages et des sites.
- La prise en compte des contraintes environnementales (zones inondables notamment) et les choix stratégiques de la Commune.
- La maîtrise de l'étalement urbain et la mixité sociale.
- Les mesures foncières et économiques envisageables.
- Les emplacements réservés, les projets de ZAD et de ZAC éventuels et de préservation de sites remarquables.

Projet urbain

Cette seconde phase vise à la définition de propositions d'aménagement et d'urbanisme cohérentes pour un projet d'aménagement à long terme de la commune. Il doit donc prendre en compte les pistes de réflexion et celles qui se seraient faites lors de l'élaboration du diagnostic.

Il en découle un projet urbain qui précisera les actions et les opérations retenues prioritairement, les principes d'urbanisme qui en découlent et s'y appliqueraient (formes urbaines, aménagements paysagers, renforcement des réseaux,...).

1 -Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

1.3 Phase 3 – Mise en forme du PLU

Le dossier complet comporte :

- Le rapport de présentation.
- Le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable).
- Le règlement (partie réglementaire, plans et liste des emplacements réservés).
- Les annexes.

Le contenu du règlement du PLU diffère notablement de celui des anciens POS :

- La délimitation des zones est modifiée. Les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles et forestières : U, AU, A et N se substituent aux zones U, NA, NB, NC et ND.
- Le règlement du PLU peut comprendre tout ou partie des 14 premiers articles du règlement du POS antérieur.

L'ensemble de ces documents réglementaires, régissant le droit des sols sur la Commune, sera élaboré en concertation étroite avec la commission Urbanisme et sera précédé d'une analyse des litiges contentieux, ou pré-contentieux éventuels intervenus précédemment lors des différentes phases du POS et lors de dépôts de permis de lotir et de construire....

Cette phase de mise en forme du PLU prend fin avec le vote du Conseil Municipal arrêtant le Projet de PLU.

1.4 Phase 4 – Prise en compte des avis et observations sur le projet de PLU

Cette phase débute après l'enquête publique :

- Examen des observations des personnes publiques consultées et les requêtes formulées lors de l'enquête publique.
- Préparation en conséquence des évolutions à faire figurer dans le PLU.

1.5 Phase 5 – Mise au point du dossier définitif

Cette phase se conclut avec l'approbation du dossier définitif par le Conseil Municipal.

1.6 La concertation auprès des habitants

Les documents nécessaires au bon accomplissement de la concertation seront à disposition tout du long de l'élaboration :

- Jusqu'à l'approbation du projet de PLU par le Conseil Municipal, les documents constitutifs du « dossier de concertation » exposant l'état d'avancement de la réflexion et le contenu de celle-ci.
- Les documents d'exposition et de publication (presse locale, bulletin municipal, ...) permettant une bonne compréhension de la réflexion par le public.
- La participation et l'animation des débats concernant le PLU auprès du Conseil Municipal et des réunions d'information au public organisées par la commune.

1 -Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

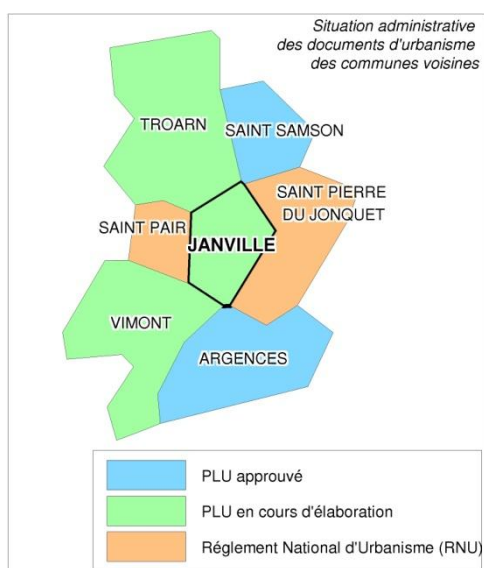
2 – Contenu du Plan Local d'Urbanisme

Son contenu est défini par le code de l'Urbanisme. Il se compose des pièces suivantes :

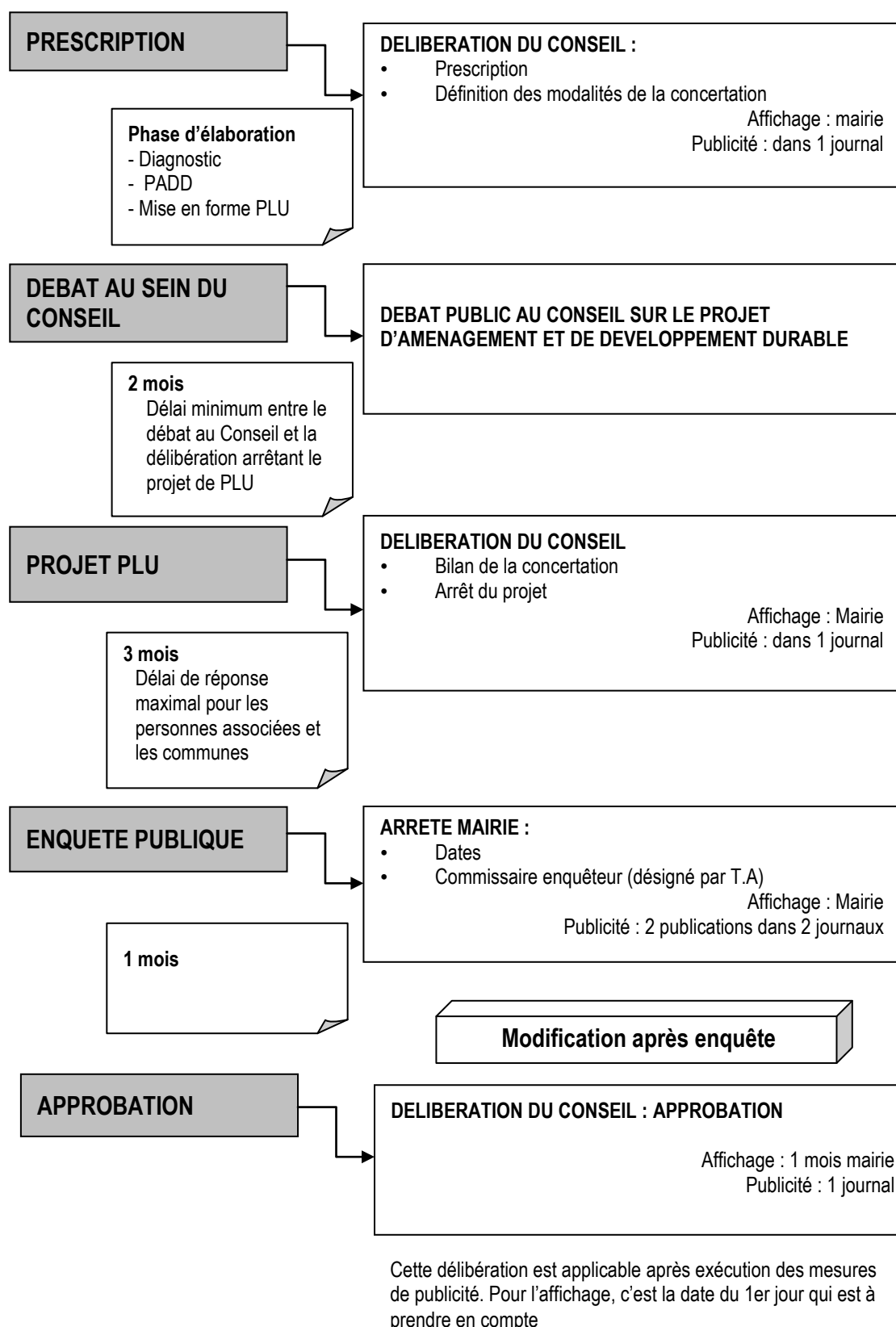
- Le rapport de présentation :
 - Expose le diagnostic et analyse l'état initial de l'environnement,
 - Explique les choix retenus par la collectivité pour établir le projet d'aménagement et de développement durable en application de l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme.
 - Evalue les incidences des orientations du PLU sur l'environnement et expose les dispositions prises pour sa préservation et sa mise en valeur.
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :
 - Définit les orientations stratégiques d'urbanisme et d'aménagement retenues notamment en vue de favoriser le renouvellement urbain et de préserver la qualité architecturale et l'environnement,
 - Est rédigé de manière détaillée avec croquis, cartes et photos dans le respect des articles L.110 et L.121-1.
- Le règlement :
 - Définit les différentes zones et précise leur affectation dominante,
 - Fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune d'elles, déterminant au minimum l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises ainsi que leur implantation par rapport aux limites séparatives.
- Les documents graphiques :
 - Délimitent les zones :
 - U : zones urbaines
 - AU : zones à urbaniser
 - A : zones agricoles
 - N : zones naturelles et forestières
 - Font apparaître les espaces boisés classés (EBC), les emplacements réservés, les secteurs à risques,....
- Les annexes :
 - Indiquent à titre d'information, les servitudes d'utilité publique, les schémas des réseaux : eaux, assainissement,...

PLU composé de cinq pièces :

- Rapport de présentation,
- PADD,
- Règlement,
- Documents graphiques,
- Annexes.



1 -Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

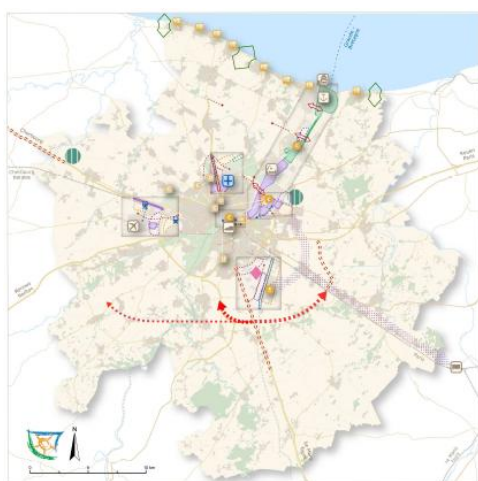


1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

3 – Principes et orientations de nature supracommunale et PLU de Janville

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter les orientations définies par les documents supracommunaux. En effet le respect des règles et principes définis par les documents d'urbanisme à une échelle plus large que l'unité communale s'effectue dans les conditions définies par l'article L.111.1.1 du Code de l'Urbanisme.

*Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)
Caen Métropole*

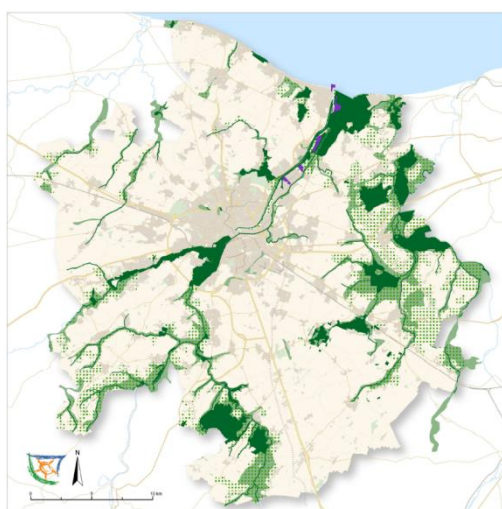


DOG octobre 2011 – Caen la Mer

Le PLU doit être compatible avec les orientations définies par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) couvrant la commune. Le périmètre du **SCOT CAEN METROPOLE** a été fixé par arrêté préfectoral en date du 23 juin 2004. Il rassemble 143 communes notamment la Communauté de communes Entre Bois et Marais. Le SCOT a été approuvé le 20 octobre 2011.

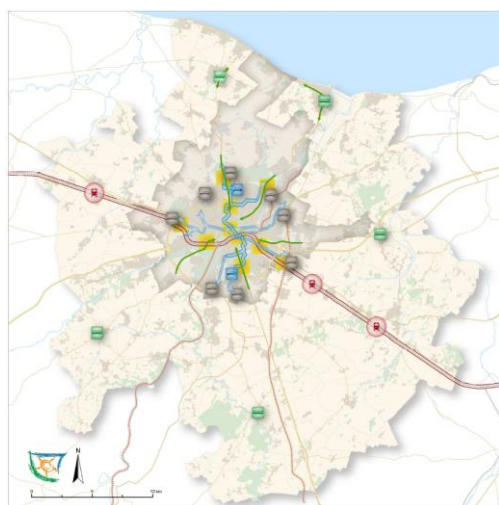
Le Document d'Orientations Générales (DOG) évoque les grandes orientations suivantes :

- **Organisation de l'espace et restructuration des espaces urbanisés :**
 - Le SCoT affirme le principe de polarisation du développement, en s'appuyant sur l'armature urbaine du territoire. Cette armature hiérarchisée distingue, d'une part, des communes ou ensembles de communes polarisants et, d'autre part, des espaces polarisés à vocation largement résidentielle.
 - Les communes de la zone urbaine centrale adoptent une démarche de développement faisant largement appel au renouvellement urbain. En revanche, les communes de l'espace périurbain ou rural s'appuient sur une logique alliant développement urbain et maîtrise de la consommation d'espace agricole.
- **Espaces et sites naturels à protéger :**
 - Adapter le développement à la ressource en eau et aux impératifs de sa protection,
 - Concilier impératifs environnementaux et contraintes économiques de l'agriculture,
 - Préserver la biodiversité.
- **Équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels et agricoles, forestiers et littoraux :**
 - Réduire la consommation d'espace,
 - Respecter les spécificités des espaces littoraux,
 - Favoriser l'intégration de l'activité agricole dans un contexte métropolitain.



DOG octobre 2011 – Caen la Mer

1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU



DOG octobre 2011 – Caen la Mer

- **L'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements sociaux**
- **Cohérence entre l'urbanisation et la création de dessertes en transports collectifs :**
 - L'organisation des transports sur le territoire de Caen-Métropole,
 - La cohérence entre l'urbanisation et le système de déplacement.
- **Activités économiques**
 - L'équipement commercial et la localisation préférentielle des commerces,
 - L'aménagement numérique du territoire,
 - Les activités logistiques,
 - Les activités touristiques,
 - Les activités incompatibles avec l'habitat,
 - Les autres activités économiques.
- **Protection des paysages et à la mise en valeur des entrées de ville**
 - La protection des paysages,
 - Les espaces et sites urbains à protéger,
 - La mise en valeur des entrées de ville.
- **Prise en compte des risques**
 - Les risques naturels,
 - Les risques technologiques
 - Les nuisances sonores
- **Les grands projets d'équipements et de services nécessaires à la mise en œuvre du SCoT**
- **Le Plan Climat Energie Territorial de Caen-Métropole**

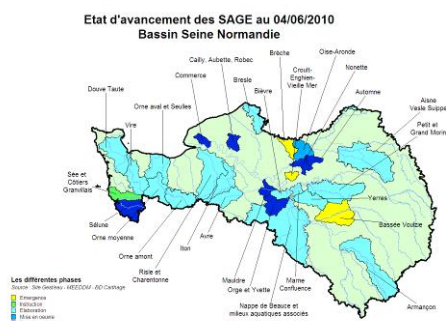
L'objectif du SCoT est d'atteindre les 400 000 habitants à l'horizon 2030 soit 50 000 logements supplémentaires.

Au niveau de la CDC Entre Bois et Marais, une extension foncière de 56 hectares est préconisée si un PLU intercommunal ou un PLH est réalisé.

La commune de Janville est classée comme commune de l'espace rural par le SCoT. A ce titre, une densité minimale de 12 logements par hectare est recommandée dans les zones d'urbanisation futures portant sur un terrain d'une superficie supérieure à 1 hectare. Le SCoT fixe également un potentiel urbanisable maximal pour 20 ans de 4,15 hectares pour Janville.

1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

*Le Schéma Directeur d'Aménagement et de
Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie*



Le PLU doit être également compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définies par le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Seine et cours d'eau côtiers normands** approuvé par arrêté le 20 novembre 2009.

Le SDAGE est un document de planification de l'utilisation de la ressource en eau, ainsi qu'un document d'aménagement du territoire. Il établit également les objectifs de qualité des cours d'eau pour le long terme. Son domaine de planification englobe l'ensemble du bassin. En conséquence, cette forme de gestion prend en compte les enjeux locaux, régionaux, nationaux et européens et a pour fondement une approche globale et écosystémique de gestion des eaux.

Ainsi une gestion équilibrée de la ressource en eau se caractérise par quatre orientations:

- Protéger la santé et l'environnement – améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques :
 - Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques,
 - Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
 - Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses,
 - Réduire les pollutions microbiologiques des milieux,
 - Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,
 - Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides.
- Anticiper les situations de crise, inondation et sécheresse :
 - Gestion de la rareté de la ressource en eau,
 - Limiter et prévenir le risque d'inondation.
- Acquérir et partager les connaissances
- Développer la gouvernance et l'analyse économique.

En outre, le Plan Local d'Urbanisme doit respecter les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national (article L.123.2 du Code de l'Urbanisme).

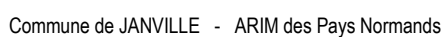
Enfin, faisant partie de la **Communauté de Communes Entre Bois et Marais**, Janville doit tenir compte des compétences intercommunales. La communauté de communes regroupe 9 communes et rassemble près de 6500 habitants autour de la commune de Troarn (3600 habitants environ).

1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

Les compétences intercommunales

- L'aménagement de l'espace :
 - Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)
 - Schéma de secteur
 - Transport scolaire
- Le développement et l'aménagement économique :
 - Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique
- Le développement et l'aménagement social et culturel :
 - Activités culturelles ou socioculturelles
 - Activités périscolaires
 - Activités sportives
 - Etablissements scolaires
- Le développement touristique
 - Tourisme
- L'environnement et le cadre de vie
 - Assainissement collectif
 - Assainissement non collectif
 - Collecte des déchets des ménages et déchets assimilés
 - Traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
 - Autres actions environnementales
- La production et la distribution d'énergie
 - Hydraulique
- Le sanitaire et le social
 - Action sociale

Précisons que la compatibilité n'est pas la conformité : un document est compatible à un texte ou un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou principes fondamentaux de ce texte ou de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.



1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

4 – Bilan du Plan d'occupation des sols

4.1 Objectifs

Le Plan d'Occupation des Sols de Janville a été approuvé le 14 novembre 1985. Il a subi deux modifications le 23 juin 1988 et le 10 février 1999.

Lors de la conception du POS initial de 1985, trois objectifs principaux se sont dégagés de l'analyse du site, du bâti, et des équipements, mais également de l'analyse des évolutions démographiques et des souhaits exprimés par la municipalité.

Ces objectifs étaient les suivants :

- Limiter l'extension du domaine bâti : l'analyse du bâti faisait état d'un développement des constructions fait au gré des opportunités, et ayant eu pour résultat un mitage généralisé sur la commune. Le développement envisagé se retraignait donc aux terrains libres compris dans les secteurs déjà construits.
- Sauvegarder la vocation agricole du territoire communal, via la protection des terres exploitées.
- Protéger les espaces sensibles : les marais au Nord et à l'Ouest de la commune, ainsi que les fortes pentes au Sud, dont le caractère sensible sur les plans naturels et paysagers exigeait la préservation.

4.2 Perspectives démographiques et organisation spatiale souhaitée

Durant la période précédant la réalisation du POS, la commune de Janville a fait face à une croissance très rapide de sa population. De 126 habitants en 1968, la population communale est en effet passée à 166 en 1975, puis à 340 habitants en 1982, soit un doublement entre ces deux derniers recensements. Les moins de 20 ans représentaient alors 36.1% de la population, et la tranche d'âge des 20-64 ans était dominante avec 48.8% des habitants.

Aucun objectif de population n'a été fixé dans le POS de 1985, cependant il est possible de l'estimer au regard du nombre de terrains libres constructibles inclus dans le zonage, soit une quinzaine environ.

En tenant compte de la taille moyenne des ménages de la commune au recensement de 1982 (3.2 personnes par ménage), on peut ainsi calculer que l'augmentation prévisible de population avoisinait les 45 habitants. Ceci représentait près de 385 habitants à l'échéance du POS, soit une augmentation de la population de 13% environ, une progression raisonnable au regard des 105% d'augmentation constatés dans la décennie précédente.

Le parti d'aménagement proposé alors par le POS reposait d'abord sur la volonté de maîtriser la construction qui s'était étendue de manière incontrôlée le long des principales voies communales et chemins ruraux. Implicitement, il s'agissait également d'accueillir de nouvelles familles pour assurer le renouvellement des générations.

1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

Le POS ne comporte aucune zone urbaine, ni de zone réservée à une urbanisation future. Au regard de l'éparpillement et du caractère linéaire des implantations, l'ensemble des secteurs d'habitat existants et des terrains libres constructibles a fait l'objet d'un zonage naturel NB, destiné à l'accueil d'habitat diffus, sous réserve d'équipements suffisants, et exclusivement sous forme de constructions isolées.

Ces zones NB sont ainsi localisées :

- Sur les terrains situés tout au long du chemin vicinal n°2 : côté Est de la voie au niveau des Grandes Bruyères au Sud, côté Ouest de la voie au niveau du Plain entre la RD 231 et la Mairie, enfin de part et d'autre de la voie au niveau de la Rue Haute
- Dans le secteur des Bruyères de Calleville, dans le carré formé par la limite communale à l'Ouest, la RD 231 au Sud, le chemin vicinal n°4 à l'Est et du chemin rural dit du Grand Champ au Nord.
- Au lieu-dit des Bruyères, sur les terrains situés de part et d'autre du chemin rural du même nom
- Enfin sur quelques parcelles situées au Nord des Ponts de Janville, entre la RD 37a à l'Est et le chemin vicinal n°1.

Les zones NB couvraient ainsi une surface de 35 hectares, et ont fait l'objet d'extensions lors des deux modifications du POS, pour atteindre désormais 39.3 hectares.

Dans ces secteurs, le règlement imposait une surface minimale constructible de 3000m². Lors de la première modification du POS en 1988, cette disposition a été adaptée par la création d'un sous-secteur NBa sur quelques parcelles des Bruyères de Calleville. La surface minimale constructible y a été fixée à 1800m² pour permettre de nouvelles constructions que le règlement initial rendait impossibles.

4.3 Préservation des espaces agricoles et milieux naturels

Afin de favoriser la protection des activités agricoles, une partie importante du territoire communal (67.1 %) a été classée en zone NC dans le POS de 1985. Après les deux modifications de 1988 et 1999, la surface classée en NC atteint aujourd'hui 293.7 hectares, soit 66.1% du territoire.

La zone correspond aux terres de cultures exploitées, situées sur le relief central et les pentes Nord, Sud et Est de Janville. Entièrement vouée à l'agriculture, elle n'admet que les seules constructions liées à cette activité (maison d'habitation ou bâtiment).

De même, et sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte au bon fonctionnement des exploitations, peuvent être autorisés :

- Le changement d'affectation, l'aménagement et l'extension des constructions existantes, ainsi que de leurs annexes,

1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

- Les équipements publics d'intérêt général qui, par leur nature ou leur destination, ne sauraient être édifiés dans les zones d'habitation, ainsi que les constructions liées à des équipements communaux (salle polyvalente, atelier,...),
- La reconstruction à l'identique des constructions existantes après sinistre,
- Les dépôts d'hydrocarbures liés à des installations de distribution de carburant, ainsi que le logement de fonction correspondant,
- Les affouillements et exhaussements de sol liés aux équipements d'infrastructures.

Toutes les autres constructions ou aménagements non liés à l'agriculture ou ne présentant pas un intérêt général sont strictement interdites assurant ainsi le maintien des surfaces exploitées.

Les zones de marais en périphérie Nord, Est et Sud-Est de la commune ont par ailleurs fait l'objet d'une protection au titre des espaces naturels, de la protection contre les risques (d'inondations et de mouvements de terrains en particulier) et de la préservation des paysages. Le zonage ND y interdit toute construction hormis celles liées :

- aux activités de chasse (gabions),
- aux équipements publics d'intérêt général qui, par leur nature ou leur destination, ne sauraient être édifiés dans les zones d'habitation,
- aux affouillements et exhaussements de sol liés aux équipements d'infrastructures.

Leur surface, qui couvre le quart de la commune (111 hectares), n'a pas varié depuis l'approbation du POS en 1985.

Des sous-zonages NCb, NDb et NDa ont également été établis afin de sauvegarder la qualité des eaux d'alimentation et de les préserver des contaminations de toutes origines. Ces secteurs correspondent à l'emprise des périmètres de protection immédiat, rapproché et éloigné des forages du Canal Oursin, situés à l'extrémité Sud-Est de la commune. Ils restreignent fortement, voire interdisent, la plupart des constructions et aménagements.

Parallèlement, 5 hectares d'espaces boisés classés ont été retenus.

4.4 Récapitulatif du zonage et du règlement

Le zonage du POS de Janville ne comprend donc que des zones naturelles :

- Les zones NB, destinées à conserver leur caractère rural mais où l'activité agricole n'est pas prédominante : elles doivent recevoir un habitat diffus, sous réserve d'équipements suffisants, et exclusivement sous forme de constructions isolées. La surface minimale constructible y est fixée à 3000m².
- Le secteur NBa, qui reprend les mêmes caractéristiques que la

1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

zone NB, mais où la surface minimale constructible est fixée à 1800m².

- La zone NC destinée à la protection de l'activité agricole
- Le secteur NCb correspondant aux périmètres de protection rapprochés et éloignés des forages du Canal Oursin
- La zone ND, destinée au maintien en l'état en raisons des risques naturels et de la protection des paysages
- Le secteur NDa, correspondant à la zone non aedificandi de 100 mètres protégeant les forages du Canal Oursin
- Le secteur NDb, couvrant une partie du périmètre de protection rapproché du forage, l'autre partie étant en zone NCb.

POS de Janville- Récapitulatif des zones naturelles pour le POS initial de 1985 et le POS actuel après modifications en 1988 et 1999.

Zones	Superficie des zones pour le POS de 1985		Superficie des zones pour le POS modifié de 1999	
	Superficie	%	Superficie	%
NB	35,0	7,9%	39,3	8,9%
NC	298,0	67,1%	293,7	66,1%
ND	111,0	25,0%	111,0	25,0%
TOTAL GENERAL	444,0	100,0%	444,0	100,0%
Espaces boisés classés à protéger	5	1,1%	5	1,1%

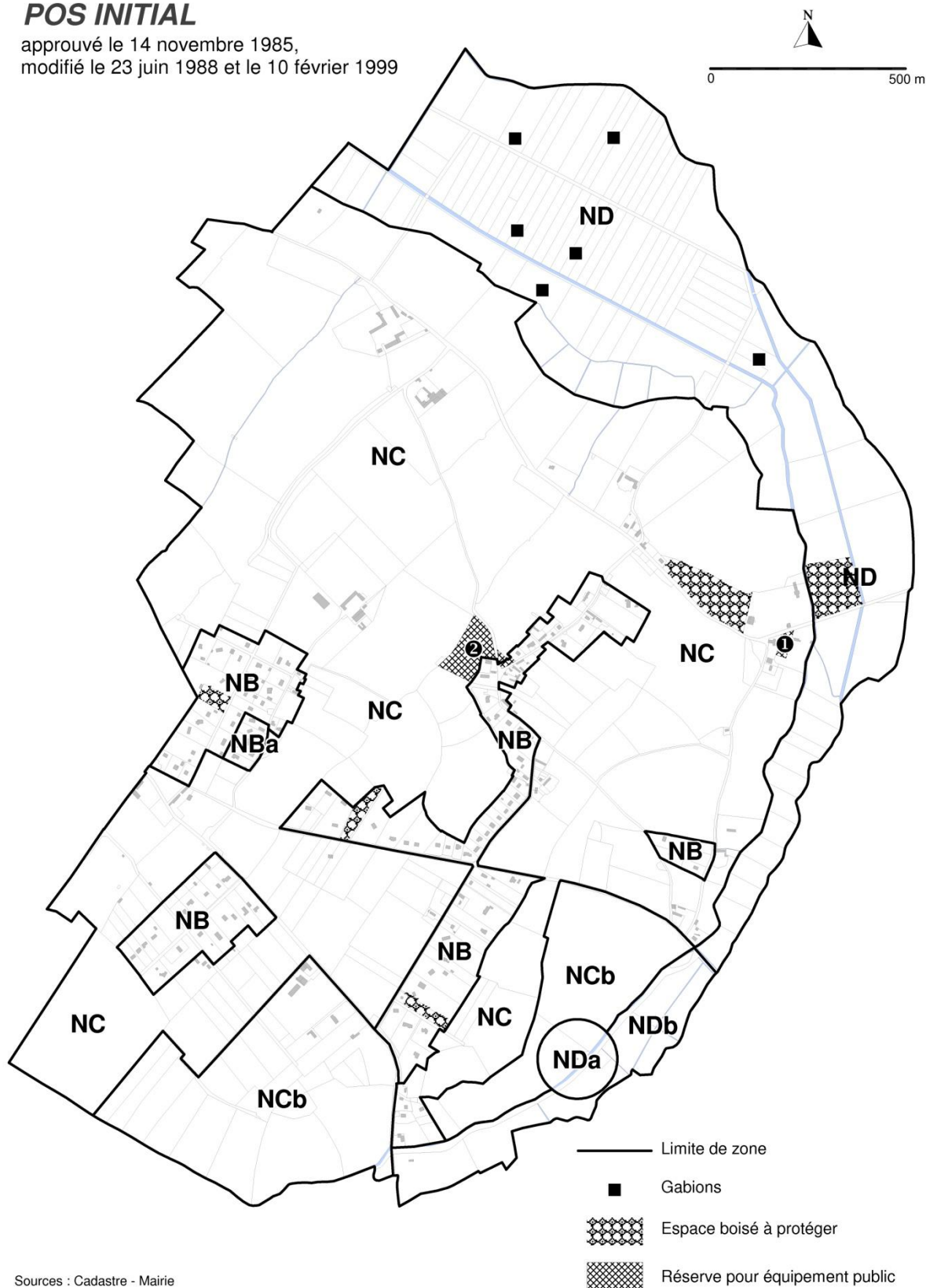
Le Plan d'Occupation des Sols de Janville délimitait 39.3 hectares de zones NB, au sein desquels on trouvait une quinzaine de terrains libres et constructibles, à la fois au sein et en continuité des zones bâties existantes. Les zones vouées à l'activité agricole et à la protection des milieux naturels couvraient quant à elles 404,7 hectares.

A l'heure de l'élaboration du PLU, le bilan des surfaces disponibles fait apparaître des possibilités de constructions très limitées, et le POS actuel ne permet plus de répondre aux évolutions de la commune.

1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

POS INITIAL

approuvé le 14 novembre 1985,
modifié le 23 juin 1988 et le 10 février 1999



Sources : Cadastre - Mairie

1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

Règlement du POS de Janville : zones naturelles

<p>NB</p> <p>Zone naturelle partiellement équipée et destinée à conserver son caractère actuel rural, en accueillant un habitat diffus, exclusivement sous forme de constructions isolées, et sous réserve d'équipements suffisants</p> <p><i>Sous-secteur NBa (superficies minimales constructibles inférieures)</i></p>	<p>NC</p> <p>Zone naturelle vouée à la protection de l'activité agricole, pouvant exceptionnellement recevoir des équipements publics d'intérêt général</p> <p><i>Sous-secteurs NCb (protection des périmètres rapprochés et éloignés du forage du Canal Oursin)</i></p>	<p>ND</p> <p>Zone naturelle de maintien en l'état des lieux, comprenant les terrains soumis à des risques naturels ou devant faire l'objet d'une protection particulière au titre de la qualité des paysages</p> <p><i>Sous-secteurs NDa (zone non aedificandi) et NDb (protection du périmètre rapproché du forage du Canal Oursin)</i></p>
01. Occupations du sol admises		
<ul style="list-style-type: none"> - Habitations individuelles et leurs annexes - Changement d'affectation, aménagement et extension de l'existant - Installations classées soumises à déclaration, si elles ne gênent pas le voisinage - Constructions directement liées à l'activité agricole - Commerces, hôtels, restaurants, bureaux, activités non classées - Equipements publics d'intérêt général - Affouillements et exhaussements liés aux équipements d'infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> - Constructions, y compris habitations, directement liées à l'activité agricole - Changement d'affectation, aménagement et extension de l'existant, ainsi que des annexes, sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité agricole - Installations classées liées et nécessaires aux exploitations (<i>sauf en NCb</i>) - Dépôts d'hydrocarbures liés à des installations de distribution de carburant, et le logement de fonction correspondant (<i>sauf en NCb</i>) - Equipements publics d'intérêt général ne pouvant être édifiés en zone d'habitations, ainsi que les constructions liées à des équipements communaux (salle polyvalente, atelier...) - Affouillements et exhaussements liés aux équipements d'infrastructure - Reconstruction à l'identique de l'existant après sinistre - <i>En NCb, les occupations et utilisations du sol conformes aux articles ND1 à ND15, sous réserve de ne pas nuire à la qualité des eaux souterraines. Pour les habitations, le projet d'assainissement devra recevoir l'approbation des services compétents</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Gabions, à condition que leur insertion dans le site soit étudiée, et que leur distance d'éloignement avec un gabion existant soit de 300m minimum - Equipements publics d'intérêt général ne pouvant être édifiés en zone d'habitations - Affouillements et exhaussements liés aux équipements d'infrastructure - <i>En NDb, les occupations et utilisations du sol conformes aux articles ND1 à ND15, sous réserve de ne pas nuire à la qualité des eaux souterraines</i>
02. Occupations du sol interdites		
<p>Toutes occupations non citées à l'article NB1, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lotissements et groupes d'habitations - Installations classées hors NB1 - Carrières, affouillements et exhaussements hors NB1 - Terrains de camping et caravane - Dépôts de ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets, de véhicules désaffectés - Le stationnement de plus de 3 mois de caravanes 	<p>Tous les autres types, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lotissements et groupes d'habitations - Carrières, affouillements et exhaussements hors NC1 - Terrains de camping et caravane - Dépôts de ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets, de véhicules désaffectés - Le stationnement de plus de 3 mois de caravanes - <i>En NCb, les constructions et installations nouvelles, hormis celles de l'article NC1</i> 	<p>Tous les autres types, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aménagement, extension, annexes et reconstruction de constructions et installations existantes, y compris lorsqu'elles sont destinées à une activité commerciale - Lotissements et groupes d'habitations - Carrières, affouillements et exhaussements hors NC1 - Terrains de camping et caravane - Dépôts de ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets, de véhicules désaffectés - Le stationnement de plus de 3 mois de caravanes - <i>En NDa et NDb, les puits et forages autres que ceux effectués sous le contrôle de l'administration</i>
03. Accès et voiries		
Néant	Néant	Néant
04. Desserte par les réseaux		
Néant	Néant	Néant
05. Caractéristiques du terrain		
<ul style="list-style-type: none"> - Hors aménagement ou extension mesurée d'un bâtiment existant, reconstruction d'un bâtiment après sinistre ou équipement public d'intérêt général, tout terrain de superficie inférieure à 3000m² est inconstructible. - En secteur NBa, cette surface minimale est de 1800m². 	<p>Les terrains créés par division en vue du changement d'affectation d'un bâtiment en habitation doivent avoir une superficie minimale de 3000m².</p>	Néant
06. Implantation des constructions / aux voies		
<ul style="list-style-type: none"> - Un recul correspondant à la hauteur maximale H de la construction, et au minimum de 10 mètres, doit être observé par rapport à l'axe de la voie. - Des reculs différents peuvent être autorisés pour des extensions en prolongement de façades ou de pignons - Les ouvrages techniques nécessaires aux services publics ne sont pas concernés par ces règles de recul. 	<p>Reculs exigés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - RD37, RD37a, RD78, RD231 : 25 mètres - Autres voies : 15 mètres - Des reculs différents peuvent être autorisés pour des extensions en prolongement de façades ou de pignons - Les ouvrages techniques nécessaires aux services publics ne sont pas concernés par ces règles de recul. 	<p>Reculs exigés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - RD37, RD37a, RD78, RD231 : 25 mètres

1 - Bilan du POS et méthode d'élaboration du PLU

NB Zone naturelle partiellement équipée et destinée à conserver son caractère actuel rural, en accueillant un habitat diffus, exclusivement sous forme de constructions isolées, et sous réserve d'équipements suffisants Sous-secteur NBa (superficies minimales constructibles inférieures)	NC Zone naturelle vouée à la protection de l'activité agricole, pouvant exceptionnellement recevoir des équipements publics d'intérêt général Sous-secteurs NCb (protection des périmètres rapprochés et éloignés du forage du Canal Oursin)	ND Zone naturelle de maintien en l'état des lieux, comprenant les terrains soumis à des risques naturels ou devant faire l'objet d'une protection particulière au titre de la qualité des paysages Sous-secteurs NDa (zone non aedificandi) et NDb (protection du périmètre rapproché du forage du Canal Oursin)
07. Implantation des constructions / aux limites séparatives		
<ul style="list-style-type: none"> - Recul de H/2, avec un minimum de 3 mètres - Des reculs différents peuvent être autorisés pour des extensions en prolongement de façades ou de pignons - Les ouvrages techniques nécessaires aux services publics ne sont pas concernés par ces règles de recul. 	<ul style="list-style-type: none"> - En limite séparative ou en recul de H/2, avec un minimum de 3 mètres. - Des reculs différents peuvent être autorisés pour des extensions en prolongement de façades ou de pignons. - Les ouvrages techniques nécessaires aux services publics ne sont pas concernés par ces règles de recul. 	<p>En limite séparative ou en recul de H/2, avec un minimum de 3 mètres.</p>
08. Implantation des constructions / aux autres sur la même propriété		
Néant	Néant	Néant
09. Emprise au sol		
Néant	Néant	Néant
10. Hauteur maximum		
<ul style="list-style-type: none"> - 1 étage maximum, combles compris - Le plancher du rez-de-chaussée devra s'adapter au mieux au terrain - Les façades exhaussées seront d'aspect identique à celui des autres niveaux 	<p>Pour les habitations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 étage maximum, combles compris - Le plancher du rez-de-chaussée devra s'adapter au mieux au terrain - Les façades exhaussées seront d'aspect identique à celui des autres niveaux <p>Pour les autres constructions : néant</p>	Néant
11. Aspect extérieur		
<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains - Architecture traditionnelle étrangère à la région interdite - Tôle métallique ondulée interdite 	<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains - Architecture traditionnelle étrangère à la région interdite - Tôle métallique ondulée interdite 	<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains - Tôle métallique ondulée interdite
12. Obligation de stationnement		
- Stationnement lié aux besoins des constructions en dehors des voies publiques	- Stationnement lié aux besoins des constructions en dehors des voies publiques	- Stationnement lié aux besoins des constructions en dehors des voies publiques
13. Espaces libres – Espaces verts		
<ul style="list-style-type: none"> - Plantations existantes à maintenir ou remplacer de manière équivalente - Espaces boisés classés à conserver et protéger 	- Espaces boisés classés à conserver et protéger	- Espaces boisés classés à conserver et protéger
14. COS		
<ul style="list-style-type: none"> - COS = 0,1 - Pour les terrains de moins de 3000m², seront toutefois possibles l'aménagement et l'extension de l'existant dans la limite de 300m² de SHON, ainsi que la reconstruction après sinistre 	Néant	Néant
15. Dépassement du COS		
- Sans objet	Néant	Néant

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

1 – Topographie

La commune de Janville est établie sur l'escarpement le plus occidental du Pays d'Auge, qui sépare Caen et sa plaine du bassin de la Dives et de ses marais. Situé à l'extrémité Sud d'un long relief qui descend depuis Barent et Troarn, avant d'être découpé par le talweg de la Muance, le territoire communal prend des allures de presque île dominant :

- les marais de Vimont, au Sud, aux altitudes variant autour de 5 mètres
- la vallée de la Muance à l'Est,
- les marais du Grand Canal, au Nord, où l'on trouve les altitudes les plus basses de la commune, à 3-4 mètres NGF.

La ligne de crête de l'escarpement suit approximativement le tracé de la RD 37 venant de Troarn. Le point le plus haut de la commune est ainsi situé en limite Ouest du territoire, à proximité de la Croix de Janville, à 43 mètres d'altitude.

Depuis ce plateau, qui s'étend entre 35 et 40 mètres d'altitude, les pentes descendent fortement en direction du Sud, atteignant plus de 10%, voire plus de 20%.

Vers le Nord, le dénivelé est plus doux : les pentes atteignent rarement les 5%. Deux vallons humides viennent cependant entailler ce versant en direction du Nord-Est.

2 – Géologie - Pédologie

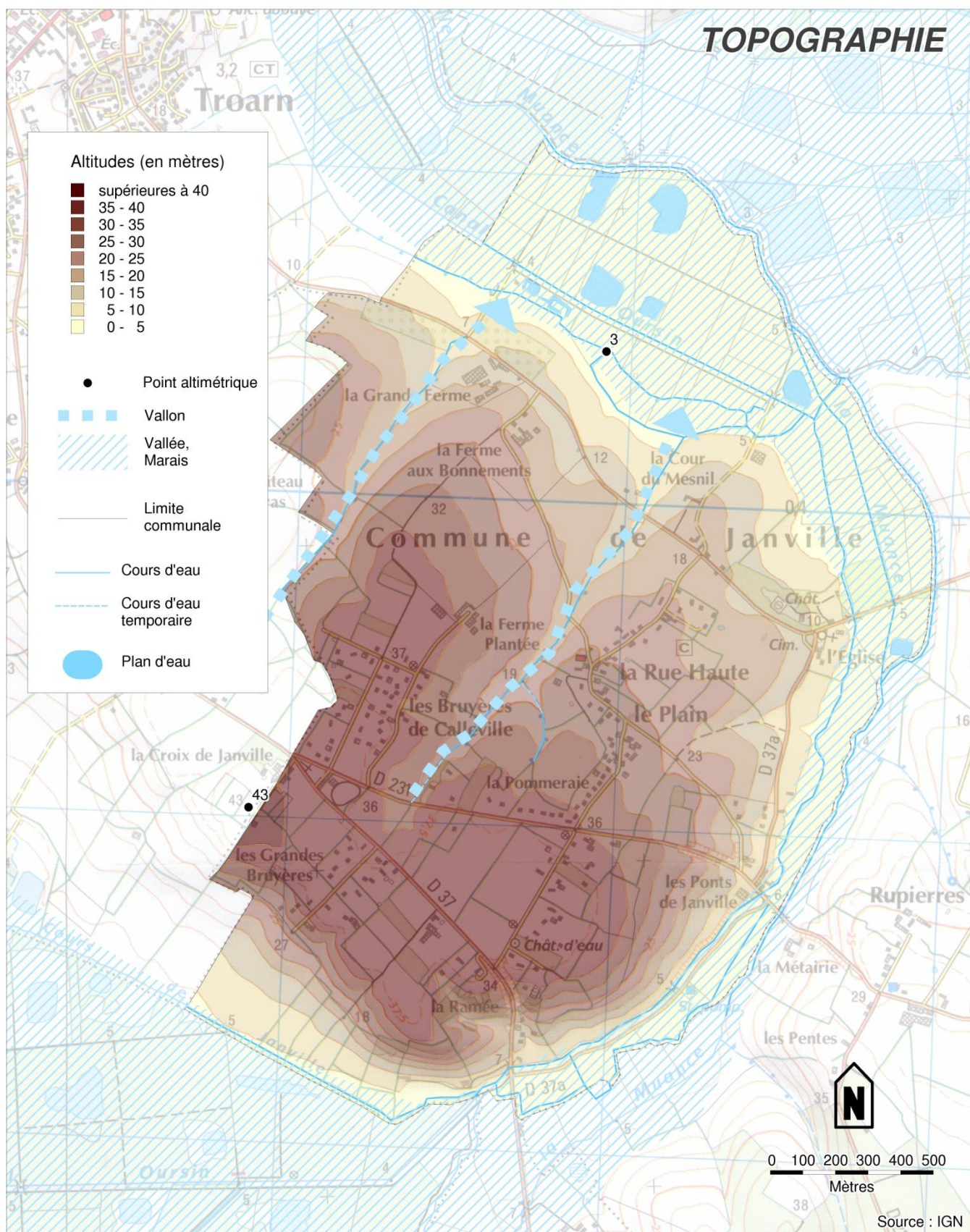
La géologie du secteur de Janville a été façonnée par les évolutions du bassin de la Dives dans les temps récents du Quaternaire (-2,6 Millions d'années à nos jours). Les différents cycles glaciaires ont provoqué l'alternance de périodes de creusement des vallées par le fleuve et ses affluents, et de période d'envahissement des terres par la mer.

L'érosion fluviale a entamé les couches géologiques calcaires inférieures plus anciennes, donnant naissance à de véritables « îles ». La commune de Janville est implantée sur l'un de ces reliefs arrondis, dont les pentes et les vallons sont marqués par la présence d'un socle de marnes Jurassiques :

- quelques marnes du Cornbrash (J2h-3a), les plus anciennes, affleurent au bas des pentes Sud-Ouest de la commune,
- les marnes dites d'Escoville et d'Argences (J3a), forment le substrat rocheux de toutes les pentes,
- Le résultat de l'érosion de ces marnes, les colluvions (Cj3), sont également présents au bas des pentes Sud-Ouest.

Une géologie héritée des évolutions du bassin de la Dives au Quaternaire

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

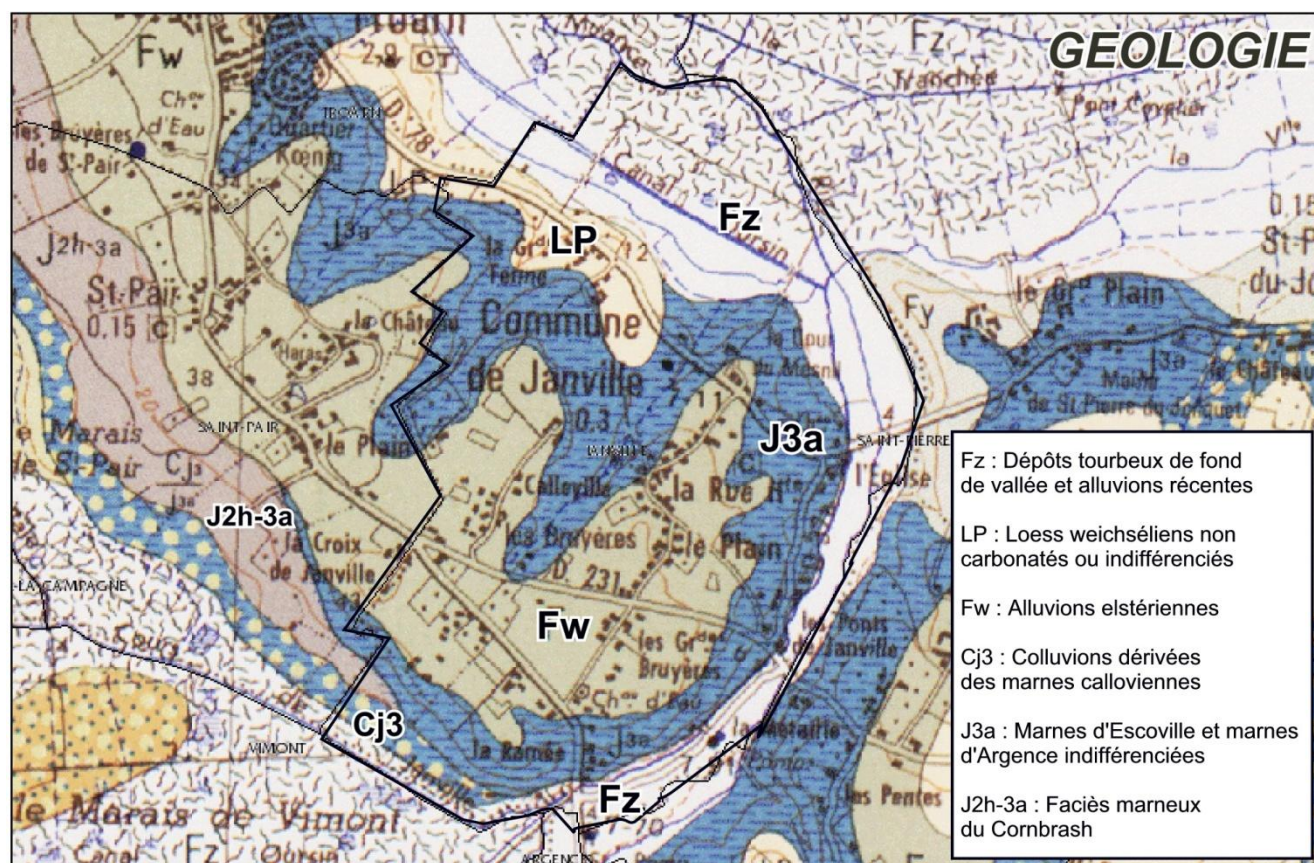


2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

Les déplacements du fleuve et de son estuaire ont parfois recouvert les « îles », ce qui a provoqué le dépôt de sédiments (Fw) à leurs sommets. Les reliefs les plus hauts, au centre de la commune, sont ainsi occupés par des alluvions d'origine fluviale.

Les remontées de la mer après les glaciations ont occasionnés des dépôts marins limoneux et calcaires (LP) qui servent de socle rocheux aux pentes Nord de Janville.

Enfin, l'alternance de dépôts de sédiments fluviaux et de vases marines dans les vallées a abouti à la formation des marais, dont les sols voient alterner alluvions récentes et zones tourbeuses (Fz).



2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

La composition des sols de la commune découle à la fois de ce socle géologique et de l'hydrographie marquée du territoire :

- Sur les contours Est et Nord de la commune, au niveau des marais, les sols sont bruns, calciques, et développés sur une argile grise. Leur nature ainsi que leur engorgement permanent les rendent naturellement impropres à la culture. Ils sont majoritairement occupés par des prairies humides, et par des peupleraies lorsque l'on atteint les marais de Vimont en limite Sud du territoire.
- La partie Ouest de la commune située au sommet de l'avant-butte est occupée par des sols bruns lessivés sur un limon moyen sableux à argilo-sableux reposant sur un bief de silex. La forte présence de cailloux et l'engorgement prolongé les destine à la mise en prairie.
- Entre ces deux entités, les pentes de la commune sont occupées par des sols plus profonds, la plupart du temps bruns, calciques, et développés sur du limon argilo-sableux posé sur des argiles et des marnes. Leur engorgement est dans la plupart des cas prolongé, parfois temporaire. Malgré des contraintes importantes, des améliorations telles que le drainage ou l'irrigation permettent d'en améliorer la productivité. Ils accueillent donc les cultures et quelques prairies.

Une pédologie contraignante pour les usages agricoles et l'assainissement

Outre la question des cultures, la nature des sols de Janville pourrait également s'avérer très contraignante pour l'assainissement individuel. La réalisation d'une étude d'assainissement apparaît donc comme essentielle, car elle permettrait d'éclairer de façon déterminante les choix d'aménagement de la commune.

3 – Climatologie

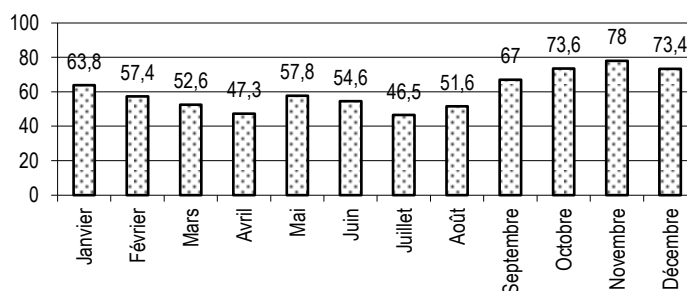
Le Calvados, dont les paysages sont variés, se caractérise néanmoins par une importante façade maritime lui conférant un climat à dominante océanique de type tempéré et humide.

Les données climatologiques utilisées pour l'analyse proviennent de la station météorologique de Caen – Carpiquet.

3.1. Les précipitations

Hauteur moyenne des précipitations 1951 – 2002 Station de Caen – Carpiquet – Météo France

Un climat humide



2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

Le climat peut également être caractérisé d'humide au regard des faibles écarts entre le mois le plus pluvieux (mois de novembre avec 78 mm) et le plus sec (46,5 mm en juillet). La saison automnale reste la plus arrosée.

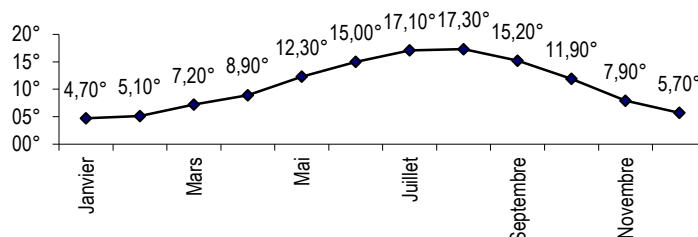
Cette humidité se révèle également par le nombre de jours enregistrant du brouillard avec une moyenne de 51 jours par an.

3.2. Les températures

La température moyenne annuelle est de 10,7°, ce qui situe Janville dans une zone tempérée. L'amplitude thermique annuelle est ainsi peu marquée avec un minima de 4,7° au mois de décembre et un maximum en août avec 17,3°. De même, le nombre de jours où les températures dépassent 30° n'est que de 2,1 et celui où elles sont inférieures à -10°, de 0,7. Le nombre de jours de gel, de l'ordre de 41, caractérise un climat tempéré sous l'influence maritime.

Température moyenne 1951 – 2002 –
Station Caen Carpiquet – Météo France

Une température minimale moyenne de
4,7° et maximum moyenne de 17,5 °



La période de déficit hydrique que l'on observe entre juin et août reste d'impact modéré et la commune n'est pas soumise, sauf cas exceptionnels, à de grandes périodes de sécheresse.

4 – Hydrologie et préservation de la ressource en eau

4.1. Les aquifères

Les ressources en eaux souterraines, alimentées par l'infiltration, sont inégalement réparties selon une hydrogéologie complexe et contrastée entre le bassin parisien et le massif armoricain. Elles jouent un rôle prépondérant dans les écoulements des rivières, en stockant des volumes d'eau considérables garantissant un soutien d'étiage (niveau annuel le plus bas atteint par un cours d'eau) remarquable. Elles constituent la ressource majeure en eau potable du département du Calvados. Le territoire de Janville est concerné par trois aquifères, principalement de nature sédimentaire. Inclins dans une direction générale Ouest-Est, ils sont les suivants de bas en haut :

2 – *Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles*

- **L'aquifère du Bajocien** est un aquifère carbonaté multicouche de type discontinu. Il est composé de formations oolitiques ferrugineuses, de calcaires argileux à silex et de calcaires à spongiaires, dont l'épaisseur totale est d'environ 20 m. La nappe est captive dans sa majeure partie à l'Est d'une ligne Esquay-sur-Seulles – Louvigny – Moulines où elle est recouverte par celle du Bathonien. Le Bajocien est capté conjointement avec le Bathonien par des ouvrages profonds. Il présente cependant une productivité plus faible.
- **L'aquifère calcaire du Bathonien** est discontinu et d'épaisseur très variable (entre 50 et 100 m). Cette discontinuité s'exprime par la présence de plusieurs niveaux calcaires séparés par des niveaux moins perméables, ce qui provoque une forte variation des propriétés des eaux. L'aquifère est très productif et fortement exploité pour l'alimentation en eau potable. Sa nappe libre affleure à l'Ouest d'une ligne Amfréville—Sannerville en rive gauche des ruisseaux du Pont de Bâle et du Cours de Janville, au Sud de la commune. Elle est recouverte ensuite à l'Est par les argiles du Callovien.
- **L'aquifère de l'oxfordien** s'est développé dans des calcaires coralliens qui présentent plusieurs dizaines de mètres de puissance. Cet aquifère libre dont la nappe est perchée, affleure aux abords de Lisieux et possède un réservoir important qui est de plus en plus exploité. C'est un aquifère discontinu où la vitesse de circulation de l'eau est liée à la fissuration de la craie.

4.2. Le réseau hydrographique

Le réseau hydrographique de la Commune de Janville, extrêmement riche, appartient au bassin versant de la Dives, qui couvre une superficie de 1573 km².

Longue de 105 km, la Dives est un fleuve côtier qui prend sa source dans l'Orne et traverse le Calvados avant de se jeter dans la Manche entre Cabourg et Dives-sur-Mer.

Le débit moyen interannuel est de 3,5 m³/s en amont à Biéville-Quétiéville (données 1972-1993). Le QMNA(2) (Débit mensuel de référence le plus bas de fréquence biennale) de 1,4 m³/s et le débit de crue de 2 ans de 18 m³/s révèle une cours d'eau d'activité peu élevée. Les fluctuations du fleuve sont éminemment liées aux pluies, avec un étiage en été et des débits plus importants en hiver.

Une hydrographie inféodée à la Dives

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

D'abord petite rivière dans sa partie amont, la Dives voit sa vallée s'étendre considérablement au pied des côtes du Pays d'Auge, à partir de Mézidon. Le fleuve reçoit alors l'affluence combinée des rivières augeronnes (Vie, Dorette, Ancre...) et des rivières de la Plaine de Caen (Laizon, Muance). Ces apports, combinés à l'action des marées dans la partie amont, ont créé un engorgement qui a abouti à la formation d'une vaste zone de marais de près de 12 000 ha. Ces marais entourent la commune de Janville, occupant les reliefs les plus bas au Nord, à l'Est et au Sud.

La Dives passe à proximité de la limite communale Nord, en contournant par l'Ouest l'escarpement de Saint-Samson. Janville est par ailleurs traversée du Nord au Sud par l'un de ses affluents principaux, la Muance.

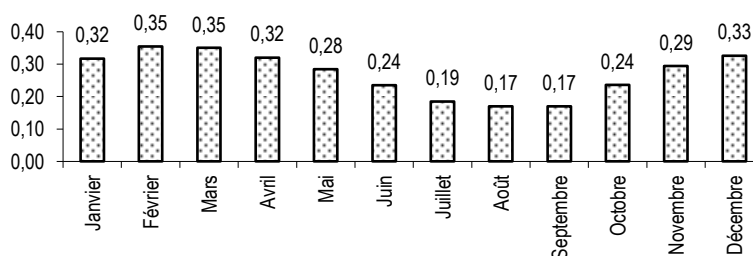
Cette rivière, longue de 19 km, prend sa source au Sud, dans la Plaine de Caen, à Saint-Sylvain. Elle longe la majeure partie des limites Est et Nord de Janville, en se subdivisant au gré des travaux hydrauliques réalisés dans le marais : un bras de la rivière, nommé le Tour de Muance, établit ainsi la limite Nord-Est de la commune.

Au Nord du territoire communal, la Muance se divise en deux entités :

- un canal creusé en direction du Nord la relie à la Dives, qui s'écoule à quelques centaines de mètres, au pied de Saint-Samson,
- la Vieille Muance, qui constitue le cours originel du fleuve, continue en direction de l'Ouest, puis du Nord, pour rejoindre la Dives à Bures-sur-Dives

Le débit moyen interannuel de la Muance est de 0,27 m³/s en amont à Argences (données 1970-1980). Le QMNA(2) de 0,14 m³/s et le débit de crue de 2 ans de 0,68 m³/s indiquent une rivière à l'activité modeste et maîtrisée, qui a permis jusqu'au XIX^{ème} siècle d'alimenter plus d'une quinzaine de moulins à eau implantés tout le long de son cours.

A l'instar de la Dives, les débits interannuels démontrent le lien étroit entre les fluctuations de la Muance et le régime pluviométrique : basses eaux en été, hautes eaux en hiver. La canalisation du cours d'eau induit cependant des extrêmes moins prononcés.

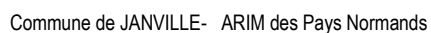


La Muance, principal cours d'eau de la commune



La Muance depuis la route de Saint-Pierre-du-Jonquet (RD 78)

Débits moyens interannuels de la Muance (en m³/s) – Station située à Argences – données sur la période 1970-1980 – HYDRO-MEDD/DE



2 – *Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles*

La rivière fluctue également en fonction des apports en eau provoqués par les ruissellements dont l'importance est accentuée par la topographie, la nature des sols et leur utilisation (les champs ouverts et l'absence de haies ne favorisent pas l'absorption des excès en eau).

Un réseau important de canaux et de fossés dans les marais



Le Canal Oursin à son arrivée depuis les marais de Vimont

Le réseau hydrographique communal est parallèlement marqué par un important réseau de canaux et de fossés, créés pour assainir et exploiter les marais de la Dives. Démarrés dès le XI^{ème} et XII^{ème} siècles par les moines de l'Abbaye de Troarn, les travaux hydrauliques ont connu leur essor le plus important au XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle. C'est à cette époque (1711) qu'est creusé le Canal Oursin, qui porte le nom de son mécène.

Ce canal, long de 17 km, draine vers la Dives les marais de Vimont, situés au Sud-Ouest de la commune. Il s'écoule ainsi en parallèle de la Muance au pied des pentes Est de Janville, avant de bifurquer vers l'Ouest en direction de Troarn, au niveau de la Cour du Mesnil. Il suit ensuite la vallée de la Dives sur plusieurs kilomètres avant de se jeter dans le Grand Canal à Brucourt.

Il recueille en particulier, un peu avant le Pont de la Ramée, les eaux du Cour de Janville. Ce ruisseau qui descend depuis l'Ouest en apportant les eaux des marais de Saint-Pair constitue la limite Sud de la commune.

Tout un réseau secondaire de petits canaux et de fossés vient par ailleurs enrichir l'hydrographie des marais à Janville, en reliant le Canal Oursin et la Muance, et en drainant les parcelles en fond de vallée.



Un large vallon, alimenté par un ruisseau, s'étend entre la Mairie et la Ferme Plantée et descend jusqu'au marais

Il convient d'ajouter que la Muance, le Canal Oursin, le Cours de Janville et leurs quelques affluents sont classés en objectif de qualité 1B (bonne), et sont par ailleurs de première catégorie piscicole.

Complétant ce réseau hydrographique dense, deux ruisseaux descendent depuis les reliefs de la commune en direction du Nord, en creusant deux vallons parallèles d'orientation Sud-Ouest/Nord-Est.

Le premier, connu sous le nom de ruisseau de la Cavée, disparaît dans le réseau de fossés du marais au niveau de la D78, à l'Ouest de la Grande Ferme.

Le second qui part de la D231, s'écoule au fond de la large dépression qui sépare la Mairie de la Ferme Plantée, et finit par rejoindre les canaux du marais à l'Ouest de la Cour du Mesnil.

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

4.3. La préservation de la ressource en eau

Concernant la préservation de la ressource en eau, la commune de Janville est classée selon trois zones :

- Zone sensible à l'eutrophisation des cours d'eaux par les eaux résiduaires urbaines

Défini (arrêté ministériel du 23/11/94) au titre de la Directive 91/271/CEE du 21/05/1991 relative à la collecte, au traitement et au rejet des eaux urbaines résiduaires, ce classement vise à protéger l'environnement contre toute détérioration due au rejet de ces eaux. La directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires impose aux collectivités des obligations de collecte et de traitement des eaux usées. Les niveaux de traitement requis et les dates d'échéance de mise en conformité sont fixés en fonction de la taille des agglomérations, mais aussi de la sensibilité du milieu récepteur du rejet final. La France a procédé en 2005 à la révision de la zone sensible à l'eutrophisation. Désormais celle-ci couvre toute la Basse-Normandie.

La commune de Janville se trouve ainsi en secteur où un traitement plus rigoureux de l'azote et du phosphore doit être réalisé « au plus tôt ». Cette obligation ne touche que les agglomérations produisant des rejets supérieurs à 10 000 équivalent-habitant. Cependant le classement en zone sensible doit amener à être particulièrement vigilant sur la question de l'assainissement.

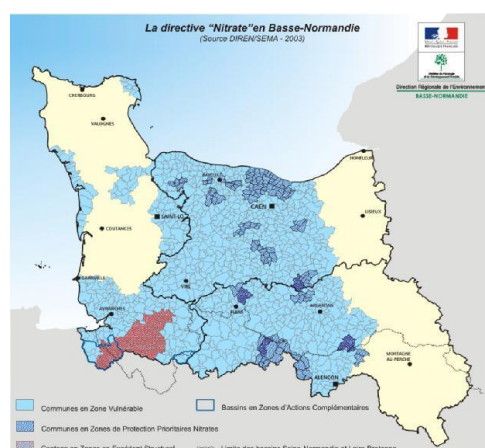


source : DREAL Basse Normandie

- Zone vulnérable aux nitrates

L'application de la Directive Européenne dite « Nitrates » du 12 Décembre 1991 relative à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole a provoqué la délimitation de zones vulnérables. Elles correspondent aux zones où le niveau de pollution se rapproche de la valeur limite à ne pas dépasser pour la production d'eau potable (50mg/L) ou continue à augmenter vers ce niveau. Dans ces zones, un programme d'actions doit être mis en place au niveau départemental pour une durée de 4 ans : dans la Calvados, le 4ème programme a été adopté le 22 septembre 2009. Il vise en particulier à maîtriser les fertilisations et rappelle les distances à respecter concernant les conditions d'épandage. Les plans d'épandages ont un rôle important à jouer dans cette zone.

Le Plan Local d'Urbanisme devra donc être en cohérence avec ces outils de lutte contre les pollutions agricoles.



source : DREAL Basse Normandie

- Zone de répartition des eaux (ZRE)

La ZRE concerne le bassin de la Dives et les aquifères des calcaires Bajo-Bathonien par arrêté préfectoral du 4 février 2004. Les Zones de Répartition des Eaux (ZRE) se caractérisent par une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. L'inscription d'une ressource (bassin hydrographique ou système aquifère) en ZRE constitue le moyen pour l'Etat d'assurer une gestion plus fine des demandes de prélèvements de la ressource grâce à un abaissement des seuils de déclaration et d'autorisation de prélèvement.

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

5 – Gestion de l'eau potable

5.1. Adduction en Eau Potable



Le château d'eau

La commune de Janville appartient au SAEP de Troarn/Saint-Pair, et est alimentée en eau potable par les forages F1 et F3 du « Canal Oursin », situés tous deux sur la commune. Seul le forage F1 est exploité en affermage par la SETDN (Veolia Eau). En 2011, sa production totale a été de 344 171 m³.

L'eau est ensuite refoulée jusqu'au Château d'eau situé au Sud de la commune, au dessus de La ramée, qui alimente l'ensemble des foyers de Janville via le réseau gravitaire.

● Protection des ressources

Pour assurer la protection de la ressource en eau, des périmètres de protection immédiats, rapprochés et éloignés ont été établis pour les forages du F1 et F3 « Canal Oursin » par Arrêté Préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique en date du 7 janvier 1987, modifié par arrêté du 22 décembre 2006. Une zone non aedificandi dans un rayon de 100 mètres autour du forage F1 vient par ailleurs compléter ces mesures de protection.

● Les ressources propres

Rapport annuel du SAEP de
Troarn Saint-Pair - SETDN, 2011

Nature	Localisation	Capacité de production (m3/j)	Production 2010 (m3)	Production 2011 (m3)	Variation
Captage en nappe souterraine	Forage Canal Oursin F1	800	370 151	344 171	-7,02%

Le volume d'eau produit par le Syndicat a diminué de 7% entre 2010 et 2011. Au regard des capacités de production du captage, la pérennité de l'approvisionnement en eau apparaît donc comme assurée sur le territoire du syndicat.

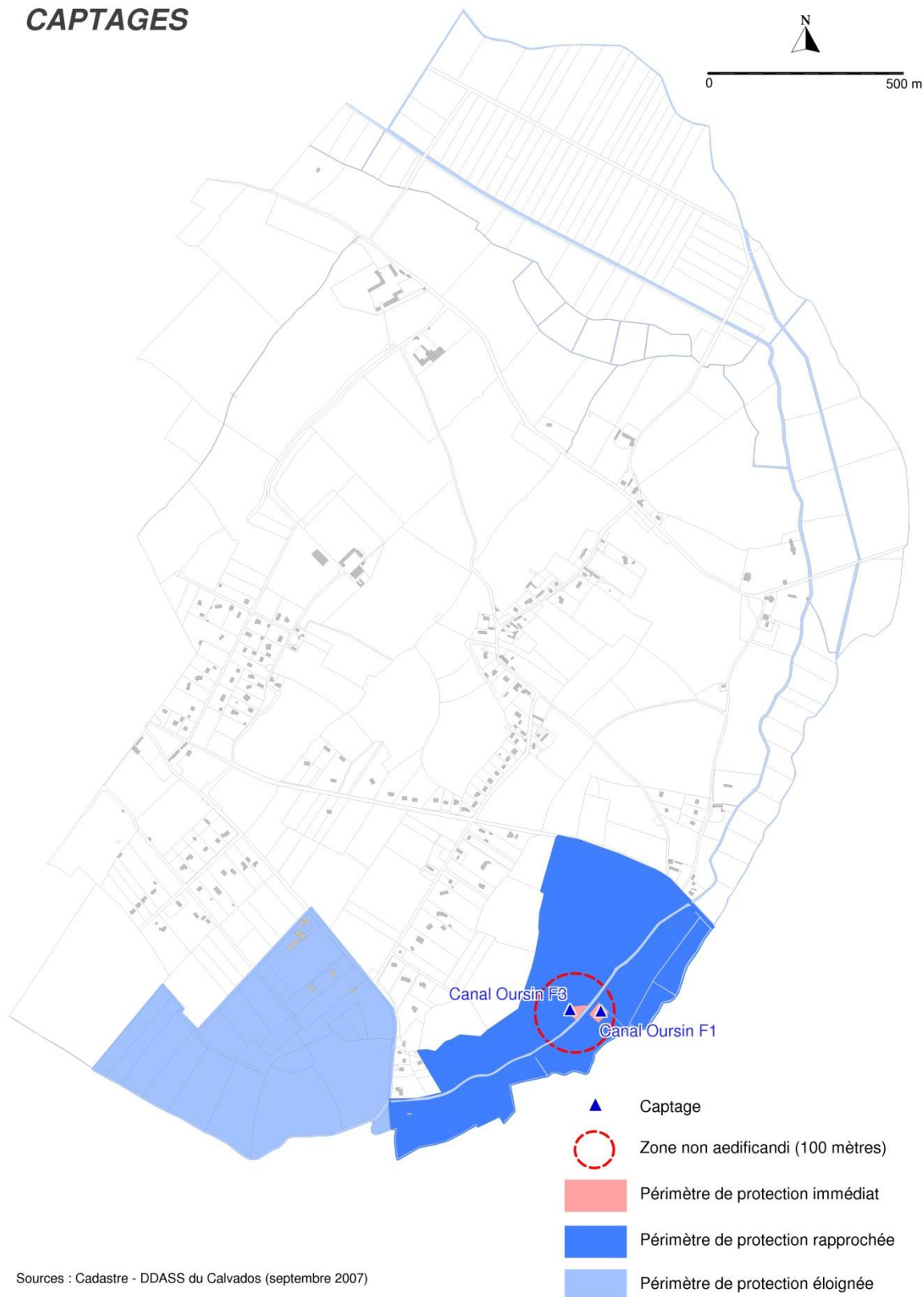
● La distribution et les consommations

Rapport annuel du SAEP de Troarn Saint-Pair - SETDN, 2011

	2010	2011	Variation
Volumes distribués	370 151	344 171	-7,02%
Volumes vendus	306 887	301 029	-1,91%
Rendement du réseau	83,1%	87,9%	+4,8%
Indice linéaire de pertes du réseau	2	1,3	+31,82%
Nombre d'abonnés	2 244	2 267	+1,02%
Consommation moyenne par abonné	129	125	-10,3%

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

CAPTAGES



Sources : Cadastre - DDASS du Calvados (septembre 2007)

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

Le dernier rapport d'activité de 2011 faisait apparaître un volume consommé de 301 029 m³, en baisse de 1,91%, tandis que le nombre d'abonnés a augmenté parallèlement de 1,02%, pour atteindre 2267 compteurs en 2011.

La consommation moyenne par abonnement domestique est quant à elle en légère baisse, avec 125 m³/an, contre 129 m³/an en 2010.



● Etat du réseau

Le rendement du réseau de distribution atteint 87,9% en 2011, avec un indice linéaire de pertes en réseau de 1,3 m³/km/jour, ce qui est satisfaisant pour une zone rurale comme celle du SAEP Troarn Saint-Pair.

● Qualité de l'eau distribuée

L'eau distribuée est, selon le dernier bilan effectué par l'ARS, de bonne qualité bactériologique. Les teneurs en nitrates sont restées nettement inférieures à la concentration maximale admissible de 50 mg/l. L'eau provenant de ces captages est très dure en raison de sa forte teneur en calcaire.



Les deux forages F1 et F3 du Canal Oursin, au Sud Est de la commune

Le réseau apparaît donc comme correctement configuré pour l'alimentation actuelle. Des extensions seront cependant à envisager selon l'urbanisation choisie au regard de l'actuel dimensionnement des canalisations de certains secteurs qui ne pourraient desservir correctement de nouvelles constructions.

Les capacités de production des forages sont également suffisantes pour assurer l'alimentation de nouvelles implantations, en tenant compte des débits de prélèvement maximums autorisés par l'arrêté préfectoral :

- 68 m³/heure pour le forage F1 (soit près de 1600 m³/jour et 595 000 m³/an)
- 2000 m³/jour pour les deux forages, soit 730 000 m³/an.

5.2. Défense incendie



D'après la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/1951, il est admis que le délai approximatif d'extinction des sinistres est de 2 heures à l'aide d'engin-pompe débitant 60 m³ /heure, soit 120 m³ utilisable en tout temps.

La protection incendie est assurée par la présence du château d'eau comme réservoir, et par un réseau de huit poteaux d'incendie répartis aux Bruyères (1), aux Bruyères de Calleville (3), à la Pommeraie (1), et au niveau de la Mairie (1), de l'Eglise (1) et de la Ferme aux Bonnements (1).

L'ensemble des installations (capacité 60 m³/h par hydrant et diamètres des canalisations de 160 ou 140 mm) est aux normes et en bon état de fonctionnement. Le réseau incendie apparaît donc comme étant de capacité suffisante sur l'ensemble de la commune.

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

RESEAU D'EAU POTABLE



Sources : Cadastre - Syndicat d'AEP de Troarn St Pair - SETDN

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

Les futurs secteurs urbanisables devront donc veiller à ce que les nouveaux terrains constructibles soient correctement desservis par un réseau de défense incendie de capacité et de proximité suffisantes, et permettent l'accès des engins de secours.

6 – Gestion de l'assainissement

6.1. Gestion des eaux usées

Enjeu de l'aménagement communal

L'assainissement constitue un des enjeux majeurs de l'aménagement territorial d'une commune. Il est ainsi prévu par la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et l'article L.372-3 du code des communes :

« Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretiens.
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilité des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en terme de besoins, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement ».

La compétence en matière d'assainissement collectif et non collectif revient à la Communauté de Communes entre Bois et Marais. Celle-ci mène actuellement les études nécessaires à l'établissement d'un Schéma d'Assainissement qui concernera la commune de Janville, qui pour l'heure est soumise à la réglementation sur l'assainissement autonome sur l'ensemble du territoire.

Il n'existe pas d'étude globale sur l'aptitude des sols du territoire communal. L'Agence Régionale de Santé confirme toutefois l'existence de problèmes répétés de non-conformité des systèmes autonomes implantés sur la commune, ce qui laisse préjuger d'aptitudes de sols globalement médiocres ou mauvaises pour l'assainissement autonome sur une large partie du territoire communal.

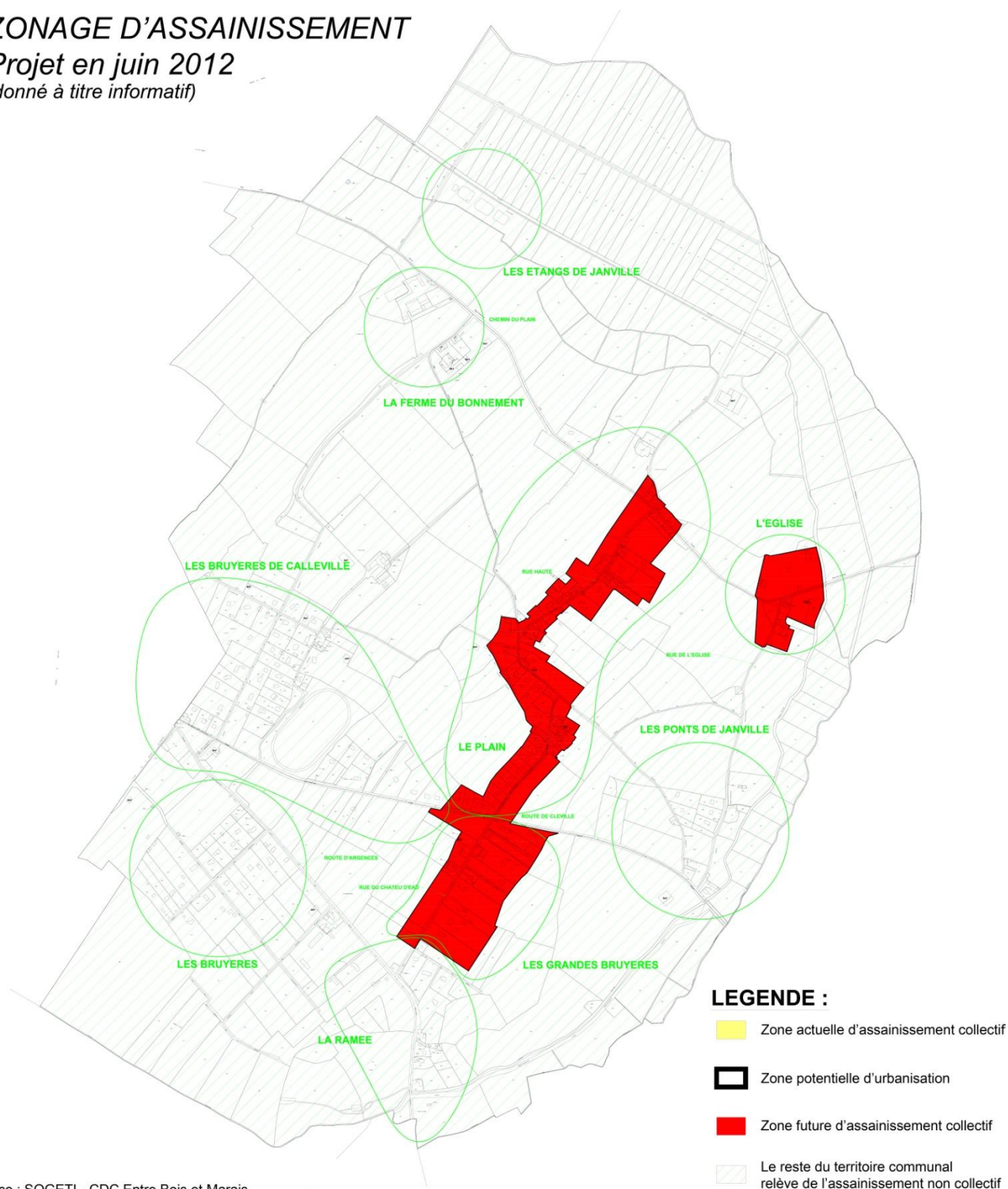
Les cartes concernant le risque de remontées de nappes fournies par la DREAL (voir la partie 3 du rapport de présentation) constituent à ce titre un bon indicateur de la capacité des sols à assainir, qui vient confirmer cette analyse.

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Projet en juin 2012

(donné à titre informatif)



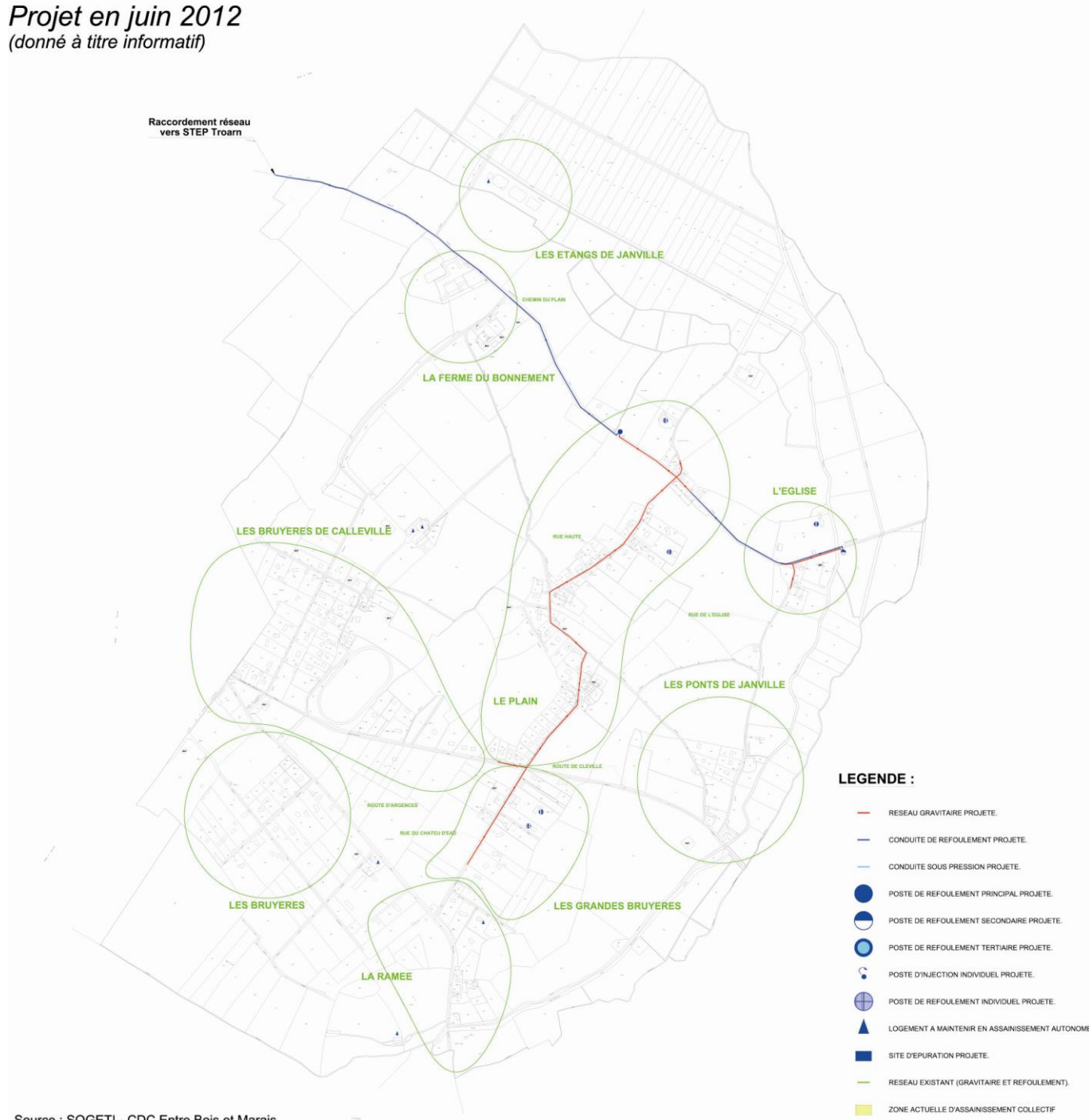
Source : SOGETI - CDC Entre Bois et Marais

2 – Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles

RESEAUX COLLECTIFS PROJETES

Projet en juin 2012

(donné à titre informatif)



Source : SOGETI - CDC Entre Bois et Marais

2 – *Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles*

Un troisième indicateur provient d'une étude de sols que la commune a fait réaliser récemment sur quelques terrains situés rue du château d'eau. Celle-ci a mis en évidence un sol rapidement imperméable, induisant la réalisation de systèmes de type « Micro station », tertre d'infiltration ou filtre à sable drainé étanche avec rejet au fossé, tous révélateurs d'aptitudes médiocres à mauvaises des terrains.

Au regard de ces différents éléments, il apparaît difficile de continuer un développement uniquement basé sur des installations autonomes sur le territoire de Janville.

L'approbation du Schéma d'assainissement est envisagée pour le second semestre 2012 et les propositions de l'étude ne sont donc pas encore définitivement validées.

Toutefois le projet de Schéma propose la réalisation réseau collectif d'assainissement raccordé à la station de Troarn dans les années à venir. En l'état actuel, il est envisagé de desservir les secteurs de la Rue Haute, de la Rue du Château d'Eau et de l'Eglise. Ceux-ci doivent ainsi intégrer les secteurs collectifs du zonage d'assainissement.

Considérant la difficulté à mettre en place des solutions autonomes pérennes sur le territoire, la mise en place de ce réseau collectif apparaît donc aujourd'hui comme la solution la plus efficace pour permettre l'évolution de la commune tout en garantissant un traitement des eaux usées conforme aux normes en vigueur.

Il conviendra donc de privilégier le développement des zones projetées au raccordement en collectif dans le PLU. Dans un souci d'économie et d'efficacité, le développement des constructions pourrait de plus être retardé dans l'attente de la réalisation du réseau.

2 – *Caractéristiques physiques et gestion des ressources naturelles*

6.2. Gestion des eaux pluviales



Busages en zone urbanisée, comme ici aux
Ponts de Janville



Fossés, talus et haies d'accompagnement se
retrouvent sur toute la commune

Selon l'article 641 du Code Civil, « les eaux de pluie appartiennent au propriétaire du terrain qui les reçoit ». Chaque commune est tenue de posséder et d'entretenir un système d'approvisionnement en eau indépendant du réseau d'adduction pour lutter contre les incendies.

La maîtrise du ruissellement des eaux pluviales ainsi que celle de leur qualité est fondée sur « le droit à rejeter » en fonction de l'apport des surfaces actives des zones urbanisées.

Pour la collecte en réseau des eaux de pluie, il est à noter qu'aucun traitement n'est imposé et que celle-ci n'est pas obligatoire si son intérêt général n'est pas démontré.

A Janville, la plupart des zones construites ont été busées : les eaux pluviales rejoignent le réseau de fossés, qui aboutit dans le marais. Aucun problème de collecte, de débordement sur la route, de détérioration des bas-côtés ou d'inondation, n'a été signalé.

La préservation et le bon entretien du réseau de fossés de la commune s'avèrent cependant fondamentaux pour le maintien d'une bonne gestion des eaux pluviales.

Les écoulements sont favorisés par la topographie relativement marquée de la commune. Afin de ne pas favoriser les risques d'inondation et de mouvement de terrains présents sur la commune, il faut donc favoriser les dispositifs de ralentissement et d'infiltration des eaux pluviales.

Les haies jouent à ce titre un rôle extrêmement précieux. Le réseau de haies bocagères de la commune doit donc, notamment à ce titre, être lui aussi préservé et entretenu.

7 – Gestion des Déchets



Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) du Calvados a été approuvé le 27 mai 2002, et le Conseil Général en assure le suivi.

La collecte et le tri des déchets ménagers est une compétence de la Communauté de Communes Entre Bois et Marais, qui l'a déléguée pour Janville au SMEOM de la région d'Argences.

Ce syndicat regroupe 29 communes et a pour objet la collecte, le transport et la destruction des déchets ménagers et assimilés de l'ensemble des communes et EPCI adhérents. Une déchetterie est présente à Bellengreville. Elle accepte les déchets suivants : ferrailles, déchets verts, et gravats.

Sur la commune de Janville, les ordures ménagères et les déchets recyclables sont ramassés une fois par semaine, au porte à porte. Une benne est également mise à disposition pour les déchets verts.

L'implantation de nouvelles constructions devra ainsi permettre la circulation des engins de collecte.

3 – Organisation des espaces et développement durable

1 – Les grands principes d'organisation spatiale et paysagère

1.1 Le territoire communal



Janville s'inscrit dans les régions naturelles de l'escarpement occidental du Pays d'Auge et des Marais de la Dives. La commune se trouve sur l'avant-butte de 40 à 80 mètres d'altitude qui descend depuis Bréville jusqu'à Mezidon, et qui sépare la plaine de Caen à l'Ouest, des Marais de la Dives et des pentes de la cuesta du Pays d'Auge, vers l'Est.

Installée sur ce premier front montueux visible de très loin depuis la plaine, la commune domine la Muance qui perce ici l'avant-butte pour rejoindre la Dives. Les grands marais associés étalent leur planéité tout autour de l'escarpement, développant une vaste étendue de prairies humides, verdoyantes en été et « blanches » en hiver.

Le relief, marqué par un réseau bocager émaillé de quelques boisements, rappelle déjà le Pays d'Auge. Les pentes sont quant à elles occupées en majorité par les cultures ou les grands herbages, ouvrant de larges vues vers le marais et les villages environnants.

Le bâti s'est majoritairement développé le long des axes secondaires, en bordure de plateau ou plus en retrait dans le bocage. Quelques implantations réduites se trouvent au pied des pentes, veillant sur les principaux passages traversant le marais. La prédominance de constructions récentes amène en revanche des tons et des matériaux en nette rupture avec ceux de l'habitat traditionnel.



L'analyse de l'état initial du territoire permet de définir celui-ci en quatre grandes catégories selon l'occupation de l'espace qui le caractérise. Afin d'évaluer leur sensibilité face aux évolutions naturelles et anthropiques, il est nécessaire d'analyser la façon dont les espaces s'organisent. Dans une démarche de développement durable, la gestion équilibrée du territoire se doit d'associer la préservation des espaces naturels et la maîtrise de l'évolution de l'habitat et des activités économiques.

La commune de Janville présente une occupation du sol diversifiée mais géographiquement bien définie où se distinguent clairement les différentes entités paysagères.

● Les espaces naturels

- Le Marais occupe l'ensemble des reliefs inférieurs de la commune. Animé par un réseau hydrographique principal (Muance, Canal Oursin) enrichi de plans d'eau et d'une multitude de canaux et fossés secondaires, il est essentiellement constitué de prairies humides, où s'insèrent parfois quelques saules et des plantations de peupliers. Découpé par la trame des canaux et des fossés, dirigé par la nécessité de fournir à chacun un accès aux ressources du marais, le parcellaire est souvent resserré et allongé. L'ensemble est exceptionnel sur le plan paysager, mais surtout riche en espèces animales et végétales, ce qui a valu aux marais d'être inventoriés au titre de ZNIEFF. Leur préservation est donc nécessaire.



3 – Organisation des espaces et développement durable



- Les pentes parfois fortes ainsi que le caractère défavorable et humide des sols réduisent la possibilité de mise en culture des parcelles. Les prairies utilisées pour l'élevage dominent donc largement l'espace, en occupant les reliefs et une partie des pentes, en particulier sur l'Ouest et le Sud de la commune. Dans cette zone, des haies vives et quelques boisements épars accompagnent les prés. Cette végétation marque le sommet de la longue colline sur laquelle s'est établie Janville, et réduit considérablement la visibilité sur les vastes étendues marécageuses en contrebas.

Ce système bocager fait partie de l'identité communale, et son intérêt hydrologique, paysager et écologique est primordial. Il conviendra donc de le conserver, notamment en établissant une protection appropriée des haies et des boisements.



● Les espaces agricoles

Les parcelles en culture sont essentiellement localisées sur les pentes (Nord, Est et Sud du territoire). Ces terres sont consacrées aux cultures céréalières et fourragères, même si quelques vergers et pommiers épars viennent rappeler les pratiques agricoles antérieures. Les larges emprises parcellaires contrastent avec les ensembles plus denses du sommet et du marais, et la forte disparition des haies offre de larges vues vers les grandes étendues humides.

● Les espaces bâtis

Le bâti de Janville était à l'origine éparpillé sur l'ensemble du territoire communal, sous la forme de fermes et d'implantations isolées. Depuis, les nouvelles constructions se sont établies en suivant plus particulièrement la trame viaire le long d'un axe Nord-Sud. Ce développement essentiellement linéaire et diffus n'a pas permis l'émergence d'un bourg clairement identifié. Deux hameaux localisés autour de la Mairie et de l'Eglise se distinguent cependant par leur fonction structurante pour le territoire.

Le reste de l'urbanisation se répartit entre les grandes extensions linéaires s'étendant de la Pommeraie jusqu'à la Ramée, et les deux opérations groupées qui ont vu le jour en partie Ouest de la commune, au niveau des Bruyères et des Bruyères de Calleville. On compte enfin quelques lieux-dits de moindre importance et des fermes isolées.



L'Eglise

L'Eglise et le Château se font face au croisement de RD 78 et de la RD 37, marquant ainsi l'entrée Nord-Ouest de la commune. Bien qu'il ne compte qu'une seule habitation, cet ensemble groupé autour d'un carrefour récemment valorisé et mis en sécurité occupe une fonction historique et symbolique de premier ordre pour la commune.

3 – Organisation des espaces et développement durable



La Rue haute

La Mairie

De la Rue Haute jusqu'au Plain, on trouve la plus grande concentration de maisons anciennes de la commune, égrainées le long de ces deux axes. Les constructions d'époque plus récente sont venues depuis combler une partie des parcelles vides entre ces premiers bâtiments, étoffant ainsi le front bâti de part et d'autre de la voie. La Mairie, la salle des fêtes et une aire de jeux récemment aménagée se situent en position centrale de ce hameau linéaire, au carrefour des voies communales 1 et 2.

Il convient également de remarquer la présence d'un bâtiment agricole à l'Ouest de la Mairie, derrière le front bâti. Sa proximité vis-à-vis de zones habitées devra être prise en compte.



La Pommeraie

Les implantations linéaires du Plain, de la Pommeraie et de la Ramée

Dans le prolongement de la Rue Haute, suivant l'axe Nord-Sud tracé par la voie communale 2, les habitations se sont implantées tout au long d'un seul côté de la voie. Le long alignement descend au niveau du château d'eau puis jusqu'au pont de la Ramée. Une extension linéaire s'est également développée sur le côté Nord de la RD 231 en partant du carrefour de la Pommeraie.

Les Bruyères de Calleville

Autour d'une boucle secondaire partant de la RD 231, un important groupement d'une trentaine d'habitations a été établi au début des années 70. La voirie en sens unique et la présence d'un espace vert accentuent la logique de quartier résidentiel.



Les bruyères de Calleville

Les Bruyères

Le long d'un ancien chemin descendant vers le versant Sud de la commune, cette entité résidentielle située sur de grandes parcelles boisées compte une vingtaine de logements. La ferme et les quelques habitations des Grandes Bruyères, immédiatement attenantes au Sud-Est, peuvent être ajoutées à l'ensemble.

Les lieux-dits et les fermes isolées :

Composés de quelques habitations implantées autour d'anciennes fermes isolées, les lieux-dits du Carrefour de la rue Haute et des Ponts de Janville méritent d'être signalés.

On trouve encore enfin de grandes fermes isolées anciennes en partie Nord du territoire : la Grande Ferme, la Ferme aux Bonnements et la Ferme Plantée. Citons également les bâtiments agricoles récents de la Cour du Mesnil, ainsi que l'ancienne ferme située à la Folie, à proximité du carrefour RD 231-RD 37 dit de « la Croix de Janville ».



La Ferme Plantée

3 – Organisation des espaces et développement durable

● Les espaces d'organisation et de transition



Carrefour RD 78 / Rue haute (VC n°2)



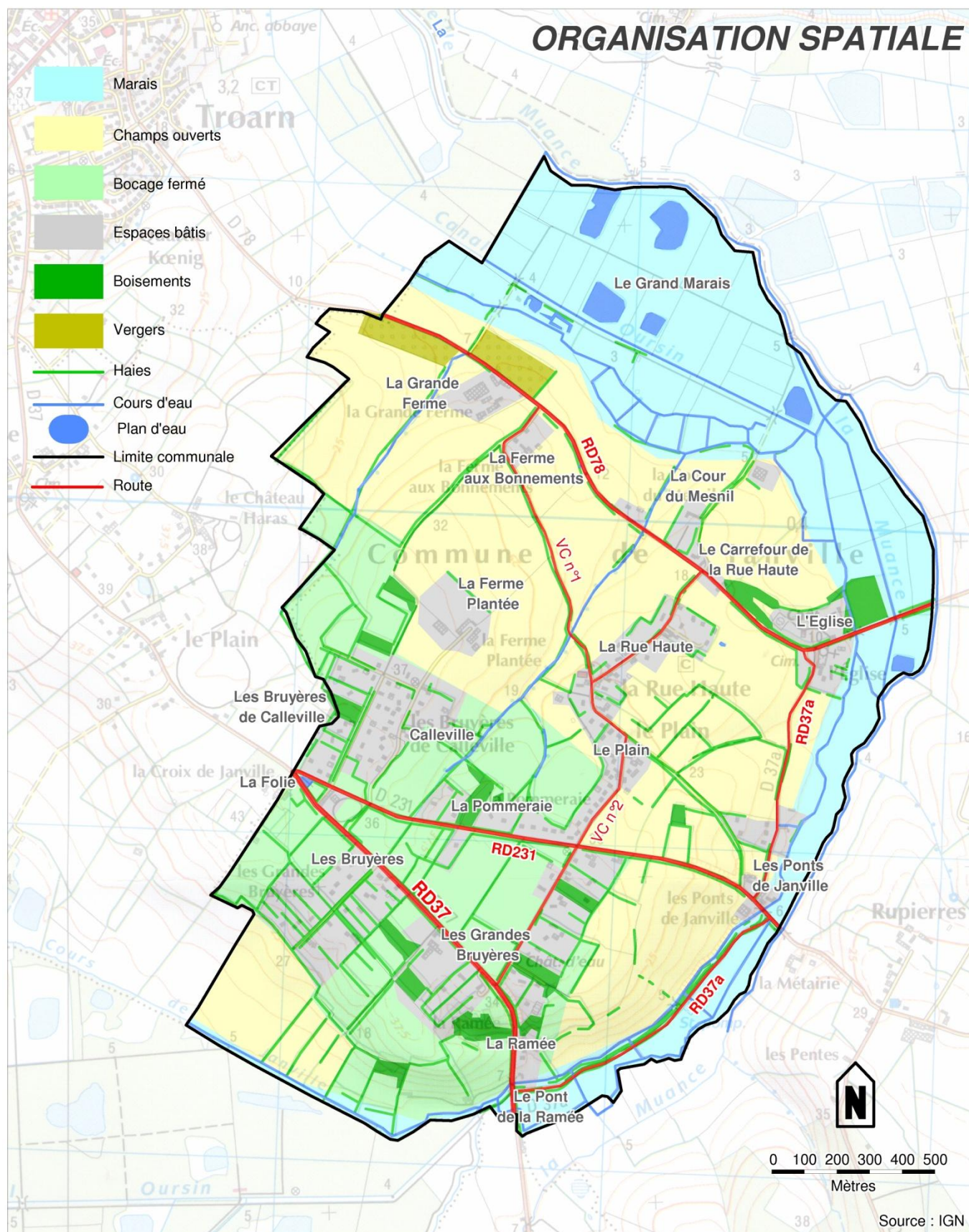
Chemin le long du Canal Oursin

- Les infrastructures routières : la commune est traversée par la RD 37 reliant Bénouville et Troarn à Moulton-Argences, et par les RD 231 et 78 qui permettent de traverser le marais vers l'Est tout en reliant les espaces habités entre eux. Les voies secondaires assurent les liaisons Nord-Sud entre ces départementales et supportent une large part de l'urbanisation, la voie communale n°2 en particulier.
- Les entrées de village ou carrefours principaux : les entrées se font par la RD 37 et la RD 231, via notamment le carrefour entre ces deux axes situé à la Folie. Celui-ci va prochainement faire l'objet de réaménagements en même temps que la RD 37. Une autre entrée très importante pour l'image de la commune se situe au niveau de l'église, ou un aménagement du carrefour RD 78/RD 37 a permis de mettre en valeur le hameau tout en améliorant la sécurité. Il conviendra de prolonger ses efforts, notamment pour sécuriser de façon plus satisfaisante les carrefours entre les voies communales n°1 et 2 et les départementales, et mettre en valeur ces espaces à proximité immédiate de zones habitées. Ces travaux fourniront également l'occasion d'améliorer et de prolonger les liaisons piétonnes et cyclables sur la commune.
- Les chemins : ils symbolisent un autre mode de déplacement au sein de Janville. La commune envisage d'en créer de nouveaux pour permettre de mieux relier les zones habitées existantes et de constituer de véritables itinéraires alternatifs aux routes. La mise en place de véritables liaisons cyclables le long des départementales est également souhaitée. Il sera par ailleurs important de prolonger ces différentes liaisons au sein des zones d'urbanisation futures.

Janville bénéficie d'espaces bien identifiés qui doivent faire l'objet d'une analyse plus fine pour en déterminer les enjeux et perspectives. Néanmoins, dans un souci de gestion économe de l'espace et d'un aménagement du territoire cohérent, des premières réflexions peuvent être énoncées :

- La commune est un village à identité rurale dont les paysages naturels de grande valeur doivent être préservés.
- Les espaces bâtis se caractérisent par une grande linéarisation et par la présence de grandes opérations groupées isolées. Plutôt que de poursuivre cet étalement et cette séparation des zones habitées, il est préférable d'envisager un développement maîtrisé et centré sur le pôle structurant de la commune que constitue la Mairie, pour tenter de créer un véritable cœur de village.
- Les espaces bâtis et de transition organisent le territoire. Il est intéressant de les mettre en valeur.

3 – Organisation des espaces et développement durable



3 – Organisation des espaces et développement durable

1.2. Les perceptions paysagères

La prise en compte du contexte paysager est nécessaire dans tout projet d'aménagement. Dans cette optique, il est intéressant d'analyser la perception du site et de déterminer le degré de sensibilité visuelle des différents secteurs communaux. Ainsi, compte tenu de la topographie et de la végétation, diverses perceptions du site peuvent cohabiter.

Comme nous l'avons déjà décrit précédemment, Janville voit son territoire partagé entre marais et basse colline, entre zones humides et terres cultivées et habitées, entre sommet bocager et boisé, et grandes étendues dégagées en contrebas.

● Les marais de la Dives au Nord

Depuis la RD 78, les vastes étendues des grands marais du Nord de la commune s'offrent au regard. Une trame serrée de prairies humides séparées par des fossés rectilignes s'étend à perte de vue. L'omniprésence de l'eau s'observe également par les emprises de nombreux plans d'eau où l'on devine des gabions, et les cours larges de la Muance et du canal. Ce paysage plan et dégagé est ponctué ça et là par quelques saules et fourrés isolés. Au loin, les collines de Saint-Pierre-du-Jonquet, Saint-Samson et Troarn viennent rappeler la présence proche des élévations du Pays d'Auge.



3 – Organisation des espaces et développement durable

● Depuis la RD 78 vers le Sud

Entre la Ferme aux Bonnements et le Carrefour de la Rue Haute, un large panorama vers le sommet de la colline et les pentes agricoles vers le Sud se présente au regard. De vastes parcelles cultivées descendant vers la route occupent tout le champ, jusqu'à la ligne de végétation qui marque la partie supérieure du relief. Les habitations de la Rue haute sont, à la faveur de leur position dominante, visibles. Il en est de même pour la Ferme Plantée, qui trône seule à l'extrémité de l'interfluve séparant les deux ruisseaux descendant du Nord de la commune. La large dépression creusée par l'un deux, et qui sépare la Rue Haute et le Plain des Bruyères de Calleville, se distingue sans difficulté.



● La vallée de la Muance

Depuis Rupierres, sur la commune de Saint-Pierre- du-Jonquet, ou sur la RD 231, on peut observer la colline de Janville et la vallée de la Muance qui sépare les deux communes. Tandis que la Muance marque le milieu du talweg, le Canal Oursin, longé par la végétation et par la RD 37a, souligne le pied de l'escarpement. Pentes et vallée sont occupées par des prairies humides dégagées. Le sommet de la butte est quant à lui coiffé par la végétation, qui masque les constructions à l'exception du château d'eau.

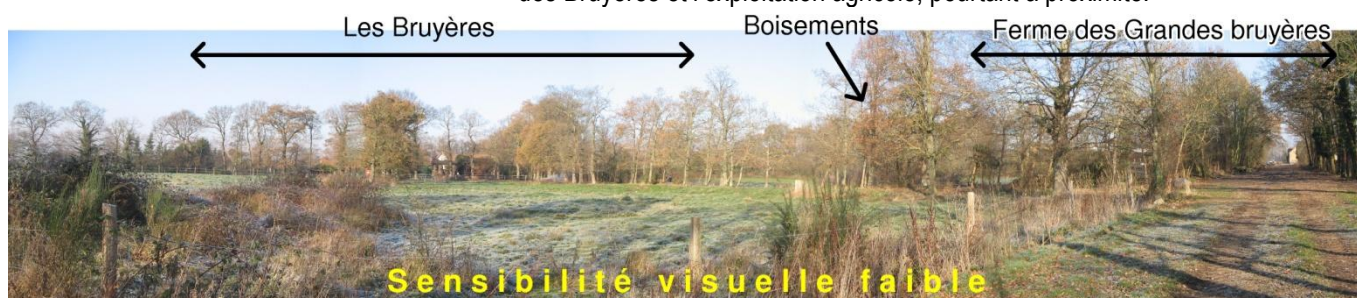
Plus loin au Sud, les marais de Vimont, fortement boisés (saules, peupliers) s'inscrivent en toile de fond.



3 – Organisation des espaces et développement durable

● La perception depuis le chemin des Grandes Bruyères

Les paysages de cette partie Sud des reliefs de Janville présentent les plus forts contrastes avec ceux des vallées. Quelques boisements et un réseau bien préservé de haies de haut-jets, essentiellement constitués de chênes, composent un ensemble fermé, simplement ponctué de quelques parcelles en prairies. Ces rideaux boisés masquent largement les pavillons des Bruyères et l'exploitation agricole, pourtant à proximité.



● La perception depuis la RD 37

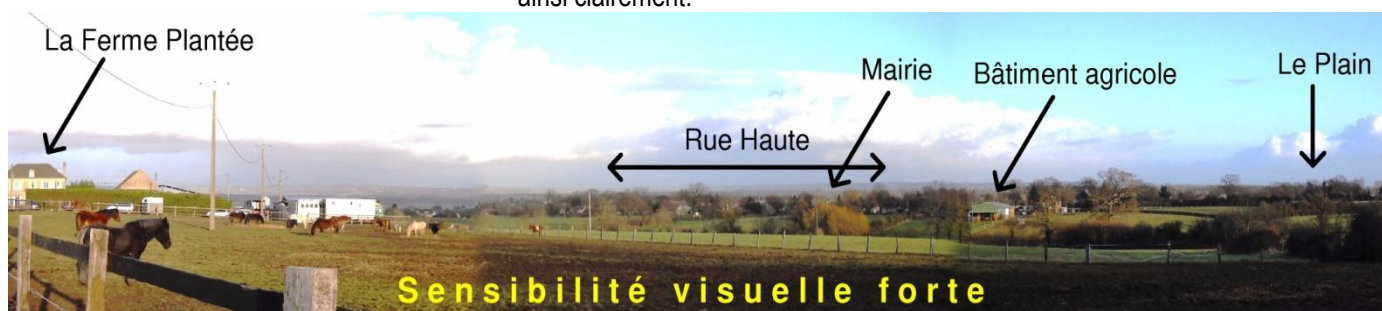
La route suit le sommet de l'escarpement et traverse les zones bocagères de la commune. Vers le Nord, on se trouve face à de grandes prairies bordées par des haies arbustives et de haut-jets, qui viennent fermer les vues. Les alignements de constructions de la Pommeraie (RD 231) et de la rue du château d'eau (VC n°2) se devinent cependant derrière les lignes arborées.



● La perception depuis la Ferme Plantée

En arrivant à la Ferme Plantée, l'absence de barrière végétale donne une vue privilégiée sur la ligne de crête occupée par la Rue Haute et la Mairie. On domine également le vallon humide qui sépare les deux reliefs.

La trame bocagère, discontinue autour de l'axe urbanisé, laisse entrevoir les constructions. Le bâtiment agricole installé derrière la Mairie apparaît ainsi clairement.



3 – Organisation des espaces et développement durable

● La perception depuis la Pommeraie

Face à la ligne bâtie qui n'occupe que le côté Ouest de la voie communale n°2 entre le Plain et la Pommeraie, une vaste emprise en prairie dégage la vue vers l'Est. A l'horizon, on perçoit les contours de la « butte » de Saint-Pierre-du-Jonquet et les hauteurs lointaines du Pays d'Auge. Seule une ligne de haies clairsemées, située en bordure de relief, vient fermer la perspective sur la vallée de la Muance en contrebas.



● La depuis le Plain

Au carrefour des voies communales n°2 et 3, le paysage plan occupé par les prairies bocagères permet d'observer les implantations linéaires entre la Rue Haute et le Plain, qui ferment tout l'espace en direction de l'Ouest.

La trame bocagère encore partiellement conservée se dresse jusqu'aux premières pentes en direction des marais, permettant ainsi de limiter les perceptions du bâti depuis l'Est.



3 – Organisation des espaces et développement durable

2 – Définition des zones sensibles et des mesures de protection

2.1. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique, et Floristique (ZNIEFF)

Lancées en 1982, à l'initiative du Ministère de l'Environnement, les zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique sont des outils de connaissance. Elles se définissent par le repérage scientifique d'un secteur de territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. Sans valeur juridique directe, l'inscription d'une zone à l'inventaire des ZNIEFF a notamment pour objet de contribuer à la prise en compte du patrimoine naturel, tel que le prévoit la législation française, dans tous projets de planification ou d'aménagement.

En outre, la jurisprudence et les références aux textes juridiques montrent que :

- L'inventaire ZNIEFF fournit une base essentielle pour localiser les espaces naturels dans le cadre de l'élaboration des documents urbanistiques.
- Les ZNIEFF contribuent à l'application des lois du 10 juillet 1976 et du 2 février 1995 relative à la protection de la nature par lesquelles la protection, la mise en valeur, la restauration et la gestion des milieux naturels sont déclarés d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable.
- La jurisprudence rappelle que l'existence d'une ZNIEFF n'est pas en elle-même de nature à interdire tout aménagement. En revanche, la présence d'une ZNIEFF est un élément révélateur d'un intérêt biologique qui doit être apprécié au regard des dispositions législatives et réglementaires protectrices des espaces naturels.

Les principaux objectifs des ZNIEFF sont de trois ordres :

- Avoir une connaissance permanente des espaces naturels présentant un intérêt patrimonial et de leur écosystème.
- Etablir une base de connaissance accessible et consultable avant tout projet afin d'améliorer la prise en compte de l'espace naturel et d'éviter la révélation tardive d'enjeux environnementaux.
- Permettre une meilleure prévision des incidences des aménagements sur les milieux et des nécessités de protection de certains espaces fragiles.

Il existe deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type 1 : ce sont des secteurs de superficie limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable notamment la présence d'espèces, de milieux rares ou remarquables. Ces zones sont particulièrement fragiles et sensibles à des aménagements même limités.
- Les ZNIEFF de type 2 : ce sont des grands ensembles riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Définies à plus grande échelle, elles peuvent abriter des ZNIEFF de type 1 afin d'identifier des espaces plus précis.

3 – Organisation des espaces et développement durable

La commune est concernée par l'existence de trois ZNIEFF :

● La ZNIEFF de Type 2 des « Marais de la Dives et ses affluents »



Potamogeton nageant
(Auteur : Christian Fischer / wikipedia)

Cette vaste zone marécageuse, autrefois soumise au mouvement des marées, a vu son hydraulique profondément modifiée depuis le Moyen-âge, et l'empreinte humaine y est devenue prépondérante. De nos jours, les marais de la Dives constituent un vaste ensemble de prairies plus ou moins humides, de peupleraies et de cultures, le tout entrecoupé de nombreux canaux de drainage. La plupart des substrats sont alluviaux, toutefois quelques affleurements tourbeux sont visibles. Bien que fortement anthropisés et souffrant d'une gestion minimaliste des niveaux d'eau, ces marais conservent de fortes potentialités écologiques, révélées çà et là par nombre d'espèces animales et végétales d'intérêt patrimonial.

Plusieurs espèces végétales rares dont certaines sont protégées au niveau national (**) ou régional (*) y ont ainsi été recensées. Les vastes prairies humides renferment des espèces hygrophiles telles la Laîche divisée (*Carex divisa*), le Troscart des marais (*Triglochin palustre*), le Vulpin bulbeux (*Alopecurus bulbosus*)...

Les nombreux fossés et canaux sont favorables aux espèces aquatiques comme la Lentille gibbeuse (*Lemna gibba*), le Cératophylle submergé (*Ceratophyllum submersum*), le Myriophylle verticillé (*Myriophyllum verticillatum*), le Potamogeton nageant (*Potamogeton natans*)...

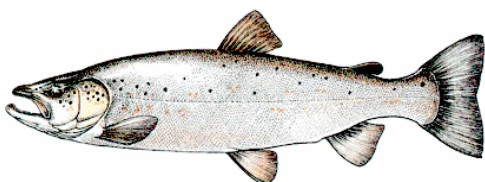
Les plans d'eau abritent des espèces plus amphibies tel le Flûteau fausse-Renoncule (*Baldellia ranunculoides*).



Agrion à longs cercoïdes
(Auteur : Rosenzweig / wikipedia)

Les inventaires entomologiques effectués sur cette zone ont permis d'appréhender sa richesse en libellules. Des espèces d'intérêt patrimonial ont été recensées tels l'Agrion orangé (*Platynemus acutipennis*), l'Agrion à longs cercoïdes (*Cercion lindenii*), l'Agrion gracieux (*Coenagrion pulchellum*), l'Agrion vert (*Erythronia viridulum*), l'Anax napolitain (*Anax parthenope*)...

La Dives et ses principaux affluents sont par ailleurs d'un grand intérêt piscicole, notamment pour les salmonidés migrateurs. On y trouve en effet des frayères à Truite de mer (*Salmo trutta trutta*), à Saumon atlantique (*Salmo salar*), à Lamproie marine (*Petromyzon marinus*) et à Lamproie de rivière (*Lampetra fluviatilis*). Ces affluents se caractérisent également par des peuplements de Truite fario (*Salmo trutta fario*), de Chabot (*Cottus gobio*) et de Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*). Notons enfin que l'ensemble du bassin est très riche en Anguille (*Anguilla anguilla*).

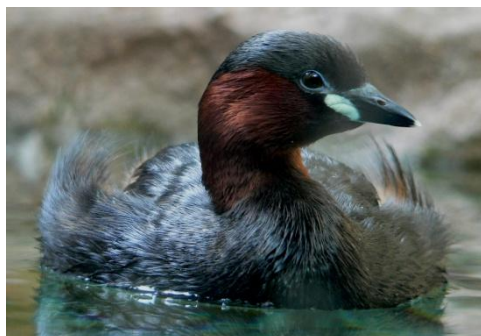


Saumon atlantique
(Inventaire de la faune de France, Nathan-MNHN, Paris, 1992)

Au niveau ornithologique, la valeur des marais de la Dives se situe très en deçà de son potentiel en raison des activités humaines. La réserve de Saint-Samson et quelques autres petits secteurs permettent à certaines espèces intéressantes d'hiverner. Citons la Sarcelle d'hiver (*Anas crecca*), le Canard siffleur (*Anas penelope*), le Pluvier doré (*Pluvialis apricaria*), la Bécassine des marais (*Gallinago gallinago*), le Hibou moyen-duc (*Asio otus*)...

En période de nidification, on note également la présence de Vanneau huppé (*Vanellus vanellus*) de quelques couples de Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*) et castagneux (*Tachybaptus ruficollis*), et de la Sarcelle d'été (*Anas*

3 – Organisation des espaces et développement durable



Grèbe Castagneux
(Auteur : BS Thurner Hof / wikipedia)

querquedula)...

Les prairies fraîches de fauche accueillent les Bergeronnettes printanière (*Motacilla flava*) et flavéole (*Motacilla flava flavissima*), le Traquet tavier (*Saxicola rubetra*) et le Râle des genêts (*Crex crex*). Les roselières et hautes herbes favorisent aussi la nidification de nombreuses fauvettes paludicoles, telles que les Rousserolles verderolle (*Acrocephalus palustris*) et effarvate (*Acrocephalus scirpaceus*), le Phragmite des joncs (*Acrocephalus schoenobaenus*) et le Bruant des roseaux (*Emberiza schoeniclus*).

Les peupleraies sont le domaine du Lorient (*Oriolus oriolus*), de la Bouscarle de Cetti (*Cettia cetti*), de la Locustelle tachetée (*Locustella naevia*), de la Bondrée apivore (*Pernis apivorus*), du Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*) et du Hibou moyen-duc (*Asio otus*).

Les nombreuses haies basses à aubépines quadrillant les marais de la Dives abritent quant à elles 95 % de la population normande de la Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*), ainsi que la Pie-grièche grise (*Lanius excubitor*) et la Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*).

Enfin, la bordure bocagère de cette vaste zone est favorable à la nidification de la Cicogne blanche (*Ciconia ciconia*). Depuis 1978, année de son installation, le nombre de couples croît lentement mais régulièrement.

● La ZNIEFF de Type 1 du « Marais de Vimont »



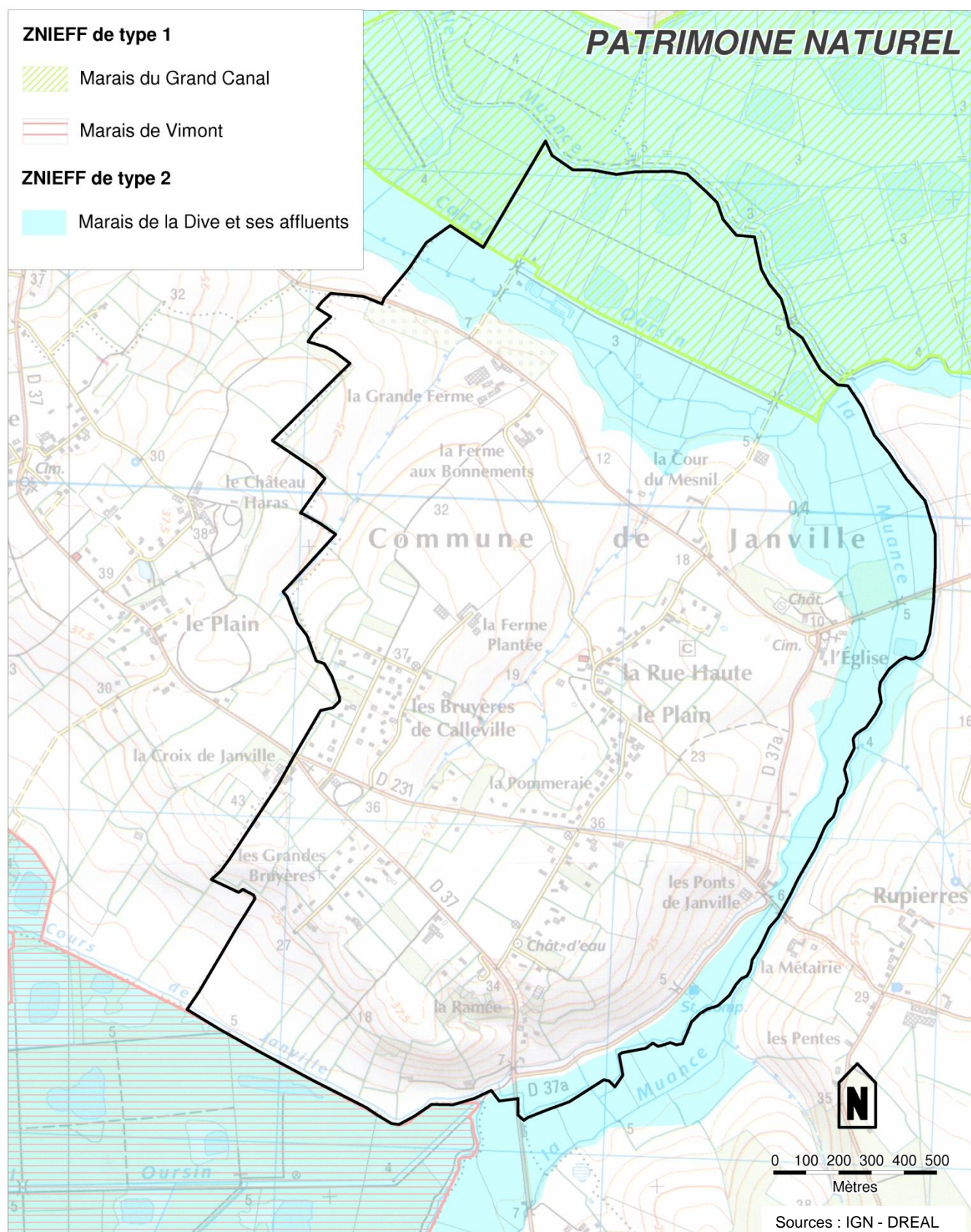
Vanneau huppé
(Auteur : Gidzy / wikipedia)

Longeant la limite Sud de la commune, le marais de Vimont est boisé et fermé. Il abrite une population d'oiseaux nicheurs remarquables, parmi lesquels il convient de citer la Bondrée apivore (*Pernis apivorus*), le Busard des roseaux (*Circus aeruginosus*), la Vanneau huppé, le Rossignol philomèle, la Bouscarle de Cetti (*Cettia cetti*), le Lorient, la Locustelle tachetée, la Pie-grièche écorcheur...

Cette zone renferme également une flore caractéristique, riche de quelques espèces rares et ou protégées au niveau régional (*), tels le Marisque (*Cladium mariscus*), le Pigamon jaune (*Thalictrum flavum*), l'Hottonie des marais (*Hottonia palustris*), le Potamot coloré (*Potamogeton coloratus**), le Rubanier nain (*Sparganium minimum**), le Scirpe pauciflore (*Eleocharis quinqueflora**), le Myriophylle verticillé (*), le Filipendule (*Filipendula vulgaris**)...



3 – Organisation des espaces et développement durable



3 – Organisation des espaces et développement durable

● La ZNIEFF de Type 1 du « Marais du Grand Canal »

D'une superficie de 1365 ha, ce marais concerne la partie de la commune située au Nord du Canal Oursin. A l'instar de l'ensemble des marais de la Dives, c'est un lieu privilégié d'hivernage, d'escale et de nidification pour les oiseaux. On note la présence du Canard colvert (*Anas platyrhynchos*), du Vanneau huppé, du Traquet tairier, des Bergeronnettes printanière et flavéole, du Phragmite des Joncs, du Bruant des roseaux, ou encore du Martin-pêcheur (*Alcedo atthis*). Les haies abritent la Pie-grièche écorcheur, le Rossignol philomèle, et la Fauvette babillarde (*Sylvia curruca*).



Plusieurs nids de cigognes sont installés sur la commune, comme ici à la Cour du Mesnil

Plus généralement, on y trouve toutes les espèces de canards, l'Oie cendrée (*Anser anser*) et beaucoup des Laridés (sternes, mouettes, goélands...) en migration, ainsi que l'escale exceptionnelle de la Grue cendrée (*Grus grus*). La Cigogne blanche fréquente également ce marais pour se nourrir.

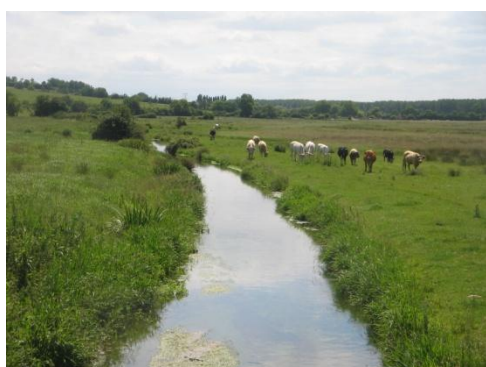
De nombreuses espèces de libellules, dont certaines peu communes tels l'Agrion gracieux (*Coenagrion pulchellum*) ou la Libellule fauve (*Libellula fulva*) ont été par ailleurs recensées.

Enfin, en ce qui concerne la flore, il faut signaler la présence sur le site du Potamot nageant, du Flûteau Fausse-Renoncule, de la Renoncule divariquée (*Ranunculus circinatus*) ; et du Myriophylle verticillé (*), du Potamot coloré (*), et de la Pesse d'eau (*Hippuris vulgaris**), toutes trois protégées au niveau régional (*).

2.2. Les risques naturels

● Les zones inondables

L'atlas des zones inondables de la DREAL fait apparaître une zone soumise à un risque inondable par débordement des cours d'eau sur la commune. Celle-ci couvre l'ensemble des zones de marais au Nord, à l'Est et en limite Sud de Janville, recouvertes par les eaux de manière naturelle et saisonnière.



La commune est ainsi concernée par trois arrêtés de catastrophe naturelle concernant des inondations et des coulées de boue, en date du 29 décembre 1999, du 27 décembre 2001 et du 7 octobre 2008. En l'état actuel des connaissances, l'aléa d'inondation est cependant qualifié de faible, avec des hauteurs de submersion inférieures à 1 mètre.

En vertu de la loi 95-101 du 02 février 1995 concernant la protection de l'environnement, toutes les dispositions doivent être prises pour exclure des secteurs constructibles les parcelles inondables et pour ne pas augmenter l'aléa (par exemple, proscrire les exhaussements de sol dans le champ d'expansion des crues). Il convient, dans ce sens, en présence de zones inondables, de préserver les capacités d'écoulement et les zones d'expansion des crues. De même, en cas de grandes surfaces constructibles (de type lotissement), toute mesure devra être prise pour lutter contre le ruissellement urbain.

3 – Organisation des espaces et développement durable

Les cycles réguliers d'inondations des marais ont maintenu ces zones vierges de constructions. Ainsi, hormis quelques bâtiments anciens aux Ponts de Janville, situés en limite de zone inondable, et les installations de l'entreprise de pêche de loisir en bordure du Canal Oursin, aucune zone bâtie n'est a priori directement dans une zone à risque.

De façon générale, et au delà des zones identifiées inondables qui seront inconstructibles, il convient de limiter les constructions en bordure des cours d'eau et de favoriser les écoulements par la préservation des haies et l'entretien des fossés.

● Les remontées de nappes souterraines

Toujours d'après l'atlas des zones inondables de la DREAL, Janville est soumise à un risque d'inondation par remontées de nappes phréatiques. L'ensemble du territoire, à l'exception des secteurs du carrefour de la Rue Haute, au Nord, et des Bruyères, des Grandes Bruyères et de la Folie, au Sud, est concerné.

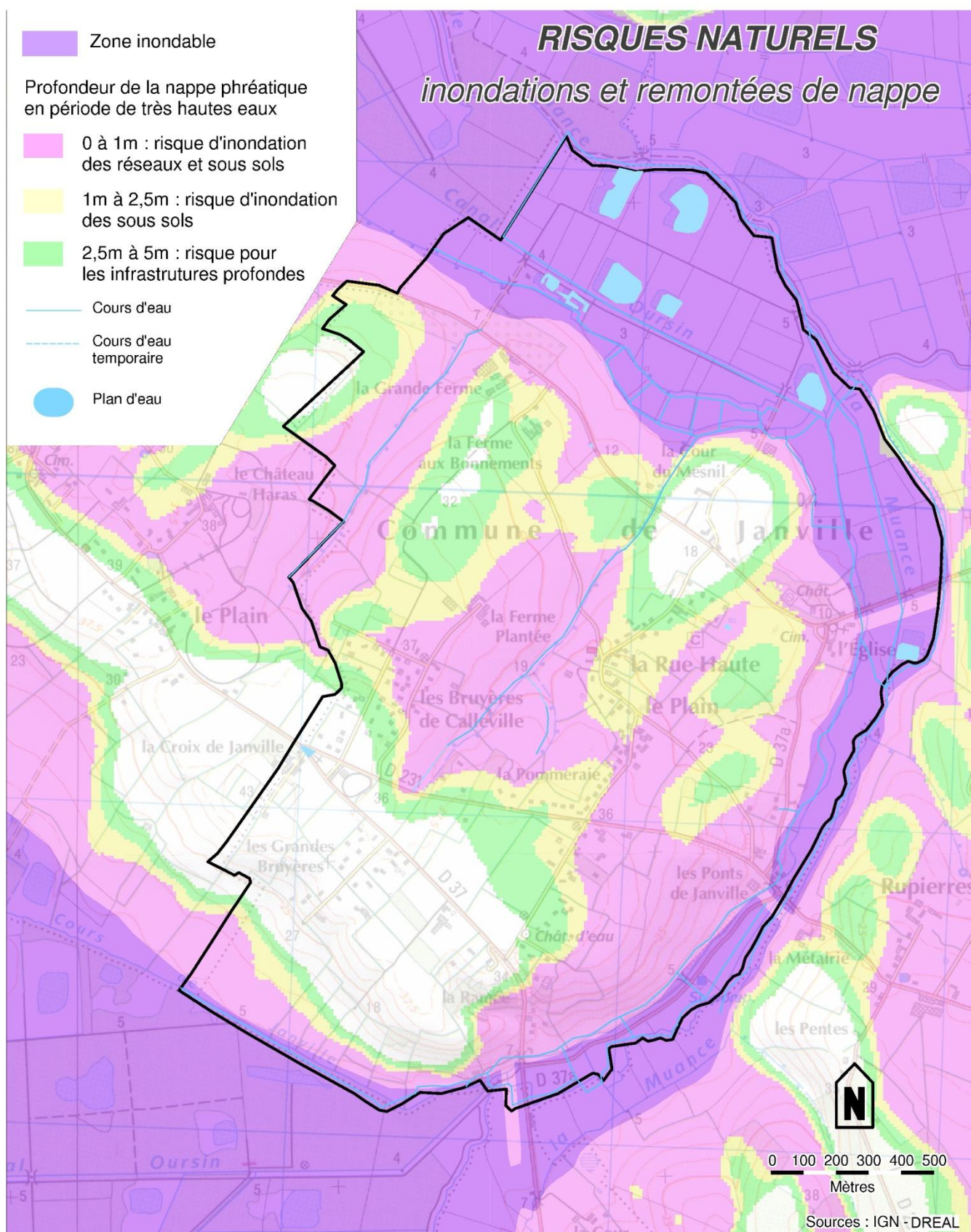
Un arrêté de catastrophe naturelle, daté du 27 décembre 2001 et portant sur des inondations par remontée de nappe phréatique, vient d'ailleurs rappeler la réalité de ce risque. A l'occasion de cet événement intervenu au printemps 2001, cependant, aucun débordement de nappe n'a été constaté.

Là encore, toutes les dispositions doivent être prises pour exclure des secteurs constructibles les parcelles éventuellement inondables et ne pas augmenter l'aléa.

Par ailleurs, dans les secteurs où le niveau de la nappe peut se trouver à affleurer le sol en situation de très hautes eaux, les infrastructures enterrées et les sous-sols peuvent être inondés durablement rendant difficile la maîtrise de la salubrité et de la sécurité publique. En conséquence, les sous-sols devront être interdits et les constructions ne pourront être autorisées que dans la mesure où l'assainissement sera techniquement possible.

Au vu de la large emprise des zones soumises à ce risque sur la commune, les résultats de l'étude d'assainissement s'avéreront donc déterminants pour le choix des zones constructibles.

3 – Organisation des espaces et développement durable



3 – Organisation des espaces et développement durable

● Les mouvements de terrain

La commune de Janville est soumise au risque de mouvements de terrain sur les pentes Sud du territoire. Cette prédisposition, classée essentiellement de faible à modérée, touche en majorité des zones non urbanisées. Seules quelques habitations situées dans la descente de la RD 37 entre la Ramée et le Pont de la Ramée sont concernées.

Un secteur classé en prédisposition modérée à forte se situe à l'extrémité Sud de la commune, où l'on trouve les pentes les plus fortes.

La commune est en outre concernée par un arrêté de catastrophe naturelle concernant le phénomène de mouvements de terrain, en date du 29 décembre 1999.

● Le retrait-gonflement des argiles

Les phénomènes de retrait-gonflement des sols argileux provoquent des tassements hétérogènes des terrains qui provoquent des problèmes sur les constructions. La carte de l'aléa retrait-gonflement des argiles, réalisée pour la Préfecture du Calvados par le BRGM en mars 2008, identifie la commune de Janville comme étant soumise à ce risque. Etablie de manière préventive, elle permet d'évaluer la probabilité de retrait-gonflement des sols, et donc celle de sinistre.

La majorité de la commune voit ses terrains classés en aléa moyen, à l'exception d'une large bande de terrains suivant schématiquement le cours du Canal Oursin, classée en aléa faible.

La présence de l'aléa n'empêche pas la construction. Elle invite cependant à la réalisation d'études géotechniques plus poussées sur les terrains concernés avant la construction. Le cas échéant, des méthodes de constructions appropriées (ancrage des fondations, rigidification de la structure, canalisations souples...) pourront ainsi être mises en place pour éviter des sinistres ultérieurs sur les bâtiments.

● Sismicité

Le territoire français est un pays où l'aléa sismique est relativement plus faible que dans d'autres pays. Cependant, certaines régions sont plus sensibles que d'autres (Alpes, Provence, Pyrénées, Alsace). Au-delà de l'intensité des tremblements de terre, les dégâts humains et matériels sont très liés à la qualité parasismique des constructions ainsi que la capacité de gestion de la crise et de la phase post-crise.

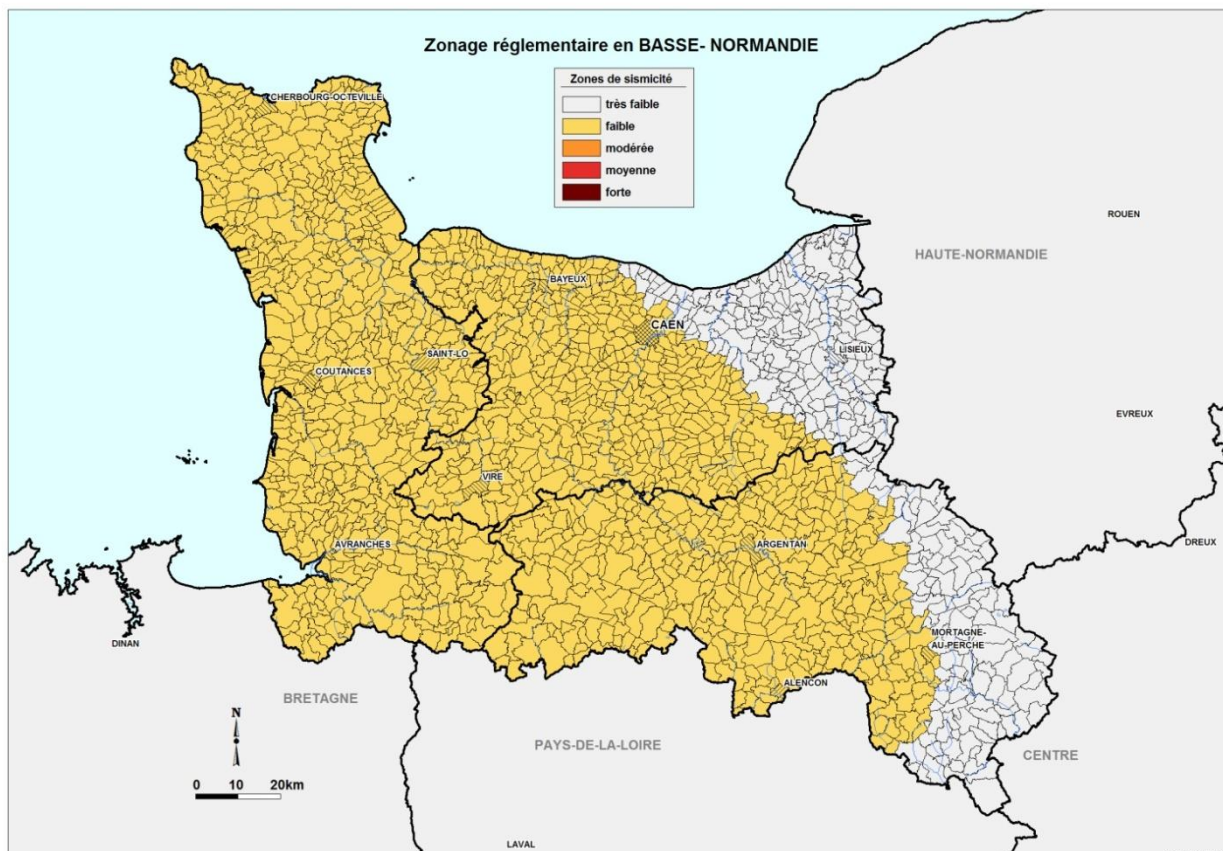
Par ailleurs, la France dispose d'un nouveau zonage sismique (entrée en vigueur le 1^{er} mai 2001 d'après les articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement, modifiés par Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que de l'Arrêté du 22 octobre 2010). Celui-ci découpe le territoire en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes ;

- Une zone de sismicité 1 où il ne figure pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible).
- Quatre zones de sismicité de deux à cinq où les règles de

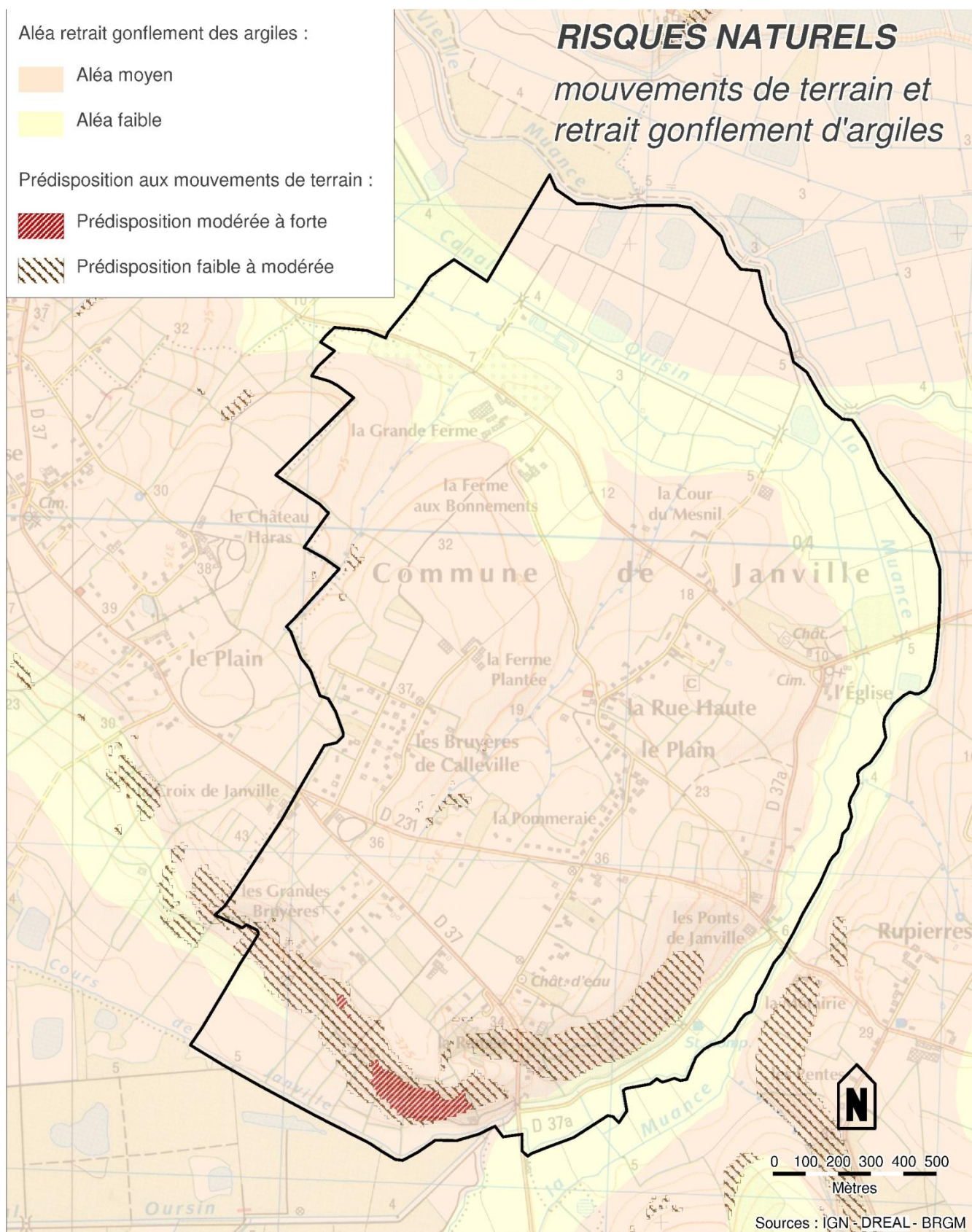
3 – Organisation des espaces et développement durable

construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

La commune de Janville se situe en zone de sismicité deux, soit en zone faible.



3 – Organisation des espaces et développement durable



3 – Organisation des espaces et développement durable

2.3. Le milieu bocager et le rôle des haies

La végétation de la commune de Janville est caractéristique des escarpements qui précèdent le Pays d'Auge. Ils sont en effet marqués par un bocage au maillage large où le parcellaire est souvent délimité par des haies de haut jet. Ce bocage se concentre sur les sommets des collines et sur les pentes les plus fortes, laissant les vallées aux marais et les pentes plus favorables aux cultures. Il vient donc souligner les reliefs, et contribue à atténuer l'impact des constructions qui viennent majoritairement s'y implanter. Ses parties les mieux conservées se trouvent au Sud de Janville, autour des Bruyères et des Grandes Bruyères.



Sur la commune, les haies se présentent sous plusieurs formes. On trouve des haies de haute futaie, caractérisées par la présence de trois strates : un alignement d'arbres (des chênes en majorité), des arbres en cépée assurant une protection intermédiaire enfin, des arbustes buissonnants destinés à remplir les vides au pied des haies. Les haies arbustives, plus basses (3 à 5 mètres) sont composées essentiellement d'arbustes. Enfin, parfois ne subsistent que les alignements d'arbres de haute taille et des sujets épars, en particulier sur les pentes Est de la commune.

Le manque d'entretien, l'exploitation des arbres mûrs sans renouvellement, les maladies diverses, l'urbanisation et les changements agricoles ont cependant contribué à leur recul et en ont amoindri la qualité, sans pour autant les faire disparaître.

Au-delà d'un caractère paysager intéressant, les haies jouent pourtant un rôle très important d'un point de vue écologique et physique :

- elles constituent des obstacles naturels à l'érosion des sols et aux vents ;
- elles ralentissent les ruissellements et permettent ainsi de fixer les sols et d'éviter les coulées boueuses ;
- elles forment enfin un abri pour la faune et la flore.



Il est par conséquent nécessaire de maintenir les haies et les espaces boisés qui permettent ainsi d'absorber les excès d'eau et maintenir les sols. Après des années durant lesquelles les boisements étaient perçus comme des obstacles au travail de la terre, le rôle des haies brise-vent est aujourd'hui reconnu et leur réintroduction dans le paysage est préconisée.

Face aux risques occasionnés par le recul du bocage, qui se caractérisent aujourd'hui par l'uniformisation du paysage et la présence d'un maillage discontinu et irrégulier, le département a mis en place des aides afin de favoriser la création ou de la reconstitution des éléments fixes du paysage (haies, talus, mares).

Consciente de ces enjeux, la commune de Janville souhaite établir une protection appropriée de ses haies. En sus de la préservation des paysages existants, il sera aussi nécessaire dans le PLU d'encourager l'intégration paysagère des nouveaux aménagements.

3 – Organisation des espaces et développement durable



3 – Organisation des espaces et développement durable

2.4. Les boisements



Les espaces boisés constituent des éléments irremplaçables pour l'aménagement. Ils contribuent à la diversité des paysages. A Janville, une douzaine de petites parcelles boisées (des chênes pour l'essentiel), majoritairement situées sur les reliefs et totalisant une dizaine d'hectares de surface, viennent renforcer la trame bocagère déjà existante.

Il conviendra de les préserver en les classant en totalité en Espaces Boisés Classés, dans le prolongement de ce qui avait déjà été réalisé dans le POS pour certaines d'entre elles.

2.5. Les zones humides

L'article 211-1 du code de l'environnement précise : *« on entend par zone humide, les terrains exploités ou non, habituellement inondé ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année. »*

Ces espaces comprennent des milieux très diversifiés tels que des plaines, des forêts riveraines de cours d'eau, des bras morts, des abords d'étangs, des zones d'estuaires ou de deltas.

De plus la Loi sur le Développement des Territoires Ruraux stipule que *« la préservation et la gestion des zones humides... sont d'intérêt général »*.

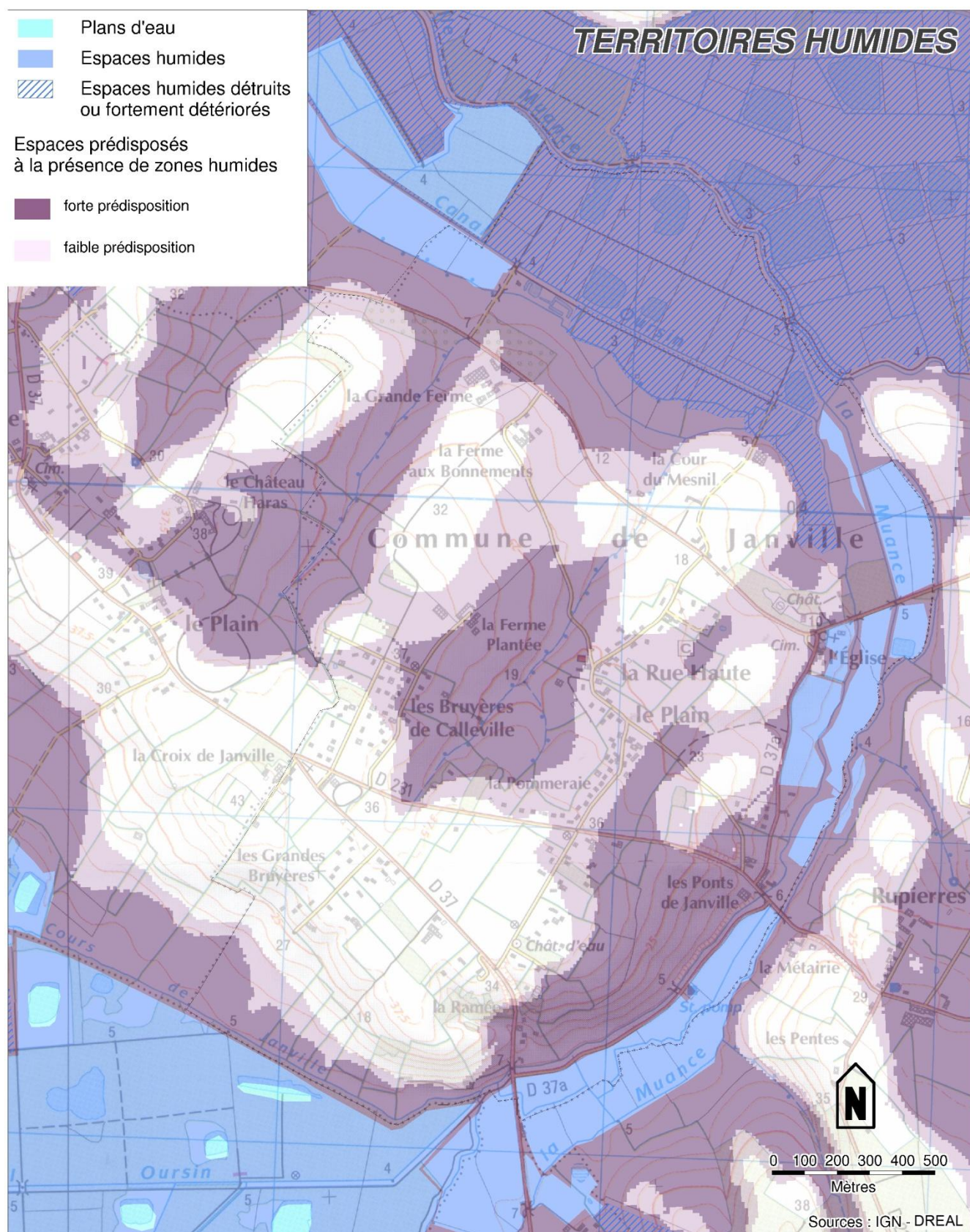
Quelle que soit leur taille, les zones humides ont une valeur patrimoniale (biodiversité des paysages et des milieux naturels) et hydrologique (régulation des débits, diminution de la pollution des eaux) qui impose d'arrêter la régression de ces zones, voire de les réhabiliter.

La cartographie des territoires humides (CTH) élaborée par la DREAL et ses partenaires n'a pas pour objet de délimiter des zones humides au sens réglementaire du Code de l'environnement. Les territoires cartographiés ne constituent donc son territoire d'application juridique. Le résultat est cependant suffisamment fiable et précis pour constituer un outil d'aide à la connaissance et un document d'alerte.

La cartographie des territoires humides présente des territoires humides diagnostiqués et des espaces prédisposés à la présence de zone humide.

Un certain nombre de terrains, classés en zones humides sur la commune, sont soumis à de fortes prédispositions. Leur présence est notamment liée aux marais.

3 – Organisation des espaces et développement durable



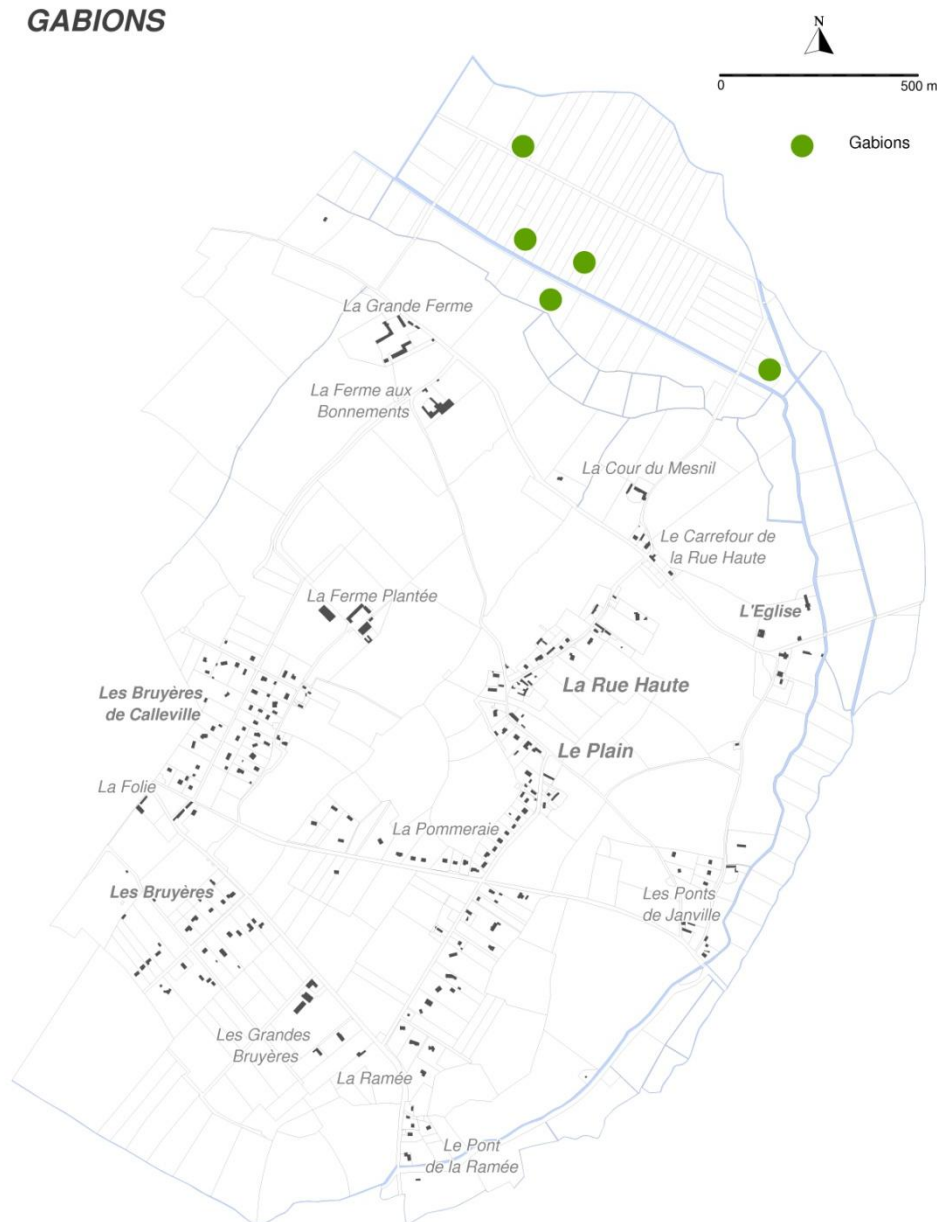
3 – Organisation des espaces et développement durable

2.6. La chasse

La chasse au gibier d'eau est une pratique très répandue dans les marais. La commune compte ainsi cinq gabions sur son territoire, déjà recensés par le POS. En l'état actuel, la localisation de ces gabions ne pose aucune difficulté vis-à-vis des zones habitées.

Considérant le danger inhérent à cette activité, il faut cependant rappeler que la préconisation est de maintenir une distance minimale de 400 mètres entre ces gabions et toute zone constructible, en particulier dans leur axe de tir.

GABIONS



Source : Cadastre - Mairie

4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis

1 – Organisation de l'urbanisation et évolution de la trame urbaine

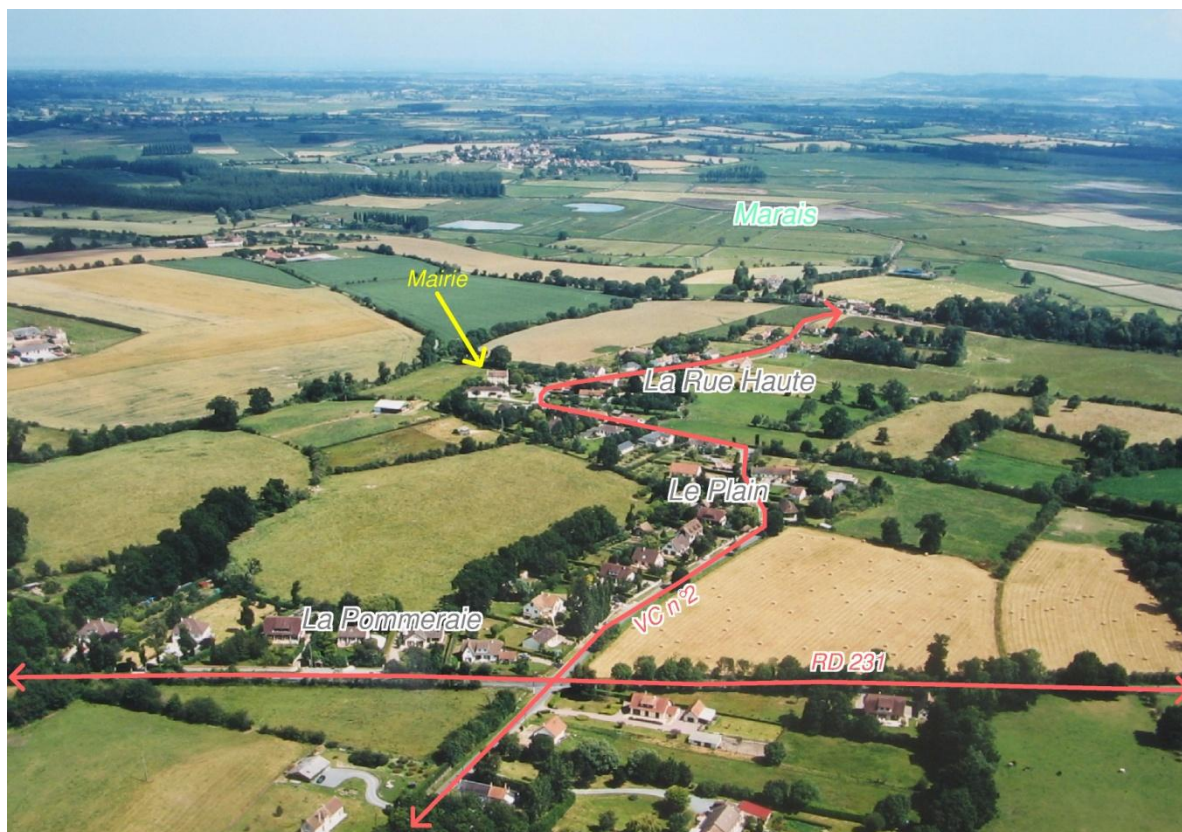
● Organisation et perception du bâti

La commune se caractérise par :

- Une diffusion et une forte linéarité de l'habitat, en particulier le long de la Voie Communale n°2
- La présence de deux groupements résidentiels importants et isolés : les Bruyères et les Bruyères de Calleville
- Des implantations isolées placées sur les pourtours de la colline

Dans cette région de marais, le tissu bâti s'est majoritairement implanté sur les hauteurs. L'essentiel de l'urbanisation s'est ainsi effectué le long de l'axe Nord-Sud de la voie communale n°2. Un hameau-rue s'étire en une longue bande qui démarre à une centaine de mètres du Carrefour de la Rue Haute, pour se terminer au Pont de la Ramée, à l'extrémité Sud du Territoire. Près de la moitié des constructions y sont alignées, d'abord de part et d'autre de la voie jusqu'au carrefour entre les voies communales 2 et 3, puis exclusivement d'un côté en arrivant sur la Pommeraie, et en descendant jusqu'à la Ramée.

Plus à l'Ouest, les Bruyères et les Bruyères de Calleville constituent également des alignements de constructions individuelles le long de dessertes secondaires dédiées.



4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis

La trame bocagère et boisée des reliefs, encore bien présente sur la moitié Sud de la commune, a permis une bonne intégration paysagère des constructions du secteur. Les constructions des Bruyères de Calleville, des Bruyères et de la rue du Château d'eau (entre la Pommeraie et la Ramée), sont ainsi peu perceptibles depuis les autres parties de la commune.



La Rue haute

Les larges emprises agricoles des pentes, marquées par le recul des haies, ont en revanche ouvert de grandes perspectives vers les secteurs situés en bordure de plateau ou en ligne de crête. Le bâti est ainsi de plus en plus visible à mesure que l'on remonte vers le Nord de la commune. La linéarité des implantations renforce la présence des constructions, et les nombreuses parcelles non bâties qui existent encore le long de la voie communale n° 2 multiplient les ouvertures vers le paysage environnant.

Les zones de la Rue Haute et du Plain sont ainsi bien plus exposées, malgré l'existence de jardins et de quelques haies à l'arrière du front bâti. Il sera ainsi important d'éviter de nouvelles implantations en bordure de plateau, face aux pentes cultivées et sans protection végétale, sous peine de provoquer des impacts paysagers conséquents. Le cas échéant, des plantations de haies vives supplémentaires devant les zones bâties pourraient être envisagées.



Les bordures de marais sont quant à elles marquées par plusieurs implantations isolées, souvent anciennes, situées aux entrées de la commune et près des principaux chemins d'accès aux prairies humides. Clairement visibles depuis les hauteurs et les étendues marécageuses alentours, elles sont un élément identitaire fort pour le territoire. Ceci est d'autant plus vrai qu'elles regroupent une large partie du patrimoine ancien de la commune, comme l'église, le château ou la Grande ferme. Leur préservation s'avère donc primordiale.

● Evolution de la trame urbaine

A Janville, le bâti s'est majoritairement développé avant la mise en place du POS, privilégiant une construction fortement étalée et réalisée au gré des opportunités foncières. Il en ressort deux types d'urbanisation : linéaire entre la Rue Haute et la Ramée, groupée sous forme lotissement au niveau des Bruyères et des Bruyères de Calleville.

La commune souhaite aujourd'hui entamer un développement maîtrisé et générateur d'une véritable centralité. Il s'agit donc d'envisager un aménagement cohérent permettant de répondre aux principes de gestion économe de l'espace et de développement durable visés par la loi, et de privilégier des extensions harmonieuses dans un souci de qualité paysagère, de gestion des réseaux, et de respect du cadre bâti et naturel environnant.

4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis

ESPACES URBANISÉS



Source : Cadastre

4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis

- Le hameau de la Mairie, de la Rue Haute au Plain

Entre le Carrefour de la Rue Haute et le croisement des voies communales n°2 et 3, au lieu-dit le Plain, une douzaine d'habitations et de corps de fermes anciens, disséminés de part et d'autre de la voie, formaient le bourg primitif de Janville. Depuis les années 50, des constructions pavillonnaires sont venues progressivement occuper les parcelles libres entre ces implantations rurales. La succession de styles architecturaux, d'orientations, d'alignements et de clôtures qui en résulte a abouti à un linéaire bâti de part et d'autre de la voie à l'aspect plutôt hétérogène. La présence de plusieurs terrains encore en prairies vient donner le sentiment que ce hameau est en devenir.

Les bâtiments anciens se distinguent cependant par leur volumétrie et leur aspect, et viennent rythmer la traversée du secteur, lui donnant un caractère particulier. Nombre d'entre eux sont positionnés à l'alignement sur les accotements, voire sur la chaussée, ce qui contribue au maintien d'une voirie étroite et renforce l'impression d'une certaine densité.

Leur architecture, typique de cette région à la frontière de la Plaine de Caen et du Pays d'Auge, est un mélange des techniques de ces deux terroirs :

- Des bâtiments allongés, avec un Rez-de-chaussée et un premier étage sous combles
- Des murs en pierre calcaire de Caen, en plaquette, en brique ou en torchis-pan de bois.
- Une toiture à deux pans symétriques proches de 45°, avec couverture généralement en tuiles plates, plus rarement en ardoises.



La Mairie occupe une position centrale dans le hameau, au carrefour des voies communales n°1 et 2. Regroupés autour d'elle, on trouve la salle des fêtes et une aire de jeux et de sports. Cet ensemble permet de donner un peu d'épaisseur au hameau et crée un lieu de vie et de rassemblement au sein du village, en proposant un espace paysager et du stationnement.

En arrière du front bâti, près de la mairie, on note aussi la présence proche d'un hangar agricole récent. Sa proximité devra être prise en compte dans la perspective d'une évolution du hameau de la Mairie.

4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis

- Les implantations linéaires du Plain, de la Pommeraie et de la Ramée



Après le carrefour des voies communales n°2 et 3, et jusqu'au Pont de la Ramée, les constructions, récentes dans leur très grande majorité, se sont implantées linéairement sur près d'un kilomètre.

Il s'agit de pavillons des années 70 et 80 pour la plupart, sans uniformité architecturale. Les implantations présentent la particularité de n'occuper qu'un côté de la voie, en retrait, ce qui rompt totalement avec les ambiances plus villageoises du hameau de la Mairie, et occasionne la fermeture des perceptions derrière la ligne urbanisée. La limite de l'urbanisation dans ce secteur apparaît comme extrêmement floue. On peut cependant distinguer plusieurs alignements :



- Entre le Plain et le carrefour de la voie communale n°2 avec la RD 231, une dizaine de constructions sont situées du côté Ouest de la voie. Les parcelles sont de taille moyenne, autour de 1200 m².
- Depuis ce carrefour, les implantations ont continué en direction de l'Ouest, au Nord de la RD 231. La dizaine d'habitations se trouve sur des parcelles plus importantes (de 2000 à plus de 7000 m²), dans une ambiance boisée.
- Rue du Château d'eau, le long de la VC n°2, entre la Pommeraie et la Ramée, une rangée d'une quinzaine de pavillons parfois très imposants occupe le côté Est de la voie. Les parcelles, partiellement boisées, sont de très grande taille : de 3000 à plus de 8000 m². Une seule construction ancienne en pierre de Caen se dresse côté Ouest de la rue face à cet alignement récent.
- Le long de la RD 37, en descendant vers le Pont de la Ramée, 4 habitations se sont installées sur des parcelles de 1200 m² environ, toujours côté Est de la route.



4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis



- Les Bruyères de Calleville

Sur une boucle partant de la RD 231 pour emprunter les anciens chemins ruraux montant vers la Ferme Plantée, une grande opération groupée donné naissance à une trentaine d'habitations, construites majoritairement à la fin des années 70. Sur des parcelles de 2000 à 3000 m² en moyenne (et quelques parcelles plus importantes de 4000 à 8000 m²), les styles architecturaux sont hétérogènes, sans bâtiments remarquables. Les voiries en sens unique et la présence d'un espace vert donnent à ce groupement une ambiance de quartier, à proximité du centre équestre.



- Les Bruyères

Un ancien chemin en impasse débouche sur les pentes cultivées qui dominent le marais de Vimont. Il abrite une vingtaine de grandes constructions pavillonnaires, installées sur de très grandes parcelles (de 2000 à plus de 9000 m²), encore occupées ou entourées de chênes. A quelques exceptions près, les alignements de chênes qui bordaient le chemin ont été conservés. L'ensemble apparaît comme un groupement résidentiel calme et isolé, à l'écart du reste de la commune.



4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis



- Le hameau de l'église et du château

Autour du carrefour de la RD 78 et de la RD 37a, on trouve un ensemble architectural remarquable composé de l'église Notre Dame de la Nativité et du château de Janville. Le hameau accueille également le cimetière de la commune, et deux habitations situées dans l'ancien presbytère de l'église. Malgré cette quasi absence de logement, il s'agit bien du cœur historique et patrimonial de la commune, récemment mis en valeur par le réaménagement de la place de l'église, autour du monument aux morts.



La Ferme aux Bonnements

- Les lieux-dits et les fermes isolées

Quelques lieux-dits et fermes isolées accueillent le reste du bâti de Janville. Ils sont situés sur les pourtours de l'escarpement, à proximité du marais.

Dans un souci de maîtrise de l'urbanisation autour d'entités bien constituées, il conviendra de conforter ces implantations sans les étendre plus avant. La possibilité d'y réhabiliter le bâti existant pourra en revanche y être maintenue.



Les Ponts de Janville

On peut distinguer différents types d'implantations isolées sur la commune:

- Des ensembles agricoles isolés constitués d'une habitation et de bâtiments d'élevage ou de stockage : la Grande Ferme, la Ferme aux Bonnements, la Ferme Plantée...
- Des petits groupes d'habitations récentes construites à la faveur d'une construction ancienne originelle, et développés autour d'une voie ou d'un carrefour qui a structuré l'urbanisation : c'est le cas du Carrefour de la Rue haute et des Ponts de Janville.

4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis

Afin de répondre aux premiers principes de gestion économe de l'espace, de lutte contre le mitage et protection des espaces naturels, il convient de maîtriser l'évolution de la commune en préservant les espaces agricoles et en appliquant prioritairement une nouvelle définition des espaces déjà urbanisés à densifier.

Ainsi, il serait souhaitable, afin de préserver le caractère rural identitaire de la commune, d'encourager la densification modérée du tissu urbain existant autour de la Mairie et de la voie communale n°2, et d'éviter une urbanisation supplémentaire dans les petits lieux-dits et les groupements des Bruyères et des Bruyères de Calleville.

Il apparaît également nécessaire de mettre fin à la dynamique de linéarisation du bâti, en particulier dans les secteurs de la Ramée et de la Pommeraie.

La maîtrise du développement urbain par la mise en place d'un nouveau document d'urbanisme doit en effet conduire à donner une épaisseur au tissu existant afin de créer une dynamique de centre bourg.

2 – Morphologie urbaine

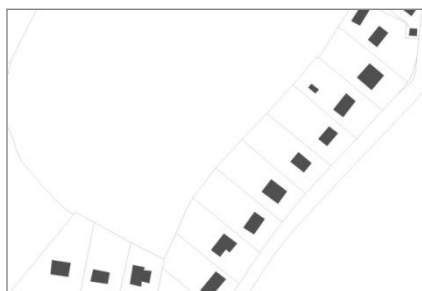
La typologie parcellaire identifie trois grandes formes d'organisation. Selon le degré de précision des critères retenus, ce nombre de catégories pourrait être largement augmenté.

La structure urbaine reste profondément marquée d'une part par la trame du tissu urbain ancien (fermes isolées, bâtiments ruraux anciens) et, d'autre part, par la création de lotissement de pavillons individuels.



● Parcellaire à géométrie irrégulière

Ce type de parcellaire est caractéristique des constructions anciennes du hameau de la Mairie. Le bâti occupe souvent une large partie de la parcelle. Des cours intérieures existent parfois, occupées par des bâtiments annexes. Le parcellaire est dessiné au gré des constructions implantées en bord de voie et/ou sur une limite séparative. Il n'existe pas de véritable orientation dominante, le bâti pouvant être parallèle ou perpendiculaire à la voie. Ce parcellaire de faible dimension est parfois occupé par de nombreuses constructions qui donnent une image de densité aux espaces concernés.



● Parcellaire à géométrie régulière en bordure de voie

Les constructions sont ici implantées en milieu de parcelles quadrangulaires, en retrait de la route. Ce type de parcellaire est caractéristique de l'urbanisation en linéaire le long des routes que l'on retrouve beaucoup à Janville, comme ici l'exemple de la rue du château d'eau

4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis



● Parcelle calibrée à géométrie régulière

Le parcellaire pavillonnaire des constructions des lotissements des Bruyères et des Bruyères de Calleville offre l'exemple le plus représentatif de ce type d'organisation. Les parcelles sont quadrangulaires, allant du carré au rectangle, de taille souvent homogène dans chaque îlot. Elles peuvent se succéder de façon régulière le long des voies ou parfois prendre une forme en éventail lorsqu'elles épousent les courbes des ruelles d'accès. L'implantation du bâti s'effectue au centre de la parcelle. Cette organisation entraîne une forme urbaine peu dense avec un espace important consacré aux aménagements paysagers.



● Parcelle de grande taille

Cette organisation typique du milieu rural caractérise la plupart des corps de ferme, les grandes demeures et dans tous les cas un bâti ancien d'origine agricole. Il s'agit de parcelles importantes qui offrent la possibilité d'un bâti isolé en retrait de la rue ou du chemin et sans mitoyenneté. Le bâti s'y organise souvent de façon rectangulaire avec l'habitat au centre et des annexes de chaque côté créant des cours centrales souvent de grande taille. Des exemples peuvent être trouvés à la Ferme Plantée, la Grande Ferme, la Ferme aux Bonnements, la Cour du Mesnil, les Grandes Bruyères, la Folie...

3 – Patrimoine bâti et culturel

3.1 Le patrimoine remarquable



Bien qu'aucun bâtiment de la commune ne soit classé, celle-ci possède plusieurs édifices importants qui sont de véritables symboles identitaires, et qui pourraient être identifiés au titre de la Loi Paysage (art. L123-1-7 CU) :

- L'Eglise Notre-Dame de la Nativité date du XVIIIème siècle. Bâtie en pierre de Caen, plaquette, et ardoise, elle a été conçue sur le même modèle que celles de Touffréville et de Bures-sur-Dives.

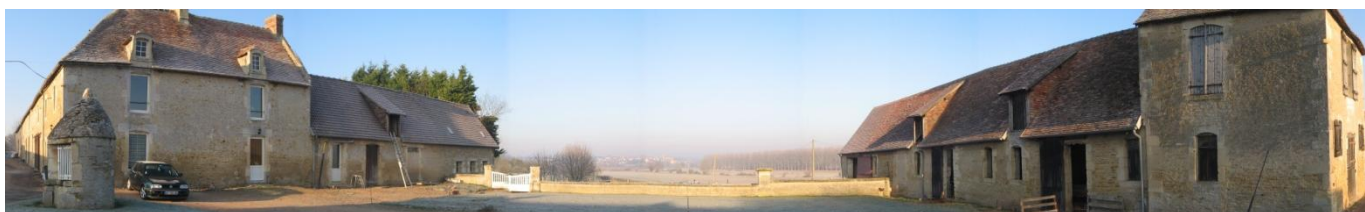
- Le Château de Janville a été bâti dans la seconde moitié du XIXème siècle, suite à la destruction de l'édifice originel par un incendie. Les principaux matériaux sont la pierre de Caen et l'ardoise. Il est aujourd'hui utilisé comme centre de formation pour la société ELIS.



4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis



- La Grande Ferme est un superbe ensemble agricole composé de plusieurs bâtiments imposants construits en pierre de Caen et plaquette, et recouverts de tuiles plates. Les étables, qui datent du XVIIIème siècle, délimitent une grande cour centrale avec les box pour chevaux et une cave à cidre. En retrait, une maison de maître profite de la perspective vers Troarn délimitée par la cour et les bâtiments d'élevage. Un puit dans la cour, ainsi qu'un mur d'enceinte côté marais viennent compléter le tout. La ferme domine la RD 78, et le marais, ainsi que les deux derniers grands vergers de la commune.



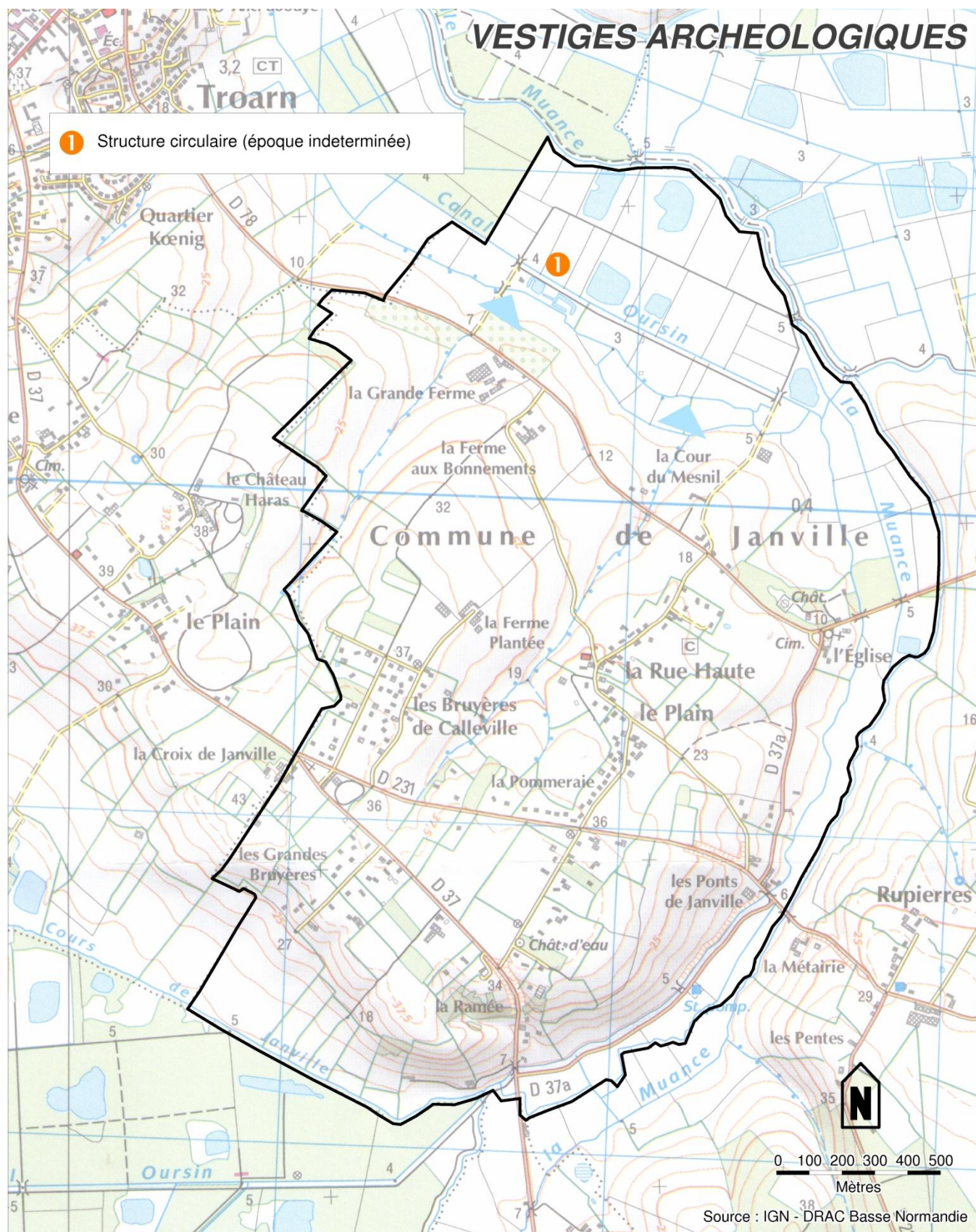
- La Mairie de Janville date quant à elle des XIXème et XXème siècles. Bâtie en pierre de Caen, brique, et plaquette, couverte en tuiles plates, elle fut d'abord une école accueillant les enfants de Janville et de Saint-Pierre-du-Jonquet.

3.2 Les vestiges archéologiques

En application des lois du 17 janvier 2001 et du 1^{er} août 2003 relatives à l'archéologie préventive, tout projet d'urbanisme situé sur un site archéologique reconnu doit faire l'objet d'un examen particulier de l'Etat. Ainsi, tous les projets de lotissement, de ZAC, d'aménagements précédés d'une étude d'impact devront obligatoirement être examinés par le Service Régional de l'Archéologie s'ils se situent dans un périmètre identifié.

La DRAC recense un site archéologique sur la commune. Il s'agit d'une structure circulaire d'époque indéterminée située dans les marais au Nord de la commune.

4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis



4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis

3.3 Typologie du bâti

Si la commune se définit par une typologie variée en terme d'habitations, sa situation en limite de la Plaine de Caen et du Pays d'Auge a conféré à son architecture traditionnelle des qualités caractéristiques empruntées à ces deux régions.

Si ce mélange d'influences s'exprime par une grande variété de déclinaisons qui rend difficile une classification exhaustive du bâti ancien, certaines pratiques architecturales peuvent être considérées comme dominantes :

- L'utilisation de la pierre calcaire ou « pierre de Caen » utilisée sous forme de pierre de taille, de plaquettes maçonnées à l'argile ou de moellons. Les joints effectués à la chaux sont généralement au nu de la pierre. La technique très largement utilisée est celle du joint beurré qui déborde sur le parement de plaquettes ou de moellons.
- La volumétrie se caractérise par un rez-de-chaussée surmonté de combles aménagés ou non.
- Les ouvertures sont souvent étroites et assez basses sur les façades. Elles sont placées de façon dissymétrique et surmontées d'un linteau le plus souvent en pierre.
- Les toitures sont à deux versants avec des pentes comprises entre 40° et 50°. Le matériau de couverture est couramment la tuile plate.
- Les toitures peuvent s'accompagner de lucarnes, généralement à bâtière (2 pans), voire à capucine (bâtière taillée en croupe).



● les maisons de maître

Il existe à Janville trois demeures de ce type, situées à la Grande Ferme, à la Cour du Mesnil ainsi qu'à la Ferme Plantée. Ces propriétés caractérisées par leur grand volume s'inscrivent en fond de parcelle avec un accès à la route par un porche. Elles répondent aux caractéristiques de l'architecture traditionnelle de la Plaine de Caen avec une façade en moellons calcaires et une toiture en tuiles plates. De nombreuses ouvertures hautes ponctuent la façade mais toujours dans un style architectural sobre où la forme des linteaux, droits ou arrondis, donnent un cachet particulier. Ces grandes demeures s'accompagnent d'annexes agricoles répondant à un style architectural plus rustique.



● Les maisons individuelles traditionnelles

Elles se retrouvent majoritairement dans le hameau de la Mairie mais aussi de manière ponctuelle dans les autres secteurs. Ce sont des maisons individuelles, souvent avec jardin, dont l'architecture se caractérise par des façades constituées de plaquettes ou moellons en pierre (souvent recouverts d'enduit), plus rarement en brique ou en torchis pan de bois. Les ouvertures sont généralement basses, étroites, dissymétriques et surmontées de linteaux en pierre. Les toitures sont traditionnellement en tuiles plates, à deux pentes, et parfois agrémentées de lucarnes. Elles offrent une volumétrie simple avec des formes compactes parfois allongées. Elles comprennent la plupart du temps un rez-de-chaussée et des combles.



4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis

Plus rarement, on trouve sur la commune quelques maisons individuelles isolées typiques de la Plaine de Caen, avec un étage, une construction en pierre calcaire, des ouvertures symétriques, hautes et étroites, et des cheminées sur pignon.

On peut reconnaître également quelques exemples d'inspiration augeronne en torchis-pan de bois.

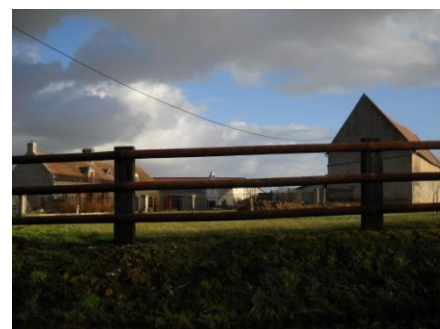


● Les maisons de bourg mitoyennes

Il n'en existe qu'un seul exemple à Janville, dans la Rue Haute. En moellons calcaires recouverts d'enduit, elles présentent des volumétries très proches et sont situées en léger retrait par rapport à la rue. Elles sont de faible hauteur : un étage et des combles. Les encadrements sont en pierre, et les toitures sont à double pente en tuiles ou ardoises avec des lucarnes pour l'une d'entre elles.

● Les fermes ou ensembles de type rural

Elles se situent la plupart du temps de manière isolée. On en trouve aussi des exemples Rue haute. D'aspect traditionnel, en pierre, elles s'organisent le plus souvent en cour fermée par trois bâtiments et présentent des volumes simples et importants. La partie habitée est le plus souvent au centre avec un étage. Les toitures, généralement à double pente, sont recouvertes de tuiles. Les annexes et bâtiments agricoles revêtent les mêmes caractéristiques mais avec des toitures parfois en amiante ou en tuiles mécaniques. Ils se situent en prolongation des logements ou de façon isolée en arrière des parcelles.



4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis



● L'habitation individuelle de type pavillonnaire

- Pavillons des années 70-80

Ces pavillons ont le plus souvent un sous-sol en rez-de-chaussée, surmonté par l'étage d'habitation accompagné d'une terrasse, et par un étage sous combles. Les murs sont soit en parpaing, soit en béton banché. Le toit à deux pans est recouvert en tuiles plates ou mécaniques.

- Pavillons récents

Les pavillons indépendants sont le plus souvent implantés en milieu de parcelle paysagère. Les combles sont en général aménagés. Les toits à doubles pentes sont en tuiles ou en ardoises. Les murs en parpaings sont recouverts d'un enduit de ton clair. Ils possèdent dans certains cas garage accolé au rez-de-chaussée ou indépendant. L'arrière des parcelles fixe en général les limites entre le secteur bâti et les zones de bocage ou de culture.

Certaines constructions récentes s'inspirent de l'architecture augeronne, avec des toitures à plusieurs pans et des colombages.



4 – Voirie et déplacements

● Hiérarchisation de la voirie

Le tissu urbain est décomposé en différentes strates. Un intérêt particulier est porté au réseau viaire, envisagé comme le « squelette » supportant l'urbanisation dans un premier stade, puis facilitant les déplacements urbains en multipliant ses voies secondaires et chemins, dans un deuxième temps. Son exploitation doit permettre de comprendre les principales règles, qui régissent la croissance du tissu urbain.



Le développement de la commune de Janville s'est effectué essentiellement de façon linéaire le long de la Voie Communale n°2. Les Bruyères et les Bruyères de Calleville se sont par ailleurs implantées le long de chemins ruraux ayant un accès direct sur RD 231 et RD 37. L'habitat s'est donc développé majoritairement sur des axes secondaires en connexion directe avec le réseau départemental principal. Les principaux carrefours entre ces deux trames sont d'ailleurs aujourd'hui marqués par des constructions, ce qui ne va pas sans poser des problèmes de sécurité.

4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis



- Le réseau majeur :

Il regroupe l'ensemble des voies principales qui desservent le territoire et permettent les déplacements vers l'extérieur de la commune. Sur la commune de Janville, il s'agit des axes traversants Est-Ouest qui organisent les accès vers les principales communes alentours :

- La RD 37 traverse la commune au Sud et constitue l'axe le plus fréquenté. Elle permet de rejoindre Caen à l'Ouest et Moulthargences au Sud-Est. Cette route est en outre concernée par le transit des transports exceptionnels de 2^{ème} et 3^{ème} catégories.
- La RD 231 vient de Croissanville à l'Est et rejoint la RD 37 sur la commune au niveau de la Folie,
- La RD 78 traverse le Nord de la commune, et permet de rejoindre Troarn à l'Ouest, et les communes de l'Est du Marais, comme Saint-Pierre-du-Jonquet.

- Le réseau intermédiaire

Il regroupe l'ensemble des voies qui structurent le territoire et portent son urbanisation. Ces voies, par leur morphologie, leur ancienneté ou leur étendue organisent un réseau secondaire cohérent. Ce réseau important regroupe l'ensemble des voies qui re-découpent en plusieurs points le réseau majeur, et assure la transition entre le réseau majeur et la micro-trame. Sur Janville, il s'agit principalement des voies permettant les liaisons entre le Nord et le Sud de la commune, et desservant les principales zones urbanisées :

- La Voie Communale n°2, assure la liaison entre la RD 78, la RD 231 et la RD 37. Elle a structuré l'urbanisation de la commune en organisant le bâti tout au long de son axe.
- Les Voies Communales n°1 et 3 assurent également les liaisons Nord-Sud entre le secteur de la Mairie et ceux de la Ferme au Bonnements et des Ponts de Janville,
- La RD 37a, enfin, suit la vallée de la Muance à l'Est et constitue un itinéraire alternatif permettant de rejoindre l'Eglise et les implantations des Ponts de Janville et du Pont de la Ramée.



- La micro trame

Il s'agit ici du plus petit niveau hiérarchique du réseau viaire, qui dessert localement les habitations. Cette voirie souvent mise au second plan derrière les infrastructures plus empruntées demeure un réseau souvent sous exploité lié principalement à un manque d'entretien et une signalétique routière peu présente. Il se présente parfois sous formes de voies en impasse. La configuration de ce réseau est un élément déterminant dans le choix des zones d'urbanisation futures afin de définir sa capacité à recevoir des flux supplémentaires.

Sur Janville, la micro trame comprend en particulier les chemins ruraux des Bruyères et des Bruyères de Calleville, qui supportent l'urbanisation des opérations groupées du même nom.



4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis



Par ailleurs, de nombreux autres chemins ruraux ont été répertoriés au sein des terres agricoles. Certains d'entre eux permettent toujours l'accès aux espaces agricoles et servent de liens entre les différentes voies communales ; d'autres se résument à une simple démarcation entre les parcelles exploitées.

Ce réseau spécifique a contribué parfois à préserver des linéaires de haies bocagères, en particulier sur les pentes de la commune, et a permis le maintien d'un système simple mais efficace d'écoulement des eaux de surfaces.

Il apparaît indispensable de les préserver dans certains secteurs de la commune notamment sur les pentes agricoles et en zone inondable. On notera en particulier la présence des remarquables chemins :

- de la Rue Bertin, qui descend des Bruyères de Calleville jusqu'à la Ferme aux Bonnements
- de la Vieille Rue qui part de la VC N°3 pour rejoindre les la vallée de la Muance et la RD 37a entre l'Eglise et les Ponts de Janville.



Une réflexion devrait ainsi être menée pour décider des chemins qu'il conviendra de préserver, et de créer. Rappelons qu'aux termes des articles L.161-1 et L.161-10 du code rural « les chemins ruraux sont les chemins appartenant aux communes, affectés à l'usage public, qui n'ont pas été classés comme voies communales. Ils font partie du domaine privé de la commune ». « Lorsqu'un chemin rural cesse d'être affecté à l'usage du public, la vente peut être décidée après enquête par le conseil municipal ».

● Les aménagements

Les projets de la commune sont nombreux. Le Mairie a ainsi connu un aménagement récent de ses abords, avec la création d'une aire de jeux et de loisirs. La salle des fêtes de la commune a également fait l'objet de travaux de rénovation.



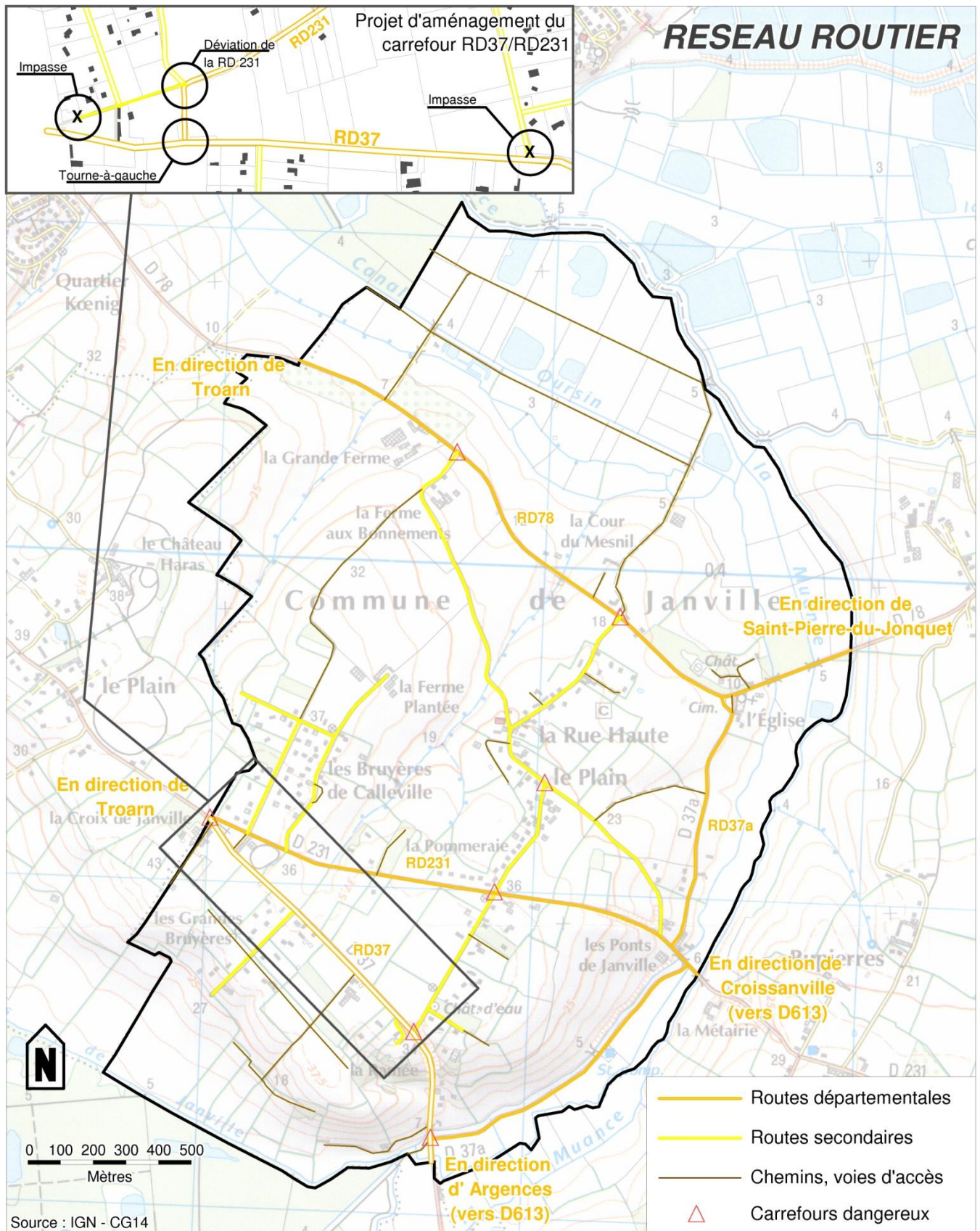
Mais les principaux souhaits de la commune en matière d'aménagement concernent les déplacements et la mise en sécurité des axes routiers, préoccupations prégnantes dans un territoire qui souffre d'un étalement et d'un éloignement trop importants de ses zones urbanisées.

Les croisements entre la VC n°2, qui supporte finalement des usages résidentiels de desserte des habitations, et les départementales aux fonctions de transit, sont ainsi considérés comme dangereux par la municipalité. Le caractère linéaire du bâti rend en effet floue la notion de zone urbanisée, et les automobilistes ont parfois du mal à réguler leur vitesse en conséquence. Plusieurs autres carrefours présentent des problèmes de sécurité en raison de mauvaises visibilité. On citera le carrefour RD 78 et de la VC n°1, au niveau de la Ferme aux Bonnements, celui de la RD 37 et de la RD 37a, au niveau du Pont de la Ramée, et enfin celui entre les VC n°2 et 3 au niveau du Plain.



Ces difficultés aux carrefours sont corroborées par l'accidentologie. On relève ainsi trois accidents successifs, dont un mortel, en 2003, 2004 et 2005, sur la RD 231 et la RD 78.

4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis



4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis

Les entrées de commune sont des espaces à traiter avec soin dans la mesure où ils assurent la transition avec les espaces urbanisés. Ainsi, ils doivent encourager les véhicules à adapter leur vitesse et à un partage de la voirie entre les différents usagers. L'entrée de bourg constitue également la première image que dégage la commune. Pour cette raison, il est important de les mettre en valeur et d'éviter une rupture trop nette entre espaces naturels et espaces bâtis.

En réponse à ces éléments, le carrefour de l'Eglise, qui constitue l'entrée Nord-Est de la commune, a été réaménagé avec le décalage du croisement pour plus de visibilité, et la mise en valeur de la place Guillaume de Silly devant l'Eglise et le cimetière. Des stationnements et une aire de pique-nique ont ainsi été créés.



A l'initiative du Conseil Général, l'aménagement du carrefour dit de « la Croix de Janville », entre la RD 231 et la RD 37, est également en projet. Les travaux consisteront en un décalage plus à l'Est du croisement, désormais aménagé en tourne-à-gauche. Le RD 231 sera à cette occasion déviée pour réduire la vitesse à l'arrivée au carrefour, et les Bruyères de Calleville bénéficieront d'un accès plus visible à la départementale. Les travaux seront également l'occasion de sécuriser les accès des Bruyères sur la RD 37, et de réaliser les liaisons piétonnes et cyclables nécessaires autour du nouveau croisement. L'accès de la rue du Château d'eau sur la RD 37 sera parallèlement condamné. Le projet est actuellement dans la phase des acquisitions de terrains.

Cette question de la sécurité des accès routiers devra par ailleurs s'inscrire dans la réflexion sur les nouveaux secteurs constructibles, pour lesquels des dessertes adaptées, visibles et sécurisées devront être prévues. Leur mise en place ne devra en effet pas contribuer à aggraver les problèmes de sécurité routière.

La commune est par ailleurs particulièrement sensibilisée aux déplacements doux, et souhaite profiter de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme pour recenser et protéger les liaisons piétonnes et cyclables déjà existantes.



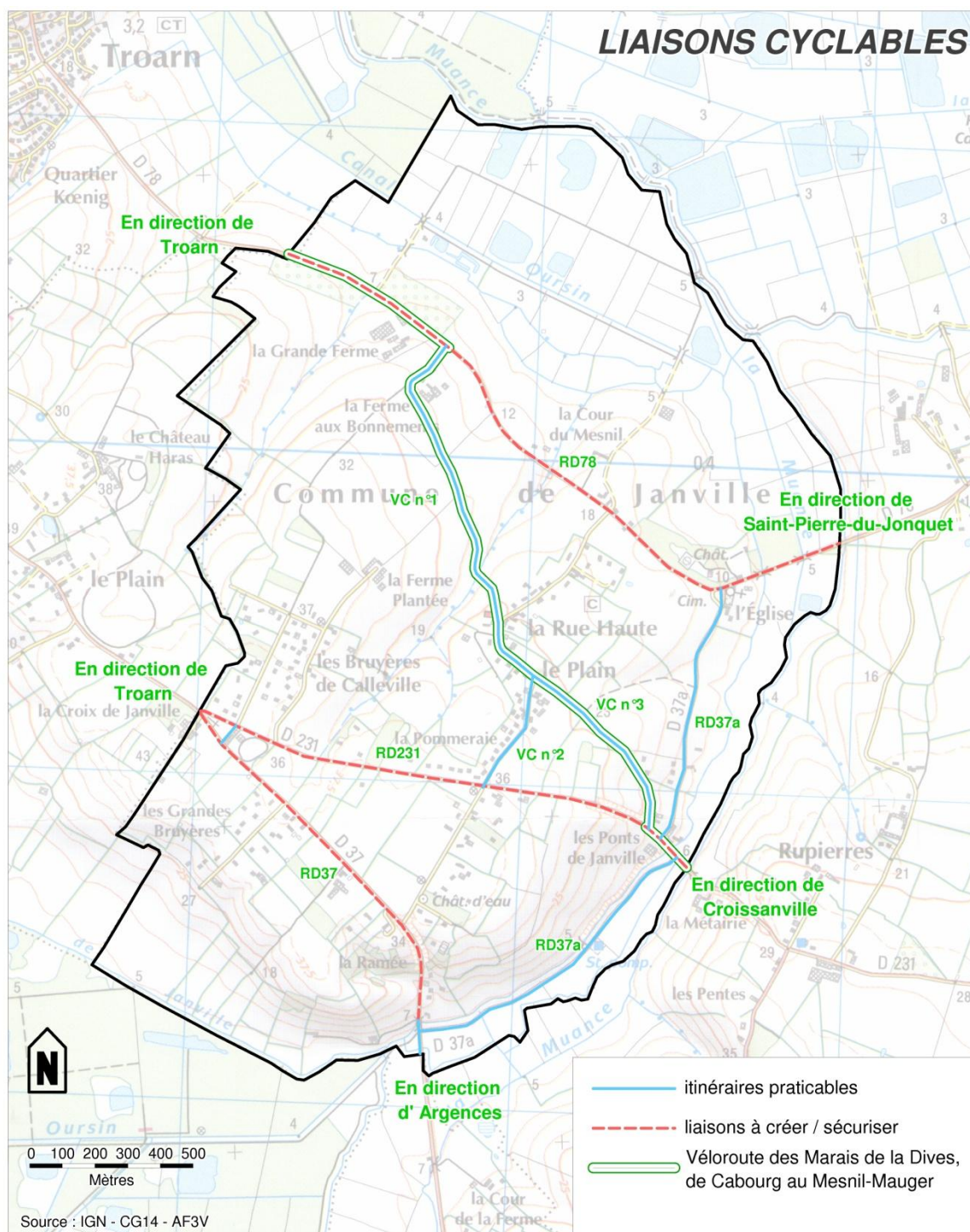
Il s'agit de maintenir les itinéraires de randonnée déjà existants sur la commune. On note ainsi le passage de la véloroute des Marais de la Dives, qui permet de relier Cabourg au Mesnil-Auger par des routes et des chemins secondaires balisés par le Conseil Général. Le passage sur la commune d'un circuit de randonnée, promu par l'intercommunalité via l'Office du Tourisme de Troarn et des environs, est également un facteur de valorisation du territoire communal.

La commune désire aller plus loin en planifiant les liaisons douces à réaliser, de façon à constituer un réseau couvrant l'ensemble des zones habitées. La réalisation d'un sentier reliant la Mairie aux Bruyères de Calleville est d'ores et déjà prévue, et les autres portions piétonnes et cyclables qu'il serait souhaitable de réaliser ou de sécuriser ont d'ores et déjà été inventoriées.

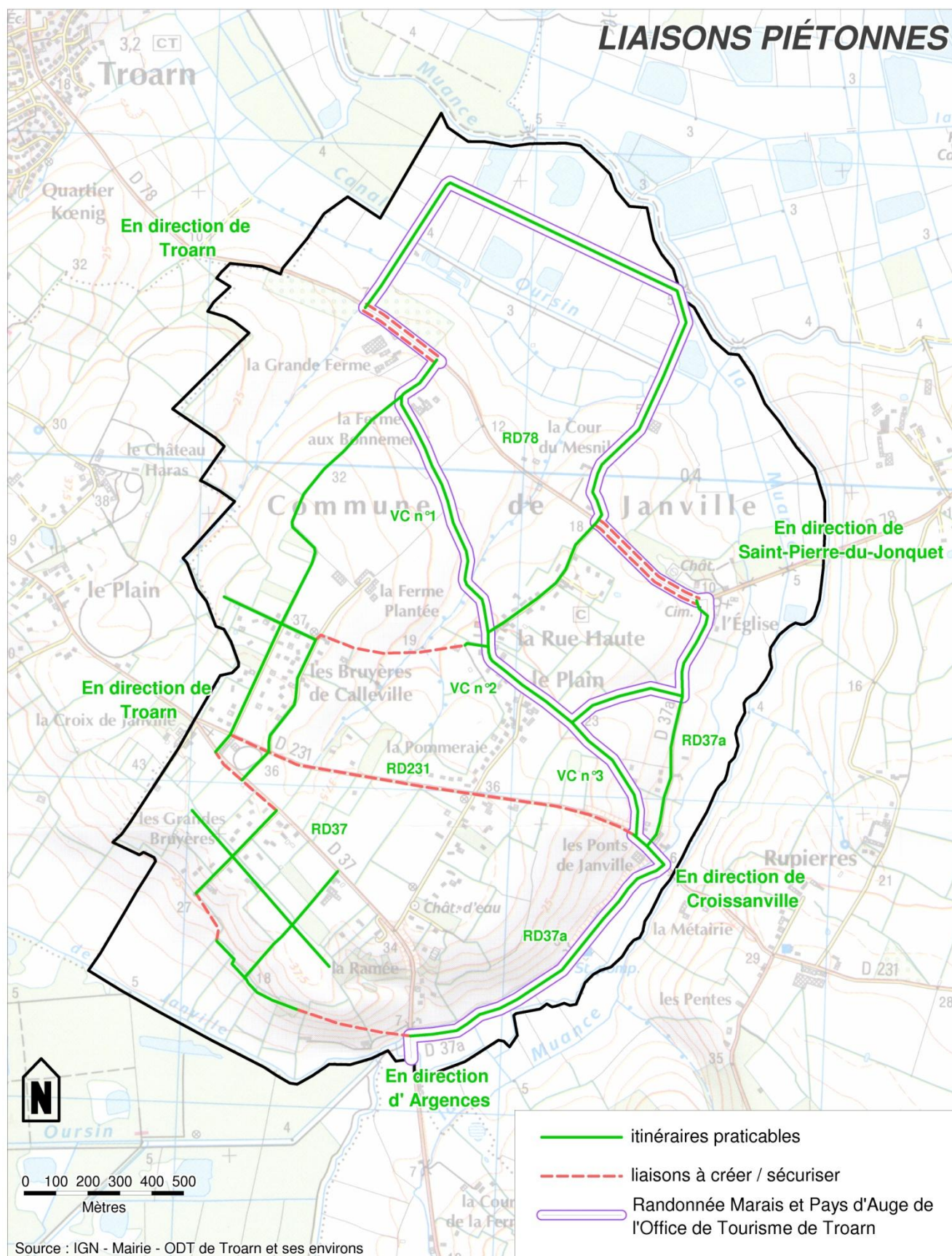
4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis

Les passages des piétons et des cyclistes le long des départementales mériteraient ainsi d'être sécurisés. Une liaison pédestre entre les Bruyères et le Pont de la Ramée pourrait par ailleurs être projetée.

Enfin, ce chapitre sur les aménagements est l'occasion de rappeler que la commune de Janville souhaite prévoir dans le PLU l'extension nécessaire du cimetière communal.



4 – Développement urbain et maîtrise des espaces bâtis



DIAGNOSTIC SOCIO ECONOMIQUE

5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

1 – Population

Afin de mieux appréhender les évolutions démographiques enregistrées par Janville, il est intéressant de replacer la commune dans son contexte départemental. Actuellement, le Calvados se caractérise par quelques tendances dominantes :

- Un département attractif avec une population en progression qui lui confère une dynamique privilégiée au niveau régional (+15,04% depuis 1982 et 86% de la croissance régionale)
- Un territoire dominé par un pôle d'influence régionale, la région caennaise et des pôles secondaires (Bayeux, Lisieux, Vire, Falaise)
- Un nombre important de communes rurales mais souvent sous influence urbaine ou périurbaine
- Un taux de natalité en légère baisse (12,8‰ entre 1990 et 1999 pour 12,6‰ entre 1999 et 2008) mais compensé par une forte attractivité du département matérialisé par un solde migratoire positif et croissant (+0,10% entre 1999 et 2008).
- Un vieillissement de la population caractérisé par une augmentation de la tranche d'âge des 75 ans et plus entre 1999 et 2008 (6,6% de la population en 1999 pour 8,6% en 2008) et un fléchissement des classes d'âge les plus jeunes.

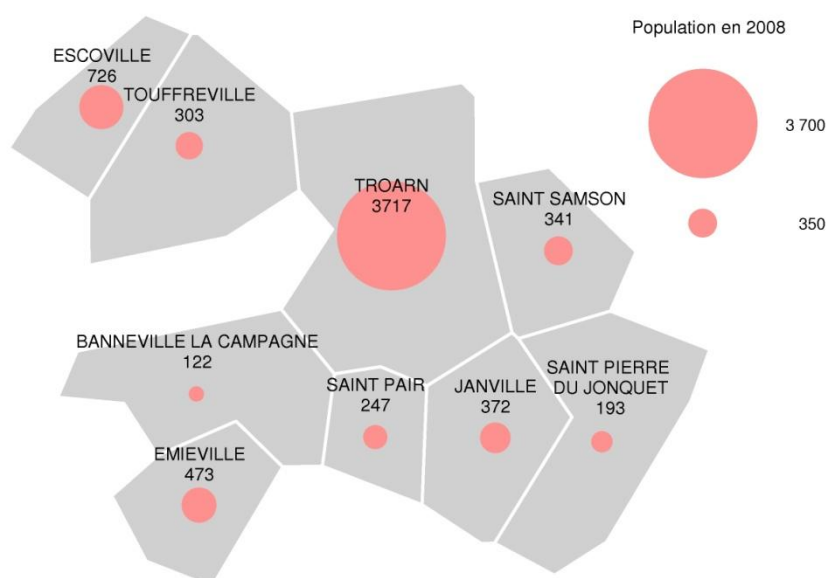
Contexte départemental

Contexte intercommunal

Elle appartient également à la Communauté de Communes « Entre Bois et Marais », créée en décembre 2002, qui rassemble 9 communes avec un poids démographique de 6494 habitants. Cette structure intercommunale s'inscrit dans le SCOT Caen-Métropole qui regroupe 143 communes et concentre près de 330 000 habitants.

Répartition géographique de la population (recensement 2008) Communauté de Communes Entre bois et marais

Janville :
372 habitants au recensement INSEE
de 2008



5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

Seule une commune dépasse le seuil des 1000 habitants : Troarn avec 3717 habitants. Le reste du territoire est composé de communes formant de petites unités rurales qui, hormis Escoville, sont inférieures à 500 habitants. La Communauté de Communes compte en moyenne 721 habitants par commune.

La population sur l'ensemble de la Communauté de Communes n'a cessé d'augmenter depuis 1975. Entre 1999 et 2008, la Communauté de Communes a connu un taux de variation annuel important de 1.6 %. Cependant, il est important de noter que depuis 1999, seule Janville a enregistré une baisse de sa population, alors que les 6 communes voisines connaissent une croissance démographique souvent supérieure à 10 %.

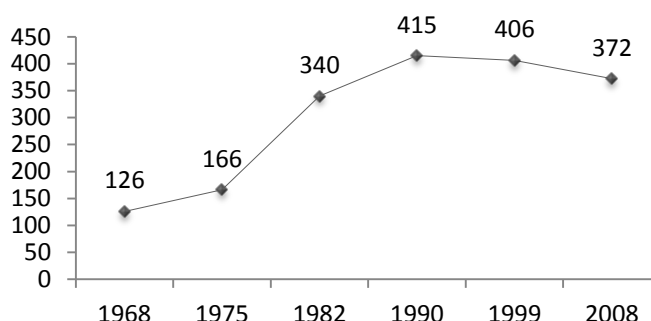
1.1 Démographie

Après avoir connu une période de forte hausse entre 1968 et 1990, la commune de Janville enregistre depuis une baisse démographique régulière. Elle compte ainsi sur son territoire 372 habitants au recensement de 2008, soit 34 habitants de moins qu'au recensement de 1999, et 43 de moins qu'en 1990.

Ces fluctuations de la population sont dues essentiellement à un solde migratoire négatif dans les années 1990 et à un mouvement naturel tout juste positif. Le départ des jeunes vers des secteurs attractifs sur le plan des études et de l'emploi (Caen notamment) peut expliquer cette situation.

Evolution de la population –
INSEE 2008

	1968	1975	1982	1990	1999	2008
Population	126	166	340	415	406	372
Variation en nombre	+ 40	+ 174	+ 75	- 9	- 34	
En % par an	+4,0%	+10,8%	+2,5%	-0,2%	-1,0%	
Mouvement naturel (% par an)	+1,5%	+1,5%	+0,5%	+0,2%	+0,2%	
Solde migratoire (% par an)	+2,5%	+9,3%	+2,0%	-0,4%	-1,2%	



5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

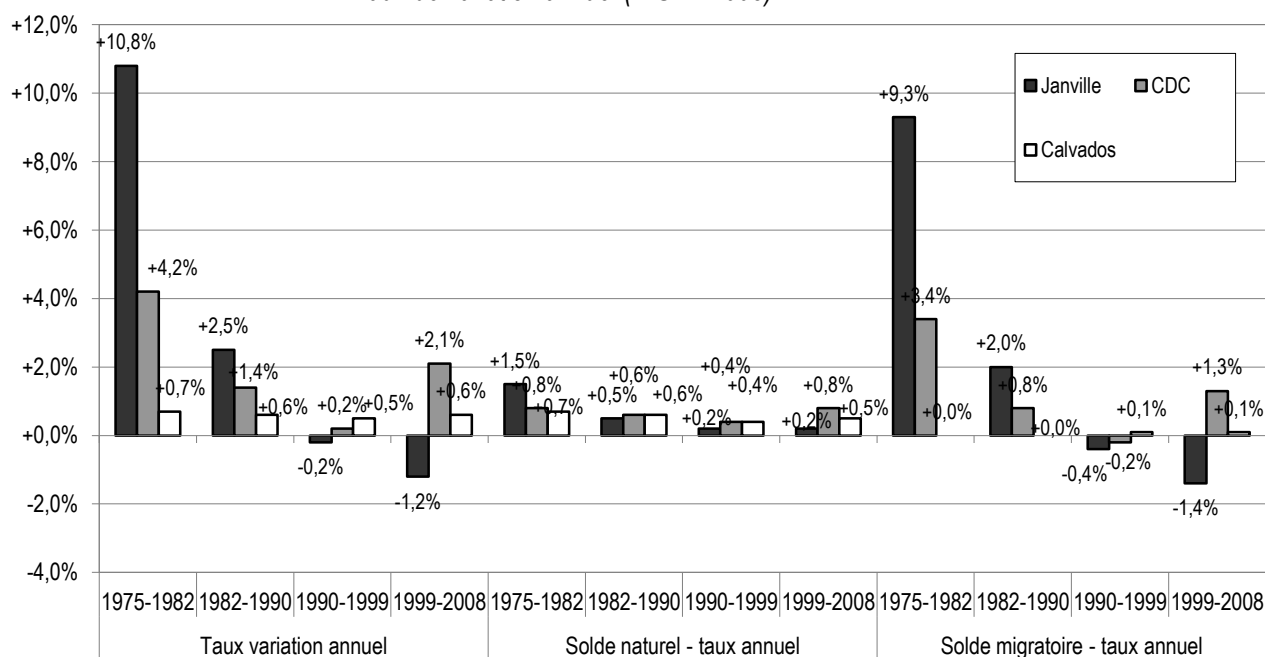
La commune possède un taux de natalité de 5.1 ‰, supérieur à celui de la mortalité (3.1 ‰) pour la période 1999-2008. Ce taux est nettement inférieur au taux départemental (12.2 ‰) et il ne cesse de diminuer depuis 1968. Il atteignait alors 26.2 ‰. L'écart entre taux de natalité et taux de mortalité s'amenuise progressivement depuis 1968, ce qui caractérise une population vieillissante.

La population de la commune a nettement diminué depuis 1990 après une forte augmentation entre 1968 et 1990, et plus particulièrement entre 1975 et 1982 où la commune voit sa population doubler. Ce déclin résulte d'un solde migratoire qui diminue depuis 1982 et qui devient négatif à partir de 1990 mais également d'un solde naturel qui continue de diminuer depuis 1975, entraînant un taux de variation annuel négatif, soit – 1,2 ‰ entre 1999 et 2008.

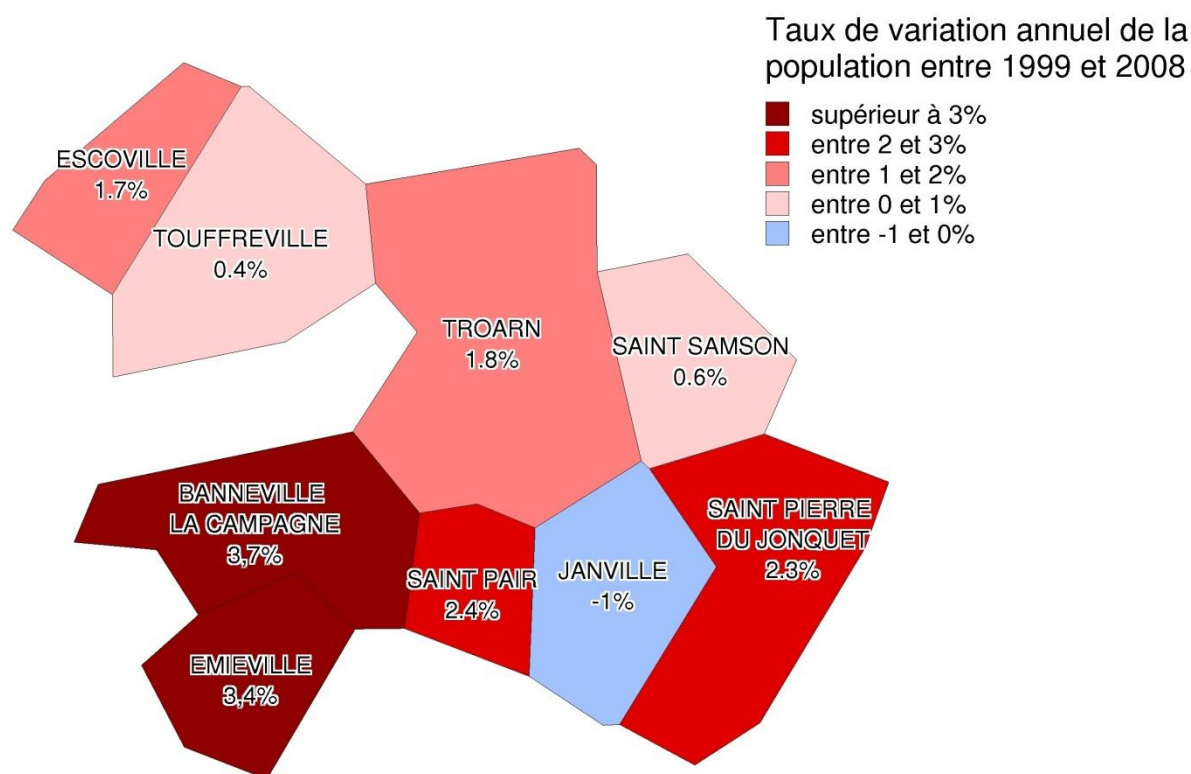
Le graphique ci-dessous illustre la particularité du rythme d'évolution de la population communale par rapport à l'intercommunalité et au département.

Dotée d'un solde naturel positif, mais qui n'a cessé de diminuer depuis les années 60, la commune de Janville a connu une arrivée massive de nouveaux habitants entre le milieu des années 70 et celui des années 80. Ce développement accéléré (+10.7% d'augmentation annuelle de la population entre 1975 et 1982) a poussé la municipalité à mettre en place un POS afin de maîtriser cette croissance. Après plus de 20 ans, ce POS apparaît désormais peu adapté à la réalité de la commune, qui a perdu 8.4% de sa population depuis 1990, et qui ne dispose plus de terrains constructibles.

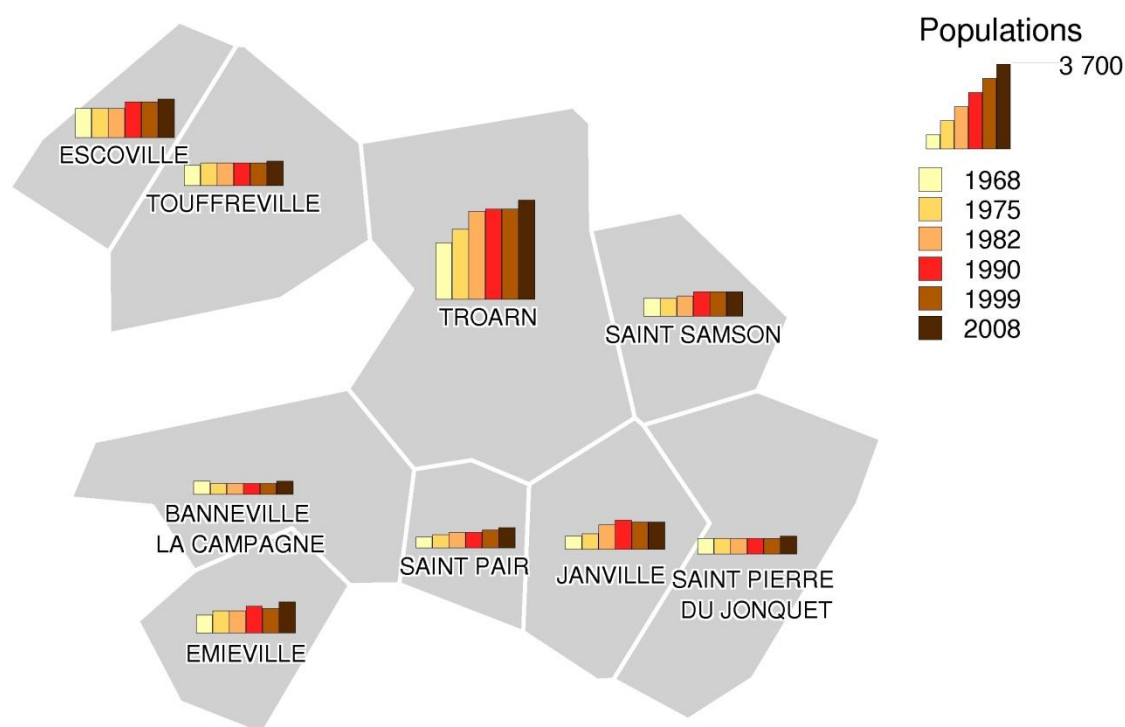
Taux de variation annuel (INSEE 2008)



5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal



Evolution des population intercommunales (INSEE 2008)



5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

Aujourd'hui, face à une demande en logements et désireuse d'augmenter sa population pour assurer le renouvellement des générations, la commune souhaite trouver de nouvelles possibilités d'accueil tout en préservant son caractère rural.

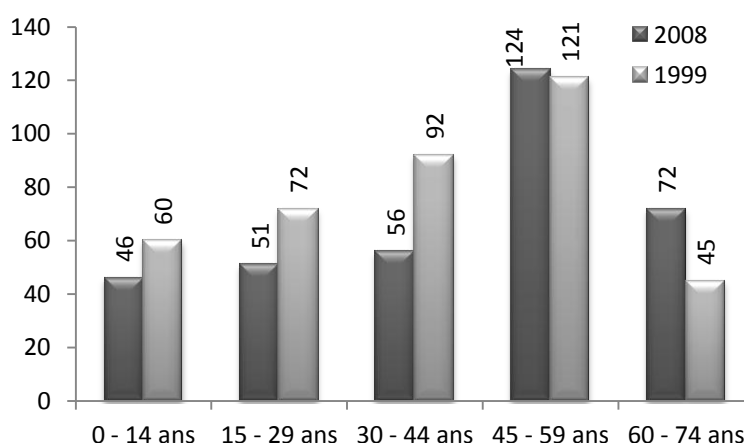
1.2. Des classes d'âge supérieures dominantes

La population de Janville se distingue par une part importante de la tranche d'âge des 45-59 ans (33.3 %) selon le recensement de l'INSEE de 2008.

	Janville	%
0 - 14 ans	46	12,37
15 - 29 ans	51	13,71
30 - 44 ans	56	15,05
45 - 59 ans	124	33,33
60 - 74 ans	72	19,35
75 ans et +	23	6,18
TOTAL	372	100

Répartition de la population 2008

Evolution de la population en pourcentage selon les classes d'âge - INSEE 1999 et 2008



L'évolution diffère d'une classe d'âge à une autre. Toutefois, il est à noter que les tranches d'âge en dessous de 45 ans sont en baisse et que celles au-delà sont en hausse. Depuis les années 80, la tranche d'âge des 40-59 ans est en nette progression mais depuis 1999, cette tendance s'est ralentie. La classe d'âge des plus de 60 ans suit la même évolution.

Parallèlement, les parts des 0-14 ans, des 15-29 ans et celle des 30-44 ans n'ont cessé de diminuer. Les moins de 45 ans représentaient 73% de la population communale en 1990, pour seulement 41% en 2008.

5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

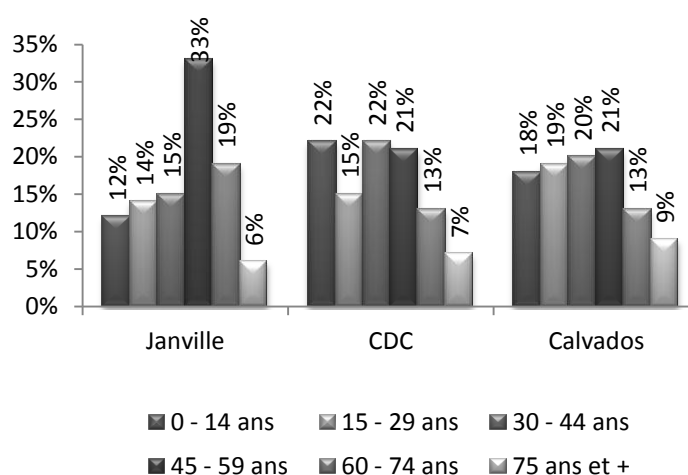
Ces évolutions sont le résultat de la période de forts apports migratoires que la commune a connue des années 70 jusqu'à la première moitié des années 80. Les nouveaux arrivants de l'époque ont vieilli, se retrouvant dans la classe d'âge des plus de 44 ans en 2006. Le départ des jeunes adultes et le faible nombre de nouvelles installations depuis 20 ans accélèrent le déclin des classes d'âges inférieures à 45 ans, et occasionnent un solde migratoire négatif depuis 1990.

La commune de Janville fait donc face à un phénomène de vieillissement de sa population, tendance d'autant plus marquée que le renouvellement des habitants ne se réalise plus à un rythme suffisant.

La particularité de la situation communale apparaît clairement lorsqu'on la compare à celles de la communauté de communes et du département. Les classes d'âges des 45-59 ans et des 60-74 ans sont clairement surreprésentées par rapport à celles de l'intercommunalité et du Calvados. A contrario, les classes d'âges des 0-14 ans, des 15-29 ans et des 30-44 ans sont sous-représentées, en particulier par rapport à la communauté de communes qui semble dans une situation de dynamisme démographique.

Située dans un territoire qui jouit de la proximité de Caen et qui voit sa population se renouveler et augmenter régulièrement depuis de nombreuses années, la commune de Janville doit donc gérer le problème d'une capacité d'accueil insuffisante, plutôt que celui d'un manque d'attractivité.

Age de la population 2008 –
INSEE 2008



Une tendance récente au
vieillissement

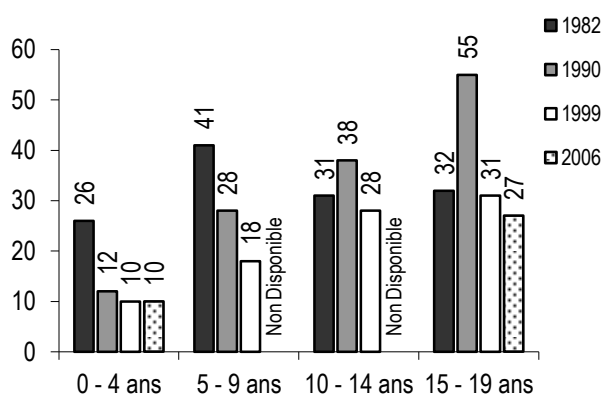
L'analyse des indices de jeunesse (le rapport du nombre d'habitants de moins de 20 ans sur celui de plus de 60 ans) reflète bien les évolutions démographiques de Janville. Après un rajeunissement de sa population amorcée à la fin des années 70, comme le démontre l'indice de jeunesse qui passe de 2,1 à 5,2 entre 1975 et 1982, la commune connaît depuis un vieillissement important de sa population avec un indice de jeunesse de 3,8 en 1990 de 1,4 en 1999. En 2008, pour la première fois depuis plus de 30 ans, les plus de 60 ans sont même plus nombreux que les moins de 20 ans, avec un indice de jeunesse de 0,8.

5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

Cet indice confirme une part de moins en moins importante des personnes de moins de 20 ans en raison d'une implantation des jeunes dans des communes plus dynamiques et aux potentialités d'accueil plus favorables.

Comme cela a été souligné précédemment, cette baisse est en effet liée en grande partie à l'évolution normale des familles installées dans la commune depuis les années 70, voyant leurs enfants grandir et quitter la cellule familiale, mais aussi au non-renouvellement de familles avec enfants sur la commune.

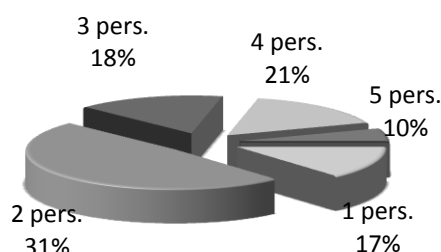
Population des moins de 20 ans –
INSEE 1999 et 2006



De manière générale, les classes d'âge des moins de 20 ans ont toutes significativement diminué. Les 0-4 ans et les 5-9 ans fléchissent depuis 1982 alors que les 10-14 ans et les 15-19 ans, après avoir enregistré une augmentation de leurs effectifs jusqu'en 1990, ont nettement diminué à partir de cette date. Cette forte diminution observée pour les 15-19 ans peut s'expliquer par le départ des jeunes actifs vers les zones d'emplois et vers d'autres communes.

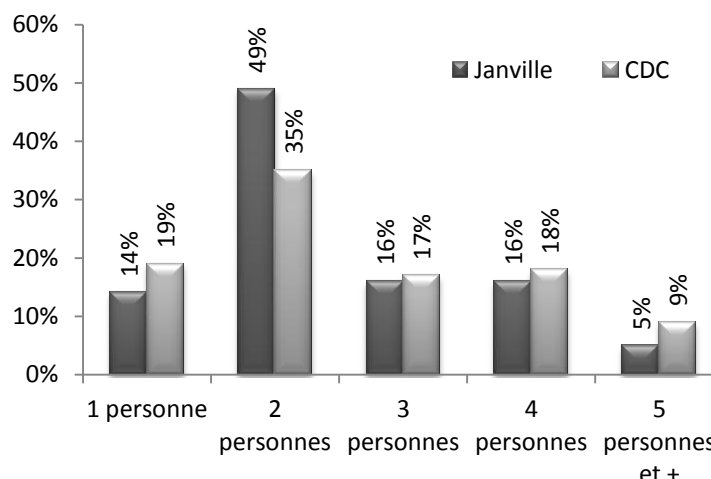
1.3 Les ménages

Composition des ménages en 2008 –
Source INSEE



5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

Composition des ménages en 2008 –
Source INSEE



La structure de la population et l'évolution des modes de vie se répercutent sur la taille des ménages. Ainsi, le recensement de 2008 démontre une part importante de ménages de petite taille et un nombre plus faible de familles nombreuses, celles-ci étant de moins en moins fréquentes depuis quelques décennies. Le noyau familial comme il était défini il y a trente ans, n'a plus à présent les mêmes caractéristiques.

La taille des ménages de Janville est comparable à celle de la CDC. Cependant, on trouve plus de ménages composés de 2 personnes dans la commune de Janville que dans la CDC entre Bois et Marais.

*Les ménages de petite taille
majoritaires*

Les ménages de grande taille ont ainsi poursuivi leur recul depuis 1999 : il n'existe que peu de ménage de plus de 5 personnes sur la commune (5% des ménages en 2008). En 1999, les proportions de ménages composés de 3 et 4 personnes étaient proches (respectivement 19 % et 14 %) de celles du département (respectivement 16 % et 14 %). C'est encore le cas en 2008.

*Les ménages de petite taille
majoritaires*

Les ménages de petite taille sont au contraire en augmentation. En 1999, Janville se distinguait déjà par le nombre très important des ménages de 2 personnes (39 %), surreprésenté par rapport à la proportion rencontrée dans le département (31%). En 2008, le nombre de ménages de 2 personnes est encore en augmentation, atteignant quasiment les 50%. Les personnes seules, quant à elles, représentaient 8 % des ménages en 1999, et 14% en 2006, ce qui reste cependant en deçà de la moyenne de la CDC (19%).

A eux seuls, les ménages de une à deux personnes représentent donc plus de la moitié des ménages de la commune en 2008. Là encore, ceci s'explique par le vieillissement des ménages arrivés massivement sur la commune dans les années 70 et 80.

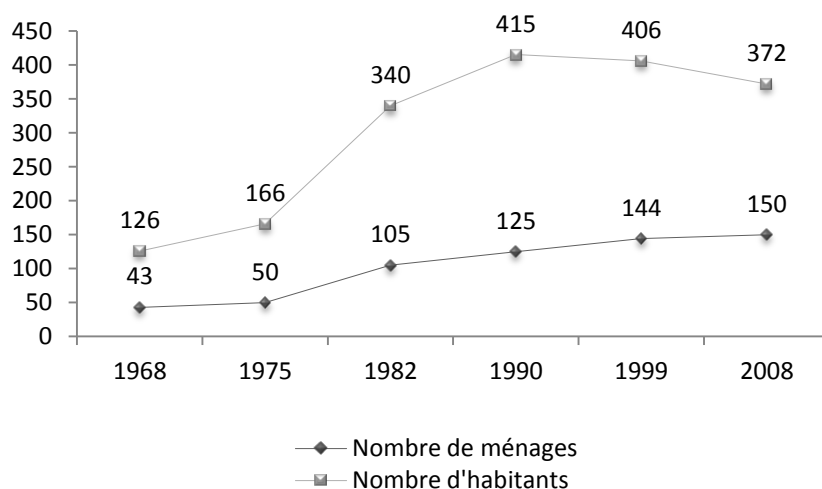
5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

En effet, la plupart de ces familles ont vu depuis leurs enfants, devenus actifs, quitter le domicile. La plupart des couples, souvent proches de la retraite, habitent désormais seuls.

Les personnes âgées restent par ailleurs seules plus longtemps dans leur logement, grâce aux travaux d'adaptation de l'habitation et des réseaux d'aide au maintien à domicile. Ceci explique l'augmentation constatée du nombre de personnes seules.

	1968	1975	1982	1990	1999	2008
Nombre de ménages	43	50	105	125	144	150
Nombre d'habitants	126	166	340	415	406	372
Personnes/ménages	2,9	3,3	3,2	3,3	2,8	2,5

Ménages et population –
INSEE 2008



Des ménages plus nombreux

Entre 1982 et 1999, le nombre de ménages a progressé de 44 %. Cette augmentation s'est cependant largement ralentie depuis, avec une augmentation de seulement 9% entre 1999 et 2008. Cette analyse est à mettre en corrélation avec le solde migratoire ainsi qu'avec le nombre moyen d'occupants par résidence, tous deux en diminution depuis 1990.

En 2008, le nombre moyen de personnes par ménage est de 2.5, proche des données départementales (2.3). La forte diminution de cette moyenne depuis 1990 (3.3, comme en 1975) s'explique d'abord par l'augmentation des ménages de petite taille due au vieillissement de la population. Les installations intervenues depuis les années 90, si elles ont contribué à l'augmentation du nombre des ménages, n'ont par ailleurs pas été suffisantes pour enrayer les pertes de population. Le nombre de ménages de la commune augmente donc, tandis que sa population diminue.

Mais cette évolution s'explique également par une tendance bien connue au niveau national : en pourcentage et à longue échéance, le nombre de ménages augmente sensiblement plus rapidement que le nombre d'habitants.

5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

Ce phénomène s'explique par le rétrécissement graduel de la taille des ménages depuis plus de trente ans. Malgré la diminution globale de la population, cette évolution augmente mécaniquement le nombre de logements occupés sur la commune.

En résumé, l'évolution de la commune de Janville date du milieu des années 1970. Après avoir connu une très importante augmentation de sa population, qui a doublé avec l'arrivée de nombreuses familles jusqu'au milieu des années 80, la commune connaît assez naturellement un inversement de tendance depuis le début des années 90.

Cette baisse de la population qui s'observe aujourd'hui émane d'un solde migratoire qui est devenu négatif et d'un solde naturel tout juste positif, occasionnant ainsi un taux de variation annuel négatif.

Ce recul démographique s'affirme par un déficit du nombre de jeunes sur le territoire communal et par un vieillissement de la population. Malgré le ralentissement démographique, le nombre de ménages tend à s'accroître, mais s'avère de plus en plus dominé par les ménages de petite taille, signe d'une population relativement vieillissante.

Des installations sont pourtant intervenues sur la commune depuis 1990, mais après l'afflux extrêmement important des décennies précédentes, le retour nécessaire à une évolution plus maîtrisée s'est avéré insuffisant pour contrer la perte de dynamisme démographique.

Aujourd'hui, afin de favoriser l'arrivée d'une nouvelle population plus jeune, la construction de nouveaux logements et équipements adaptés à ce public pourrait être envisagée. En l'absence de renouvellement de sa population, Janville continuerait en effet d'observer ce phénomène de vieillissement, à l'instar de nombreuses communes rurales de même taille.

Il sera également important de porter une attention soutenue à la présence grandissante de personnes âgées, dont les besoins spécifiques s'expriment en matière de proximité des services, d'assistance ménagère et médicale...

Il s'agit donc pour Janville d'envisager une dynamique adaptée à l'échelle communale pour attirer un public jeune et permettre d'assurer le renouvellement de sa population, tout en tenant compte des besoins des résidents actuels, majoritairement plus âgés. Cet accueil de nouveaux habitants devra néanmoins se faire de manière maîtrisée, l'identité rurale de la commune devant être respectée.

5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

2 – Logements

Contexte départemental

A l'échelle départementale, le parc de logements peut se définir par les évolutions et caractéristiques suivantes :

- Un parc départemental de 378 280 logements en 2008. Ce parc a augmenté de 11,6% entre 1999 et 2008.
- Une prépondérance de résidences principales avec 76.7% du parc total de logements. Leur nombre s'est accru de 12,2% entre 1999 et 2008.
- Un nombre de logements vacants en légère hausse dans le département représentant 4.9% du parc total en 2008.
- Un parc locatif social représentant 17.2% des résidences principales.
- Une augmentation du nombre de résidences secondaires de 7,8%, notamment en milieu rural.
- Un nombre moyen d'occupants par logement en diminution constante depuis 1968 pour atteindre aujourd'hui 2.3, contre 2.5 en 1999.
- Les logements récemment construits (depuis 2004) représentent une moyenne de 1376 par an.

2.1 Evolution du parc existant

Selon le recensement de 2008, la commune compte 166 logements. L'évolution des résidences principales de la commune est très modérée, avec une hausse de 4,2 % entre 1999 et 2008, en dessous de la progression départementale, et très en retrait face à l'intercommunalité qui bénéficie d'une forte dynamique de construction depuis 1999.

Parc de logements - INSEE 2008

	1990	1999	2008	Evolution
Résidences principales				
Janville	125	144	150	+ 4,17%
CDC	1 732	1 962	2 404	+ 22,53%
Calvados	227 722	258 513	290 183	+ 12,25%
Résidences secondaires				
Janville	14	8	10	+ 25,00%
CDC	56	71	48	- 32,39%
Calvados	58 581	64 935	69 717	+ 7,36%
Logements vacants				
Janville	5	2	6	+ 200,00%
CDC	71	63	91	+ 44,44%
Calvados	14 042	15 508	18 341	+ 18,27%

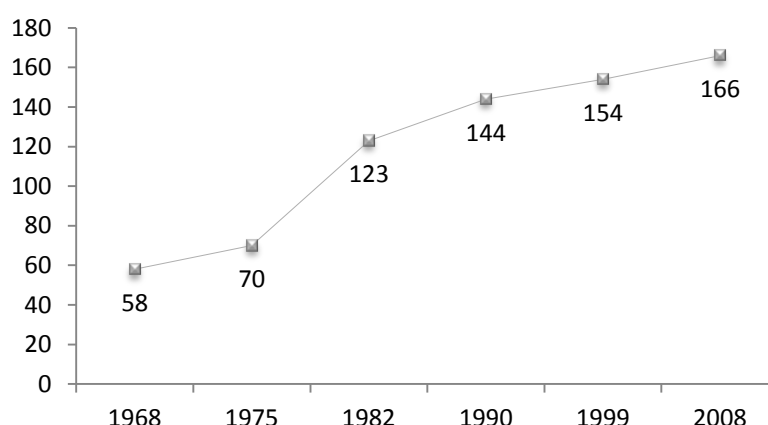
Bien que peu nombreux, les logements vacants ont connu une augmentation entre 1999 et 2008, passant de 2 à 6. Les possibilités de réhabilitation ou de transformation sur la commune sont d'autre part peu nombreuses, et les familles souhaitant résider sur Janville s'orientent ainsi majoritairement vers la construction neuve.

5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

Malgré l'augmentation du nombre de logements vacants entre 1999 et 2008, la commune de Janville possède un taux de vacance faible de l'ordre de 3.6%. En effet, il est estimé que, pour un bon fonctionnement du marché du logement, un taux de vacance de 5 à 7 % est nécessaire. On peut donc dire que les tensions restent fortes sur la commune, tout comme d'ailleurs sur l'ensemble de la communauté de communes.

*

Evolution du nombre de logements -
INSEE 2008



Variation du nombre de logements –
INSEE 2008

	Nombre de logements	Variation	
		En nombre	en % par an
1968	58		
1975	70	12	+ 2,72
1975	70		
1982	123	53	+ 8,37
1982	123		
1990	144	21	+ 1,99
1990	144		
1999	154	10	+ 0,75
1999	154		
2008	166	12	+ 0,84

De 1968 à nos jours, le nombre de logements sur la commune n'a cessé de croître, triplant quasiment avec une hausse de 186 %. La construction s'est essentiellement concentrée sur la décennie 1975-1985, période durant laquelle la commune a vu sa population et ses logements doubler. Le nombre de logements a ainsi progressé au rythme important de +8,37% par an entre 1975 et 1982.

Depuis le milieu des années 80, l'augmentation du nombre de logements s'est ralentie fortement.

Le desserrement des ménages et la diminution des familles nombreuses ont également joué un rôle dans cette croissance. La commune pendant cette période a vu son nombre de logements vacants diminuer, révélateur de leur rénovation en logement principal. Le nombre de logement n'a cessé de croître et de façon homogène depuis plus de 40 ans.

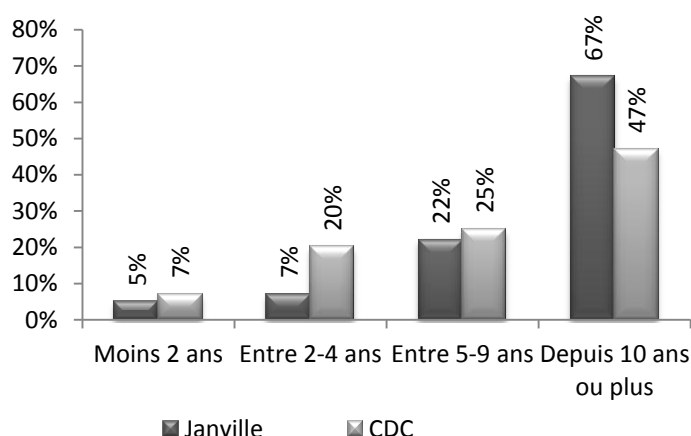
5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

Répartition du nombre de logements–
INSEE 2008

	Résidences principales		Résidences secondaires		Logements vacants	
1968	43		14		1	
1975	50	+ 7	14	+ 0	6	+ 5
1975	50		14		6	
1982	105	+ 55	12	-2	6	0
1982	105		12		6	
1990	125	+ 20	14	2	5	-1
1990	125		14		5	
1999	144	+ 19	8	-6	2	-3
1999	144		8		2	
2008	150	+ 6	10	+ 2	6	+ 4

L'évolution du nombre de résidences principales est le premier facteur d'augmentation du parc de logements avec une croissance de près de 248 % entre 1968 et 2008. Une des possibilités d'emménager sur la commune réside dans la transformation des résidences secondaires en logement principal ou la réhabilitation des logements vacants.

Date d'emménagement des ménages
INSEE 2008



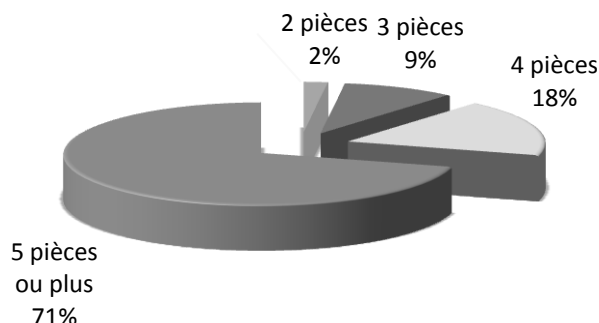
La faible représentation des ménages présents dans leur logement depuis moins de deux ans confirme la faible rotation de la population. Cette répartition est caractéristique des milieux ruraux concernés par une population vieillissante et plus sédentaire (67 % des ménages vivent dans leur logement depuis plus de 10 ans). Il s'y pose souvent un problème de renouvellement des familles. A noter cependant, le nombre non négligeable de ménages (22 %) ayant emménagé entre 2 et 9 années auparavant.

On note cependant depuis 2002 une déconnexion entre les évolutions communales et intercommunales, le rythme des installations sur Janville s'avérant en fort retrait par rapport à celui de la Communauté de communes.

5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

● Taille des logements

Nombre de résidences principales
selon nombre de pièces –
INSEE 2008



Le parc de logements est essentiellement composé de maisons individuelles, ce qui explique la répartition des logements selon le nombre de pièces. En effet, 89 % des résidences principales sont composées de 4 pièces ou plus contre seulement 11 % de 3 pièces maximum. Le profil est symbolique du milieu rural dans lequel se situe la commune. Cela correspond également à la demande des ménages qui viennent s'installer en milieu rural pour bénéficier ainsi d'une surface habitable et de terrains plus importants. Le déficit en petits logements peu cependant s'avérer défavorable au maintien sur la commune des populations soit jeunes, soit au contraire très âgées, pour lesquelles de très grands logements ne sont pas appropriés.

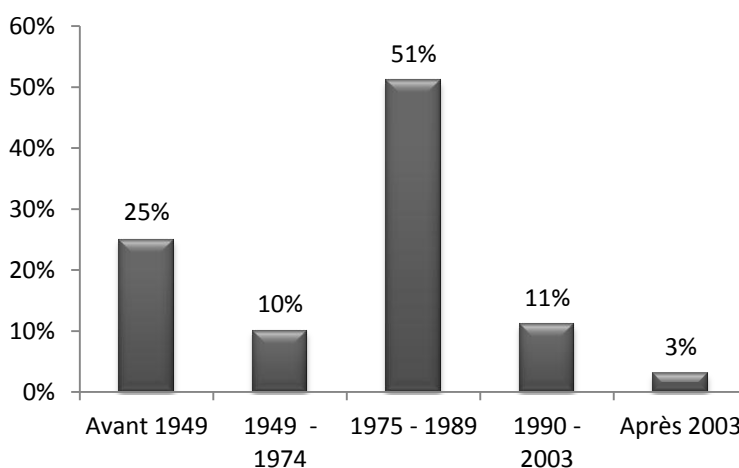
■ Ancienneté du parc

Un parc ancien important

La commune se caractérise par une présence peu dominante de constructions datant d'avant 1949 avec 25 % du parc de logements. Bien que la région ait subi de nombreuses destructions, la commune a été épargnée et n'est pas marquée par le bâti de la reconstruction (10 %). Cependant, il est important de préciser que près de la moitié (51 %) des résidences principales ont été construites entre 1975 et 1989, suite à une forte croissance de la population.

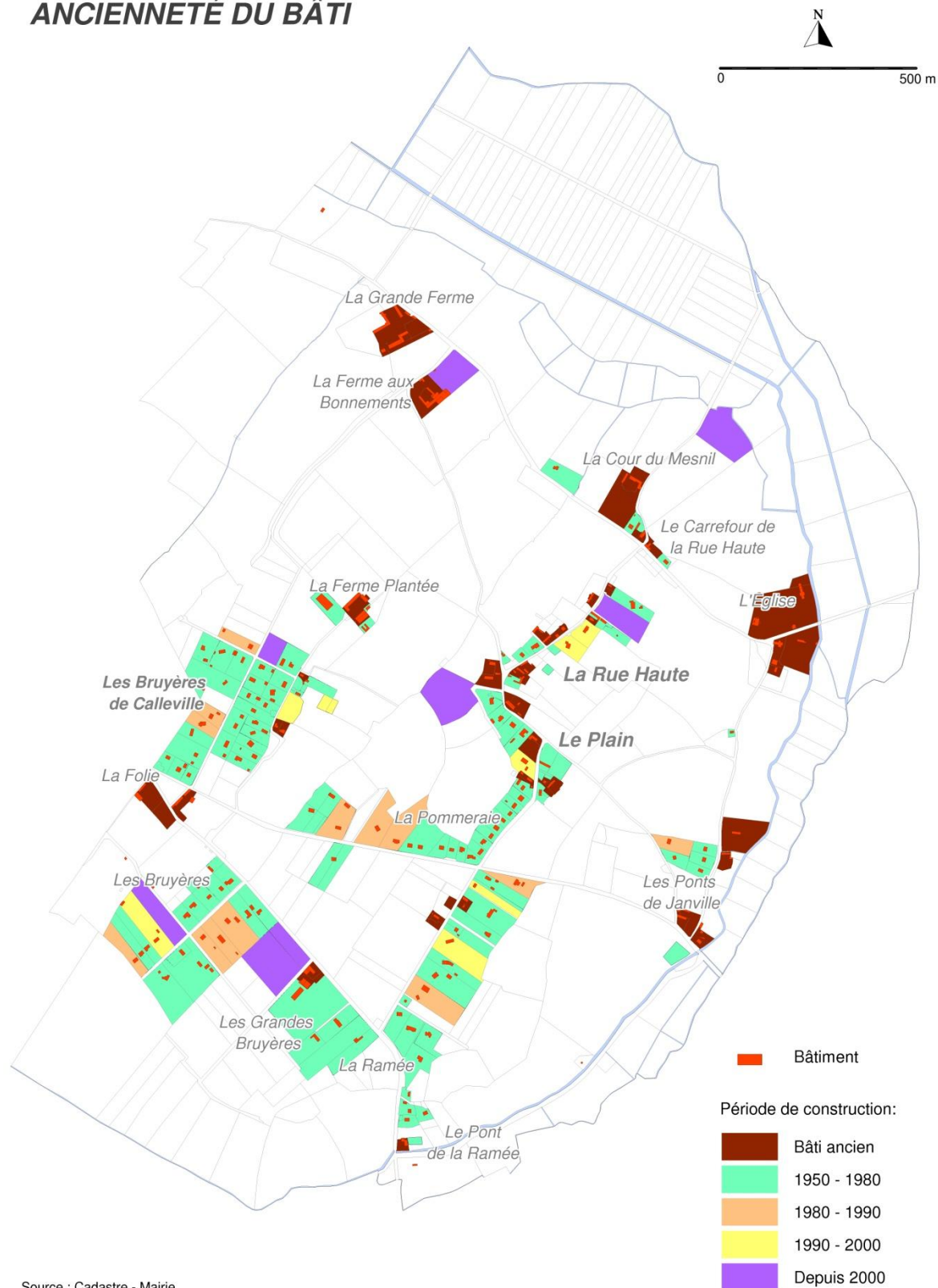
La faible proportion de logements récents (14 %) depuis 1990 reflète le faible taux de rotation de la population et la forte baisse de la construction.

Ancienneté du parc – INSEE 2008



5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

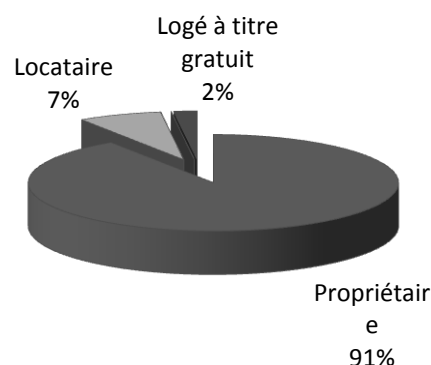
ANCIENNETÉ DU BÂTI



5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

Statut d'occupation

Répartition du parc de logement selon le statut d'occupation – INSEE 2008



La répartition par statut d'occupant sur Janville est caractéristique des petites communes rurales, où la part des propriétaires vivants dans des maisons individuelles est quasi totale.

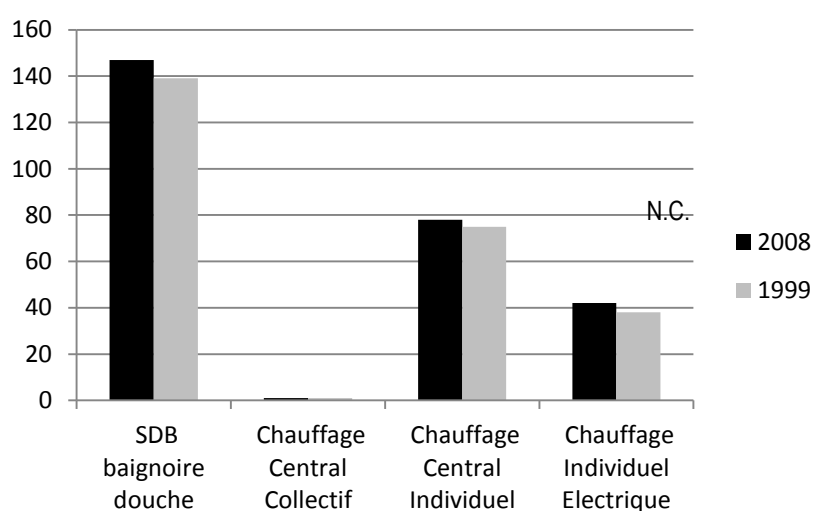
Les logements sur la commune de Janville sont ainsi en 2006 en quasi-totalité (91 %) des maisons individuelles ou des fermes occupées essentiellement par leur propriétaire.

Confort du parc

Selon l'INSEE, l'inconfort d'un logement se détermine lorsqu'il manque au moins l'un des éléments principaux suivants :

- Un WC intérieur,
- Une salle de bains (équipée d'un lavabo et d'une douche ou une baignoire),
- Un chauffage central (appareils de chauffage fixes et conformes, convecteurs ou radiateurs dans chaque pièce d'habitation).

Evolution du confort – INSEE 2008



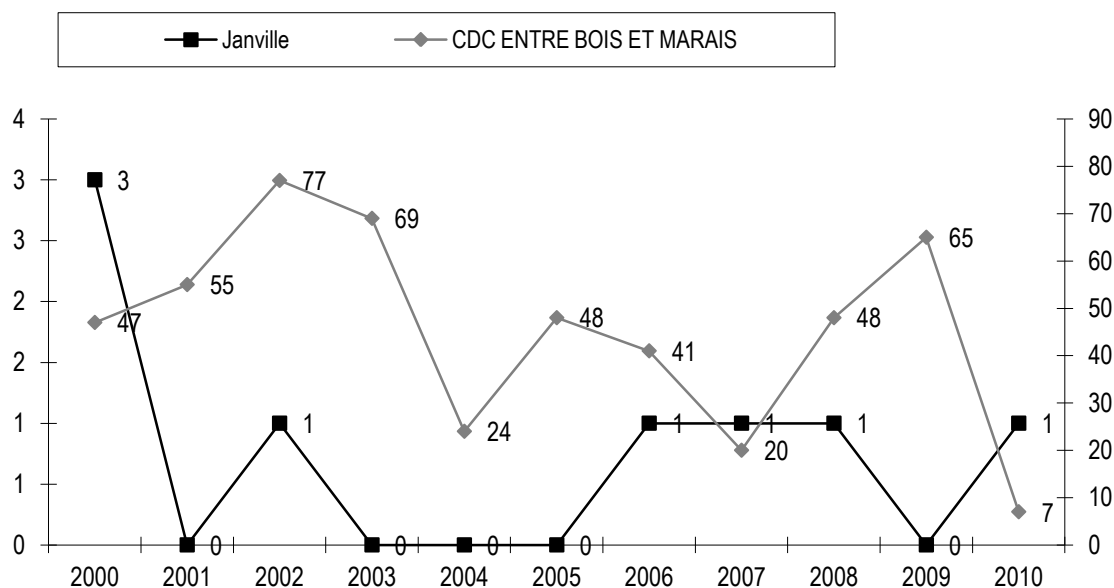
Il existe à Janville un parc ancien, malgré la forte proportion de logements réalisés au cours des dernières décennies. Un nombre encore important de logements inconfortables subsiste parmi les résidences principales, et leur situation s'est peu améliorée depuis le dernier recensement de 1999.

5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

2.2 La construction neuve

Depuis une dizaine d'années, la construction neuve est quasi-nulle, après une construction de 3 logements en 2000, et ce jusqu'en 2005. Seulement 4 logements ont été construits, un logement en 2006, un autre en 2007, ainsi qu'en 2008 et 2010.

Evolution de la construction neuve commencée - Source Sitadel



Janville fait figure d'exception au sein du territoire intercommunal. La Communauté de Communes Entre Bois et Marais connaît en effet une réelle dynamique de construction avec de nombreuses parcelles construites en particulier sur la période 1998-2003, soit une moyenne de 56 logements par an malgré un fléchissement en 2000 et 2001. Une tendance à la baisse des logements commencés est à constater depuis 2004, avec une moyenne de 27 logements construits par an.

Les permis de construire concernent davantage l'extension ou la rénovation plutôt que la création de logements. Cependant, la commune enregistre chaque année de nombreuses demandes d'achat de parcelles pour construire (10).

	2008	2007	2006	2005	2004
Certificats d'urbanismes	4	2	7	5	7
Permis de construire	2	12	15	9	6
Dont création de logements	1	0	1	2	1

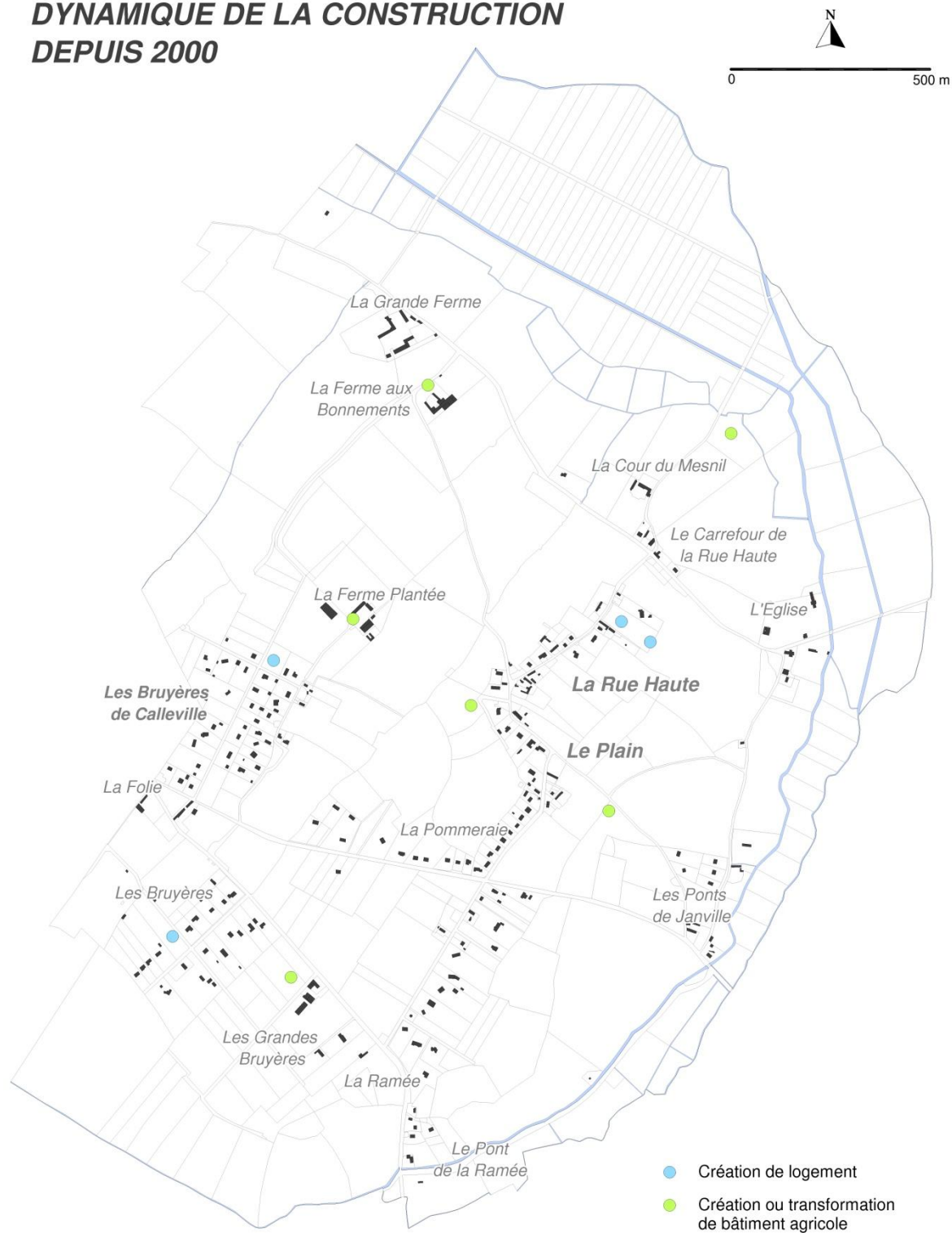
Sources : Mairie

Les constructions se font essentiellement en individuel qu'il s'agisse de Janville ou de la Communauté de Communes.

Les programmes collectifs sont quasiment inexistants, ce qui est assez caractéristique des petites communes rurales dans lesquelles les demandes s'orientent davantage sur des logements individuels.

5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

DYNAMIQUE DE LA CONSTRUCTION DEPUIS 2000



Source : Cadastre - Mairie

5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

2.3 L'offre et la demande en logements

Depuis quelques années, la structure des ménages évolue. En effet, le modèle de la famille « traditionnelle » est remis en cause avec une augmentation des familles monoparentales, des couples sans enfant ou dont les enfants ont quitté le domicile familial, ainsi qu'une part croissante de personnes âgées. Cette évolution est à mettre en parallèle avec la répartition du parc de logements selon le nombre de pièces, afin de déterminer l'adéquation ou l'inadéquation du parc avec la structure des ménages. La commune de Janville compte 69 ménages de une ou deux personnes en 1999, alors qu'elle possède majoritairement des logements de quatre pièces et plus. Le vieillissement de la population et le desserrement familial participent ainsi à la création d'un parc spécifique apparemment inadapté.

Toutefois, il n'existe pas de corrélation directe entre la taille des logements et celle des ménages.

Le besoin d'espace habitable par habitant est en constante augmentation. L'habitat en milieu rural constitue le plus souvent une offre adaptée aux nouveaux résidents à la recherche de plus grands logements.

Il existe une demande en bâtiment à rénover et à construire, de logements de plain-pied pour des personnes âgées souhaitant demeurer dans la commune le plus longtemps possible mais aussi de nouvelles familles souhaitant s'installer dans un milieu rural tout en restant à proximité des services se trouvant en particulier sur Troarn ou Caen et des infrastructures de communication.

Sur-occupation et Sous-occupation – INSEE 2008

	1 personne	2 personnes	3 personnes	4 personnes	5 personnes	6 personnes et +	TOTAL
1 pièce	0	0	0	0	0	0	0
2 pièces	2	0	1	0	0	0	3
3 pièces	6	6	1	1	0	0	14
4 pièces	3	17	3	3	1	0	27
5 pièces	2	24	5	8	3	0	42
6 pièces	10	25	14	10	5	0	64
TOTAL	23	72	24	22	9	0	300

	Nombre	Proportion des ménages
Ménages sur occupées	0	0,0%
Ménages sous occupées	116	38,7%

5 – *Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal*

Depuis une vingtaine d'années, le parc total de logements sur la commune de Janville a augmenté mais de façon modérée. La construction neuve concerne uniquement des pavillons individuels.

La commune ne peut répondre favorablement à l'accueil d'une nouvelle population, qui lui permettrait notamment d'assurer le renouvellement des générations. La tendance générale confirme un manque de logements face à la demande actuelle.

L'attrait résidentiel de la commune, située à proximité de Caen et de l'échangeur vers l'A13, continue à s'affirmer. De plus, le faible potentiel de terrains actuellement disponibles ne permet pas à Janville de répondre favorablement à l'accueil d'une nouvelle population qui lui permettrait notamment d'assurer le renouvellement des générations.

La commune révisé donc son document d'urbanisme afin répondre aux demandes en logements. L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme permettra à la commune de définir des secteurs constructibles répondant à un souci de développement harmonieux et adapté à la commune.

Il s'agit aujourd'hui d'envisager une croissance adaptée à l'échelle communale permettant d'assurer un essor contrôlé de la population tout en conservant l'identité rurale de Janville. Dans ce contexte, le bâti ancien doit être mis en valeur et les nouvelles constructions devront s'adapter au paysage environnant.

5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

3 – Activités

3.1 Emploi – population active – chômage

Située au sein de la Plaine de Caen, la commune de Cesny-aux-Vignes appartient au bassin d'emploi de Caen (situé à 24km à l'Ouest de la commune).

Les derniers indicateurs d'avril 2010 montrent que la situation de l'emploi en Basse Normandie, dans un contexte de crise, tend néanmoins à s'améliorer : progression du travail temporaire, ralentissement des pertes d'emploi et de la hausse du chômage. A noter que dans l'agglomération, de nouvelles implantations voient le jour tandis que certaines entreprises ne peuvent échapper à la fermeture.

● La population active

La commune de Janville a vu sa population active augmenter entre 1982 et 1999. Cependant, la part de la population active ayant un emploi diminue sensiblement depuis 1982 (93.6 % en 1982 contre 92.1 % en 1999). Elle diminue toujours depuis 1999 (91.1% en 2006).

Evolution de la population active
INSEE 2008

	Population active	Population active ayant un emploi	
		Nombre	%
2008	180	164	91,1%
1999	215	198	92,1%
1990	208	194	93,3%
1982	172	161	93,6%

Depuis 1999, le nombre d'actifs dans la commune a diminué alors qu'il a augmenté dans la communauté de commune et dans le département. La part des actifs occupés a également fortement diminuée (84 personnes en moins).

Evolution du taux d'activité
- INSEE 1999 et 2008

	Janville		CDC		Calvados	
	2008	1999	2008	1999	2008	1999
Ensemble des actifs	180	215	3 060	2 615	312 053	290 276
Actifs occupés	164	248	2 787	2 424	279 002	249 126
% d'actifs occupés	91,1%	115,3%	91,1%	92,7%	89,4%	85,8%

● Les professions et catégories socioprofessionnelles

Les catégories des professions intermédiaires, des ouvriers et des employés demeurent les plus représentées sur la commune avec respectivement 27%, 27% et 20% de la population active.

Le nombre d'agriculteurs s'élève à 4 individus et a diminué de moitié depuis 1999. Cette activité reste, malgré tout, prégnante sur le territoire en particulier en matière d'occupation du sol.

Parallèlement, les artisans-commerçants sont en diminution passant de 36

5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

à 24 entre 1999 et 2006. Les cadres et professions intellectuelles supérieures ont également diminué de moitié.

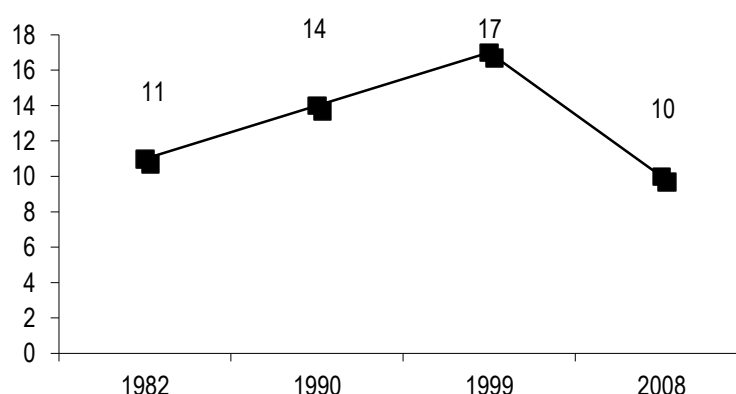
Répartition des 15-64 ans actifs selon les Catégories Socioprofessionnelles - INSEE 2008

	Janville			CDC		
	2008		1999	2008		1999
Agriculteurs exploitants	4	2%	8	42	2%	68
Artisans, Comm., Chefs entr.	24	15%	36	219	8%	200
Cadres, Prof. intel. sup.	16	10%	32	227	8%	180
Prof. intermédiaires	44	27%	56	776	28%	592
Employés	32	20%	76	822	29%	756
Ouvriers	44	27%	40	701	25%	824
TOTAL	164	100%	248	2787	100%	2620

■ Chômage

Au recensement de 1999, 17 chômeurs étaient recensés sur la commune de Janville. Ce chiffre représente 7.9 % de la population active.

Evolution du nombre de chômeurs – INSEE 2008



Taux de chômage 2008 – INSEE 2008

	Janville		CDC Entre bois et marais		Calvados	
	Nombre chômeurs	Taux chômage	Nombre chômeurs	Taux chômage	Nombre chômeurs	Taux chômage
TOTAL	10	6.1 %	244	8.8 %	34 054	12.2 %
Hommes	5	3.05 %	111	4 %	16 277	5.8 %
Femmes	5	3.05 %	132	4.7 %	17 779	6.4 %

Diminution du taux de chômage

En 2008, le taux de chômage s'élève à 6,1 %. Il est nettement inférieur à celui de la Communauté de Communes (8,8 %) et du département (12,2 %). Entre 1999 et 2008, le nombre de chômeurs a fortement diminué passant de 17 à 10.

5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

● Les revenus

Revenus imposables
moyens 2008 - DGI

	Janville	CDC	Calvados	Basse-Normandie
Revenu imposable moyen	27 100 €	23 290 €	21 407 €	20 418 €
Taux d'imposés	70%	60%	54%	51%
Nbre de foyers fiscaux	214	3 301	376 535	817 701
Nbre de foyers fiscaux imposables	150	1 991	202 848	420 084

Le niveau moyen des revenus de la population de Janville est largement supérieur aux taux enregistrés pour la Communauté de Communes Entre bois et marais, le Département et la Région.

Le niveau des ressources est à mettre en parallèle avec le taux d'activité, les professions et catégories socioprofessionnelles (surreprésentation des professions intermédiaires, des employés et des retraités) et la répartition des classes d'âge caractérisée par une forte représentation des personnes en activité.

● Les navettes domicile-travail

En 2008, 17% des actifs travaillent et résident à Janville, soit 29 personnes. Cette situation est en augmentation par rapport à 1999 où 9 % des actifs résidents travaillaient sur la commune.

La commune enregistre en effet la présence d'agriculteurs (2 % des actifs) restant sur le territoire communal. Parallèlement, 91 % des actifs travaillent dans d'autres communes du département contre 8 % hors département. Les actifs travaillent essentiellement dans le bassin d'emploi de Caen. Il est à noter que les déplacements intra et interdépartementaux sont aujourd'hui facilités par la présence d'axes de communication importants. La mobilité des actifs est un phénomène de plus en plus présent dans les communes rurales dont les habitants privilégient le cadre de vie et préfèrent allonger les temps de parcours domicile-travail. En effet, la commune de Janville se situe à 19 kms à l'Est de Caen avec un accès rapide grâce à l'A 13 et la D 675.

Lieu de résidence – lieu de travail –
INSEE 2008

	Nombre	%
Ensemble	172	100,0%
Travaillant et résident :		
Commune de résidence	29	17,0%
Autre commune du département	135	78,5%
Autre département de la région	2	1,0%
Autre région en France métropolitaine	6	3,5%
Autre (Dom, Com, étranger)	-	0,0%

5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

Le caractère rural de la commune se retrouve également dans les habitudes de déplacements des actifs, ceux-ci utilisant largement la voiture à 85.7 %. Il sera nécessaire, dans ce sens, de porter une attention particulière aux accès et possibilité de desserte des nouvelles zones constructibles.

Transport des actifs –
INSEE 2008

	%
Ensemble	100%
Pas de transport	14,3%
Marche à pied	0,0%
2 roues	0,0%
Voiture particulière	85,7%
Transport en commun	0,0%

3.2 Répartition par secteur d'activité

● L'activité agricole

La commune de Janville est caractérisée par son caractère bocager sur les reliefs, et ses emprises ouvertes sur les versants en culture et les marais en herbage.

SAU : 55 % du territoire communal

En 2006, la superficie agricole utilisée représente 55 % du territoire communal soit 246 ha sur 444 ha que compte la commune. Le recensement agricole de 2006 fait apparaître la présence de 3 sièges d'exploitations (auxquels il convient d'ajouter le centre équestre, ainsi que deux sièges extérieurs ayant des bâtiments importants sur la commune). La moitié des sièges d'exploitations ayant leur siège sur la commune ont disparu depuis 1979.

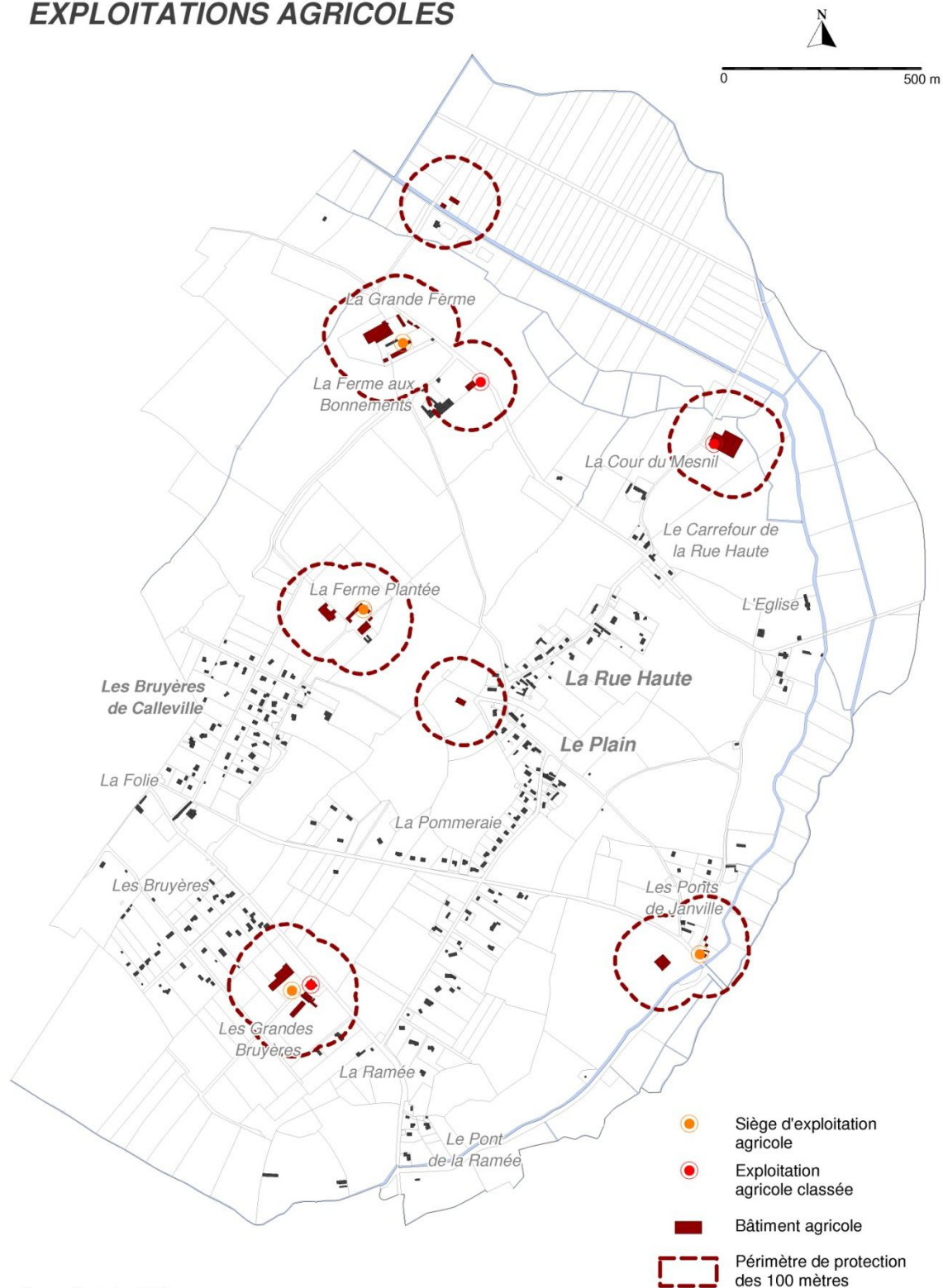
Ce déclin de l'agriculture est une tendance départementale voire nationale qui s'explique par plusieurs raisons :

- L'augmentation de la taille moyenne des exploitations et un regroupement de parcelles (71 hectares pour les exploitations communales en 2006),
- Le vieillissement de l'âge des chefs d'exploitation qui ne trouvent pas de repreneurs après leur retraite,
- La réduction du nombre d'exploitants,
- La baisse des revenus agricoles,
- Le développement de l'agriculture extensive.



5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

EXPLOITATIONS AGRICOLES



5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

A Janville, la grande majorité des exploitants sont âgés de plus de 50 ans. Un seul d'entre eux envisage la cessation de son activité à court terme. Mais à l'échelle d'une quinzaine d'années, la question se pose de savoir s'ils pourront trouver des repreneurs.

*Les exploitations agricoles de Janville
– RGA 2000 et déclarations de
surface 2008*

	1979		1988		2000		2008	
Exploitations professionnelles	6	55%	n.c.	n.c.	4	50%	n.c.	n.c.
Autres exploitations	5	45%	n.c.	n.c.	4	50%	n.c.	n.c.
TOTAL	11	100%	8	100%	8	100%	5	100%
Exploitations de 70 ha et +	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	4	50%	n.c.	n.c.

La commune de Janville, malgré une baisse sensible de l'activité agricole, demeure malgré tout une commune rurale sur laquelle l'agriculture reste prégnante. 63.3 % des terres agricoles concernent des superficies toujours en herbe. Elles couvrent 35% de la surface de la commune, essentiellement dans les marais. Les terres labourables représentent une part relativement importante du territoire (36.5 % des terres agricoles et 20% de la surface communale) et sont essentiellement utilisées pour les céréales et les cultures fourragères

*Un élevage historiquement important
dans ce secteur de marais, en recul
récent devant les cultures*



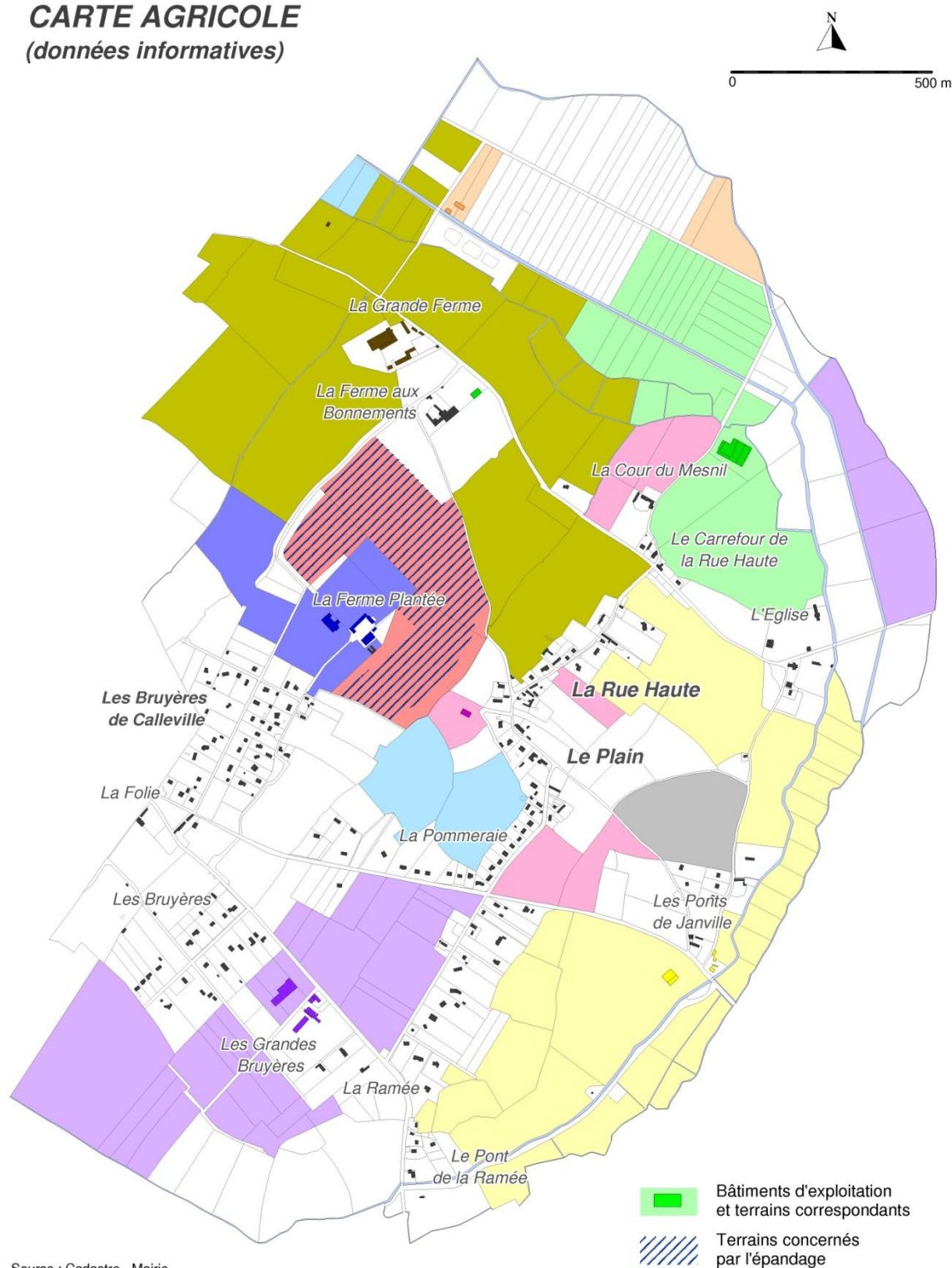
La vocation mixte, grandes cultures et élevage, s'affirme. Un rééquilibrage de l'activité des exploitations communales en faveur des cultures s'opère cependant depuis quelques années. Ainsi, si la répartition de l'occupation des terres agricoles sur la commune, décrite plus haut, a peu évolué, on constate pourtant de grands changements au regard des surfaces totales des exploitations communales, c'est-à-dire en comptant également les terres exploitées hors de la commune (345 hectares de SAU au total). Sur cette base, les herbages sont passés de 63% à 52% de la SAU entre 2000 et 2006, et les terres cultivées de 32% à 48%.

Toutefois, l'élevage demeure une activité principale sur la commune notamment en matière d'élevage bovin, bien que ce dernier soit en recul. Au total, les exploitations détiennent encore un cheptel de bovins de 286 têtes en 2006, contre 426 en 2000. L'élevage de volailles et de brebis est toujours actif, avec respectivement 105 et 377 têtes en 2000. Celui de porcins a également lieu sur la commune, avec plus de 500 porcs. Enfin, la présence d'un grand centre équestre sur la commune amène naturellement une population d'équidés, au nombre de 74 en 2000.

L'urbanisme en secteur rural doit souvent concilier les enjeux de protection du développement de l'activité agricole et de favorisation de l'accueil de nouveaux habitants. Dans ce sens, les articles L.111-1-2 et R.111-14-1 permettent d'éviter le mitage et de protéger ainsi l'activité agricole qui a besoin d'espace disponible pour pouvoir s'exercer en respectant notamment le règlement sanitaire départemental.

5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

CARTE AGRICOLE (données informatives)



5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal



Des cas de proximité entre exploitations et zones habitées à prendre en compte

Sur Janville, les exploitations, en raison de leur activité d'élevage, se situent essentiellement à proximité des marais, ce qui limite les conflits avec l'habitat. La présence de deux exploitations classées (réparties sur trois sites) mérite cependant d'être signalée. La localisation des exploitations doit être, en effet, précisée afin d'appréhender le problème des nuisances de proximité avec les zones bâties.

Ceci s'avère d'autant plus important que l'exploitation des Grandes Bruyères, située à côté du groupement habité des Bruyères, est en cours de reprise et vient de faire l'objet d'une grande extension. Son développement futur pourrait s'avérer difficile en cas de poursuite de la construction dans le secteur.

Un bâtiment agricole situé en arrière de la Mairie a été quant à lui implanté très près du front bâti. Bien qu'il n'occupe aujourd'hui qu'une fonction de stockage compatible avec l'habitat, il faudra cependant surveiller les évolutions de son usage dans l'avenir.

Il est nécessaire, dans cette optique, de préserver des distances d'éloignement entre bâtiments agricoles et habitations et de recommander de ne pas établir de zone constructible à une distance inférieure à 100 mètres des sièges d'exploitations et des stabulations. L'extension des espaces bâtis ne devra ainsi pas nuire à la protection des espaces agricoles.

De même, une attention particulière doit être portée aux zones d'épandage. Elles sont peu présentes sur la commune de Janville, se concentrant uniquement sur un petit secteur situé autour de la Ferme Plantée.

● Artisanat et commerces

La commune de Janville est essentiellement une commune résidentielle. Elle compte néanmoins une petite activité économique. Elle bénéficie de la présence du centre de formation de la société ELIS, d'une crèmerie, et de quelques artisans installés à leur domicile.

● L'accueil des entreprises

Il n'existe pas de zone industrielle sur la commune. La seule zone sur le territoire de la communauté de communes se situe à Troarn.

Il est à dénoter que l'activité économique reste fortement polarisée par Caen et quelques communes de l'agglomération. Cependant, la proximité de l'agglomération caennaise permet aux habitants de Janville d'accéder facilement aux entreprises.

5 –Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

3.3 Equipements et services

● Equipements scolaires

La commune de Janville ne possède pas d'école. Les enfants se rendent à Troarn. Le collège est également situé à Troarn, et le lycée dont dépend Janville est celui d'Hérouville-Saint-Clair.

La commune n'émet aucun souhait ni projets dans le domaine scolaire car cela relève de la compétence de la communauté de communes.

Toutefois, pour faciliter le trajet des enfants vers leur établissement scolaire, la commune de Janville dispose de deux lignes de bus. Les ramassages sont assurés par le Conseil Général.

● Services

La commune bénéficie de peu de services obligeant les habitants à effectuer des trajets pour rejoindre des commerces, des professionnels de santé, ou encore pour se rendre dans les services publics, se trouvant principalement à Troarn, voire à Caen. Il convient de noter que des services d'aides ménagères à domicile pour personnes âgées et de portage de repas sont proposés sur la commune.

● Equipements culturels et de loisirs

La commune dispose d'une salle polyvalente pouvant accueillir 100 personnes, et d'une aire de jeux et de loisirs. Il existe également sur la commune quelques associations : un comité des fêtes et des loisirs, Anaphase III qui organise des événements festifs et l'A.D.M.R qui vient en aide aux personnes âgées.

Les principaux équipements sont localisés à Troarn et à Caen.



● Transports collectifs

La commune n'est pas desservie par les transports collectifs. Toutefois, une ligne de bus verts passe par Troarn et Saint Samson. La commune bénéficie en revanche du service de transport à la demande du Conseil Général (taxibus).

● Equipements touristiques

La commune possède quelques équipements et infrastructures touristiques : des chemins de randonnées et un centre équestre qui offre de nombreux circuits de promenade et qui propose des cours, des stages, des classes vertes ainsi que des concours et des compétitions.

On peut également pratiquer la pêche dans des étangs privés situés au Nord de la commune.

Il s'agit par conséquent d'un tourisme vert reposant sur des circuits de randonnées pédestres et équestres. En matière d'accueil, la commune dispose de la présence de 3 gîtes ruraux, d'une chambre d'hôtes et d'un camping à la ferme.



5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

4 – Prévisions de développement - Logement

Trois hypothèses de développement

Rappelons au préalable que, selon des analyses prospectives de l'Insee, la région bas-normande devrait connaître une croissance démographique de 3%. Le bassin d'emploi de Caen demeure attractif du point de vue résidentiel.

Afin d'évaluer le besoin en production de logement, trois estimations d'évolution de la population et du nombre de logements ont été réalisées.

La première hypothèse, dite hypothèse modérée, table sur le maintien de la population communale actuelle. Il s'agirait de prévoir un nombre de logements suffisants pour compenser ces départs liés au vieillissement de la population par l'installation de nouvelles familles, et donc de tenir compte uniquement du desserrement de la population.

Une hypothèse dite médiane s'appuie sur l'évolution de la population communale observée depuis le début des années 80. Entre 1982 et 2008, la démographie de la commune a ainsi progressé au rythme moyen de +0,4% par an. Cette hypothèse a le mérite de s'appuyer sur une tendance longue représentative des changements intervenus sur la commune depuis une vingtaine d'années, en considérant comme exceptionnelle la très forte vague d'installations des années 70 et 80.

Enfin, une hypothèse dite haute a été réalisée sur la base de la dynamique démographique observée sur la communauté de communes ces dernières années. Ce scénario table donc sur le maintien de cette tendance et se base donc sur le taux de croissance annuel observé entre 1999 et 2006 (+ 1,6 %) sur l'intercommunalité.

Les hypothèses utilisent comme mode de calcul le nombre de personnes par résidences principales recensées par l'INSEE, en sachant qu'il était de 2,5 personnes lors du recensement de 2008.

Le desserrement des ménages est une réalité observée au niveau national et dont il est nécessaire de tenir compte dans les évolutions. Le nombre de personnes par ménage est en baisse depuis 1990. Celui-ci est par ailleurs déterminé à 2,5 pour le département du Calvados. Au regard du vieillissement de la population qui va se poursuivre, du départ des classes d'âge jeunes mais également de l'arrivée de nouvelles familles dont la composition s'apparente souvent à une moyenne de trois, il peut être estimé que le taux d'occupants par logement devrait diminuer. Pour les hypothèses, il sera donc retenu un taux moyen de 2.35 personnes par ménage.

Ce desserrement des ménages implique nécessairement un nombre minimum de logements supplémentaires pour un même nombre d'habitants.

Ainsi pour une population de 372 personnes en 2008 à raison de 2,5 personnes par logement, le nombre de ménages est de 150. A l'horizon 2022, pour une population identique, le nombre de ménages à raison de 2.35 personnes par ménage passera à 155, soit une nécessité de 8 logements supplémentaires arrondi à 10.

5 – Diagnostic socio-économique et aménagement du territoire communal

Enfin, le parc immobilier ancien étant réduit sur la commune, les possibilités de réhabilitations et de rénovations sont peu élevées. L'accueil et le maintien des populations devra donc se faire essentiellement sur de la construction neuve.

● Hypothèse modérée

- Prenant comme base 2,35 personnes par logement
- Sur la base de 150 résidences principales et de 372 habitants en 2008
- Dans l'objectif d'un maintien de la population existante
- Sur la base de l'évaluation du desserrement de la population

Il peut être estimé un besoin d'une dizaine logements à créer pour accueillir de nouvelles familles en complément des départs et s'adapter au vieillissement de la population communale.

● Hypothèse médiane

- Prenant comme base 2,35 personnes par logement
- Sur la base de 150 résidences principales et de 372 habitants en 2008
- Dans le cadre d'une évolution démographique observée sur le long terme depuis le début des années 80, soit un taux de variation annuel de +0,4%

Dans le cadre de cette hypothèse, la population en 2022 serait de près de 395 habitants, soit une vingtaine d'habitants supplémentaires. Ceci nécessiterait une dizaine de logements supplémentaires, plus une dizaine pour tenir compte du desserrement de la population existante.

● Hypothèse haute

- Prenant comme base 2,35 personnes par logement
- Sur la base de 153 résidences principales et de 372 habitants en 2008
- Dans le but de redynamiser fortement la démographie communale
- Sur la base du taux de croissance annuel observé sur la communauté de communes entre 1999 et 2008, soit 1,6%

Il s'agirait donc de permettre à Janville de s'insérer dans la forte dynamique démographique constatée sur la communauté de communes Entre Bois et Marais. Tenant compte de ces différents paramètres, la population en 2022 serait donc de 460 habitants, soit 90 habitants supplémentaires ce qui correspond à 40 logements supplémentaires, plus une dizaine de logements pour compenser le desserrement de la population.

Hypothèse n°1

Maintien de la population en place

Logements neufs : 10

soit 1 logement neuf par an

Total en 2022 : environ 370 habitants

Hypothèse n°2

Augmentation de la population : 20

Logements neufs : 20

soit environ 2 logements neufs par an

Total en 2022 : environ 395 habitants

Hypothèse n°3

Augmentation de la population : 90

Logements neufs : 50

soit environ 5 logements neufs par an

Total en 2022 : environ 460 habitants

LES CHOIX D'AMENAGEMENTS

LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus

1. Rappel des atouts et faiblesses de la commune

Le diagnostic socio-démographique et l'analyse de l'état initial de l'environnement ont permis de dégager les caractéristiques de la commune. C'est à partir de ce constat que les choix d'aménagement pour les dix prochaines années ont été définis.

<i>Points forts</i>	<i>Points faibles</i>
PAYSAGE ET MILIEUX NATURELS	
Des paysages naturels et agricoles préservés	
<ul style="list-style-type: none"> - Un paysage naturel et agricole préservé - Un élément identifiable à faire découvrir et à préserver : les marais 	<ul style="list-style-type: none"> - Un paysage aux différences de relief marquées créant des covisibilités sensibles
Des espaces sensibles	
<ul style="list-style-type: none"> - Une structure bocagère et boisée encore préservée - Un secteur de grande richesse naturelle : les marais 	<ul style="list-style-type: none"> - Des risques de remontée de nappe et d'inondation par débordement de la Muance et des canaux - Des risques de mouvements de terrains sur les pentes les plus fortes au Sud.
URBANISATION	
Tissu urbain	
<ul style="list-style-type: none"> - Un patrimoine architectural de qualité - Une structure urbaine et paysagère historique préservée aux abords de l'église 	<ul style="list-style-type: none"> - Une urbanisation récente pavillonnaire consommatrice d'espaces et prolongée le long des routes
Parc de logements	
<ul style="list-style-type: none"> - Un parc de logements en constante progression, - Un faible taux de vacance, - Des logements de grande taille, - Une demande importante en logements. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une mauvaise adaptation des logements à la taille des ménages, - Un manque de diversité dans l'offre de logements - Une demande en terrains à construire non satisfaite - Une urbanisation récente parfois mal intégrée
Structure des voies et réseaux	
<ul style="list-style-type: none"> - Desserte du territoire par trois départementales principales et proximité de l'autoroute A13 - Une sécurisation du carrefour RD 37/ RD 231 - Présence d'itinéraires piétons et cyclables - Un schéma d'assainissement intercommunal en cours de réalisation - un projet de desserte en assainissement collectif de la Rue Haute et de la Rue du Château d'eau - Une desserte en eau et en défense incendie globalement satisfaisantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Traversée du territoire par les RD 37, 78 et 231 voies principales supportant un trafic automobile important - Mauvaise sécurité des carrefours entre ces départementales et les voies résidentielles - Manque de cheminements doux sécurisés entre les différentes zones habitées de la commune - Difficultés d'installation et de fonctionnement pour les assainissements autonomes - Des captages à protéger

6 –Enjeux et choix d'aménagement retenus

Economie	
<ul style="list-style-type: none"> - Une activité agricole encore dynamique - Quelques artisans et entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> - Une activité économique globalement limitée et peu génératrice d'emplois
Equipements et services publics	
<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'équipements collectifs et sportifs adaptés à l'échelle communale - Proximité de centres urbains pour les services et commerces (Troarn, Argences, Caen) 	<ul style="list-style-type: none"> - L'absence de commerces de proximité

2. Les choix d'aménagement de la commune

Au regard du diagnostic et de l'état initial de l'environnement analysant les caractéristiques et les évolutions passées et envisageables de la commune, la municipalité a souhaité définir un projet d'aménagement visant un développement urbain de qualité en offrant de nouvelles possibilités d'accueil tout en préservant le cadre de vie de la commune.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, dans ce cadre, vise également à répondre aux grands principes énoncés par l'article L121-1 du Code de l'Urbanisme notamment :

- L'équilibre entre le renouvellement urbain et la préservation des espaces naturels par la préservation des sites remarquables et l'évolution du tissu urbain en cohérence avec sa morphologie originelle
- La diversité des fonctions et la mixité sociale par l'affirmation de ces principes dans l'ensemble des quartiers, le souhait de proposer des logements adaptés aux besoins au sein du tissu existant et dans les nouvelles zones à urbaniser, le renforcement du tissu économique dans un objectif d'équilibre entre habitat et emploi.
- La gestion économe de l'espace par la limitation des extensions urbaines, l'évolution du tissu bâti existant et sa densification dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain.

Dans ce cadre, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable s'organise autour de trois axes de réflexion :

- Assurer le renouvellement de la population en maîtrisant le développement urbain
- Proposer un cadre de vie de qualité
- Préserver les espaces naturels et agricoles

6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus

2.1 Assurer le renouvellement de la population en maîtrisant le développement urbain

● Permettre l'accueil d'une nouvelle population

Dans un environnement à forte empreinte agricole et sensible sur les plans naturels et paysagers, l'enjeu aujourd'hui pour la commune est de trouver un équilibre entre une croissance modérée, assurant le renouvellement de sa population et le maintien de ses équipements, et la préservation d'une image rurale qui caractérise son territoire.

Dans ce cadre, elle s'est fixé un objectif d'une nouvelle offre d'une vingtaine de logements concentrés sur les secteurs de la rue Haute, du Plain et de la rue du Château d'eau.

Pour réaliser cet objectif tout en limitant sa consommation d'espaces agricoles, la commune s'inscrit dans les objectifs du SCOT et envisage une urbanisation répondant à une surface totale avoisinant 2,8 hectares.

● Adapter les équipements, les réseaux et l'assainissement

L'offre en équipements participe au cadre de vie et à l'animation de la commune. La municipalité souhaite ainsi améliorer les différentes infrastructures communales et favoriser leur regroupement autour du pôle central de la mairie. Afin de compléter l'offre existante, la création d'une maison des associations ainsi que l'extension du cimetière communal sont projetées.

L'accueil d'une nouvelle population exige également une évolution des réseaux, et plus particulièrement la prise en compte des contraintes d'assainissement qui pèsent sur le territoire. Pour se faire, la commune s'est investie dans la réalisation du zonage d'assainissement intercommunal. La réalisation d'un assainissement collectif est ainsi envisagée rue Haute et rue du Château d'eau. Pour profiter et rentabiliser ce futur équipement, la commune a concentré les secteurs de développement de l'habitat dans les futures zones desservies par le réseau collectif. Le développement des secteurs urbanisés et à urbaniser sera parallèlement limité dans l'attente de la réalisation de cet équipement majeur.

2.2 Proposer un cadre de vie de qualité

● Améliorer la desserte du territoire

Si la municipalité souhaite accueillir une nouvelle population, elle demeure d'autant plus attentive à la préservation et l'amélioration de son cadre de vie. Celui-ci est largement influencé par les conditions de déplacement. Dans une commune rurale où l'automobile tient une place prépondérante, une attention particulière doit être portée sur la sécurisation et la valorisation de la traversée des rues Haute et du Château d'eau en y favorisant un partage de la voirie. Une meilleure gestion des stationnements contribuera à redonner sa réelle fonction à la voirie en sécurisant de ce fait les déplacements.

Une démarche de sécurisation des axes de déplacement et des principaux carrefours sera parallèlement poursuivie. Sous l'égide du Conseil Général, le déplacement du carrefour RD 37/RD 231 améliorera la sécurité

6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus

sur les deux axes, tout en offrant l'opportunité de réaliser un accès dédié et protégé pour le secteur des Bruyères de Calleville. La commune poursuivra son action de réorganisation des déplacements en menant une politique d'acquisition foncière pour aménager les principaux carrefours et mettre en impasse la rue du Château d'eau.

Enfin une politique de développement et d'amélioration des liaisons piétonnes sera menée pour créer des cheminements entre rue Haute et les Bruyères de Calleville, ainsi que réaliser un bouclage de chemins entre les Bruyères de Calleville et la Ramée. Le travail sur les liaisons cyclables sera également favorisé en coordination avec les projets du Conseil Général.

● Préserver l'identité paysagère et bâtie

Le cadre de vie de la commune émane également de la qualité architecturale de son bâti ancien. L'objectif est de préserver ce patrimoine en encadrant notamment son évolution et de préserver les éléments bâtis les plus remarquables du territoire. Une attention particulière sera à porter également sur l'intégration des nouvelles constructions dans le paysage naturel et bâti existant, ainsi que sur la valorisation des principales entrées de bourgs et espaces publics.

2.3 Préserver les espaces naturels et agricoles

● Protéger les espaces naturels

Certains périmètres remarquables par la qualité de leur environnement et leurs paysages doivent faire l'objet d'une attention particulière dans le document réglementaire du Plan Local d'Urbanisme.

Entre espaces naturels et activité agricole, la commune se doit de trouver un juste équilibre afin de préserver la pérennité de ces espaces. Le réseau de haies et de boisements qui caractérisent le territoire et les abords des zones bâties est un des éléments essentiels de la composition du paysage. Outre sa valeur paysagère et son rôle hydraulique, il est garant d'une biodiversité essentielle.

● Pérenniser l'activité agricole

La richesse de la commune émane également de son potentiel agricole. Dans un contexte où la consommation massive des espaces notamment à proximité des agglomérations durant de nombreuses années a fragilisé cette activité, il convient aujourd'hui de préserver les terres les plus riches et d'empêcher l'urbanisation à proximité des exploitations en activité.

● Intégrer la gestion des eaux et des risques

La protection des secteurs de marais est fondamentale à la fois pour préserver la richesse naturelle de ces zones humides, et pour préserver la pérennité de la ressource en eau, en garantissant en particulier la protection des captages du Canal Oursin.

La prise en compte des zones sensibles s'appuie également sur la gestion du risque. Il conviendra dans ce sens d'éviter toute nouvelle urbanisation dans les secteurs avérés autrement dit à proximité des marais pour le risque inondable, et sur les pentes les plus prononcées au Sud.

6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus

3. La définition du zonage et du règlement

Le zonage et le règlement constituent la traduction du projet urbain de la commune, défini dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

La définition du zonage répond aux objectifs de la commune d'assurer son développement urbain dans le respect de son patrimoine et de son cadre de vie. Ce projet doit se réaliser en cohérence avec les dispositions du SCOT Caen Métropole.

● Les zones urbaines U

Compte tenu de la configuration de la commune, trois zones urbaines ont été définies sur le territoire. La première caractérise le principal secteur d'urbanisation qui s'étend depuis la rue Haute jusqu'à celle du Château d'eau, dans laquelle habitat et services de proximité doivent pouvoir s'implanter. La zone U caractérise également les deux groupements des Bruyères et des Bruyères de Calleville. L'habitat y est largement majoritaire.

L'objectif est de préserver l'identité du tissu urbain existant, dominé par une configuration pavillonnaire réalisée des années 60 à nos jours. Les densités restent de ce fait peu élevées sur la commune et le bâti est le plus souvent implanté en milieu de parcelle. Il existe toutefois quelques constructions anciennes de conception traditionnelles concentrées essentiellement dans le secteur de la rue Haute et du Plain, et le règlement a aussi pour objectif de leur permettre d'évoluer dans le respect de leurs caractéristiques d'origine.



6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus

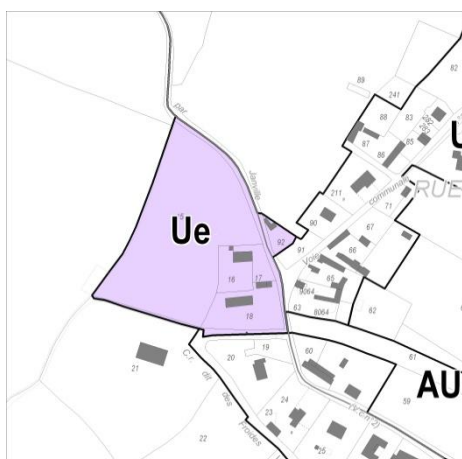
Dans un objectif d'harmonisation par rapport aux morphologies existantes et de conservation du caractère traditionnel des quelques constructions anciennes, certaines dispositions du POS ont été reprises, notamment :

- En posant des implantations soit à l'alignement des constructions existantes, soit à 10 mètres des voies et emprises publiques.
- En limitant les hauteurs à 9 mètres au faitage avec des toitures symétriques
- En visant à respecter le caractère initial des bâtiments existants, ainsi qu'une simplicité de volume et d'aspect pour les nouvelles constructions

La commune a également souhaité quelques assouplissements de la réglementation par rapport au POS pour viser également un objectif de développement durable :

- Par une légère augmentation des possibilités de densification et d'évolution du bâti existant en imposant un COS de 0,15 en remplacement du COS de 0,1, et en ne fixant pas d'emprise au sol maximum,
- en encourageant les dispositifs d'économie d'énergie et l'utilisation de matériaux durables en laissant des libertés architecturales plus importantes lorsqu'elles visent cet objectif
- en encadrant davantage l'intégration des constructions à leur environnement par une recherche d'harmonie et de travail sur les clôtures plutôt qu'un aspect uniforme des constructions.

Les possibilités d'augmenter la constructibilité des terrains seront réelles considérant la taille moyenne importante des parcelles et l'existence d'une dent creuse d'une surface approximative de 0,2 ha rue Haute.



Le classement **Ue** caractérise le pôle équipement de la commune. Il regroupe la mairie, la salle polyvalente et son aire de stationnement, le plateau de jeu et de sports et le site de la future maison des associations, qui sera réalisée dans un bâtiment existant. Cette identification vise à permettre l'évolution qualitative de ces équipements. Deux emplacements réservés définis dans la continuité de la zone doivent permettre à terme d'envisager le réaménagement du carrefour face à la mairie, et l'aménagement des abords de la future maison des associations. Une partie des terrains à l'arrière de la mairie et de la salle polyvalente sont encore non aménagés. Ils sont cependant situés en fond de vallon avec des pentes localement importantes, ce qui limite leurs possibilités d'évolutions.

Notons enfin que le règlement de la zone U intègre les enjeux liés à l'assainissement des eaux usées, en soumettant les constructions à une obligation de raccordement au réseau collectif (en projet). Dans la pratique, aucune construction ne sera donc envisageable tant que le réseau collectif ne sera pas réalisé.

6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus

● Les zones à urbaniser AU

La définition des surfaces à urbaniser a été réalisée de façon à permettre l'accueil de familles supplémentaires en adéquation avec les prévisions et souhaits de développement de la commune d'une vingtaine de logements. Trois secteurs AU urbanisables sur le long terme ont ainsi été définis au niveau de la rue du Château d'eau, du Plain et de la rue Haute. La délimitation des zones a également pris en compte les prescriptions du SCOT concernant les potentiels maximum urbanisables sur 20 ans.



Outre la possibilité de réalisation d'environ 20 logements, le choix des zones à urbaniser s'est réalisé de façon à :

- Limiter la consommation d'espace en demeurant dans l'enveloppe maximale urbanisable prescrite par le SCOT Caen Métropole, qui s'élève à 4,15 ha (soit 166 logements recensés par l'INSEE au 1^{er} janvier 2011 x 0.025). L'ensemble des terrains placés en AU totalisent ainsi une surface approximative de 2,6 ha potentiellement constructibles sur la dizaine d'années à venir

6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus

- Privilégier le raccordement au réseau d'assainissement collectif projeté. Les secteurs AU sont ainsi implantés le long du tracé du réseau en projet afin de permettre un raccordement et une urbanisation immédiate dès sa réalisation.
- En harmonisant les implantations avec le tissu urbain existant, en imposant un recul de 10 mètres par rapport aux voies et emprises publiques

Les zones AU caractérisent donc des terrains à urbaniser sur le long terme, une fois la desserte par un réseau collectif d'assainissement réalisé. Si ces zones feront l'objet d'études ultérieures pour leur aménagement, des principes essentiels seront à traiter. Ils ont fait l'objet d'orientations d'aménagement :

- Préserver les accès aux parcelles agricoles et les possibilités d'extensions ultérieures
- Une bonne gestion des déplacements et des stationnements avec une veille sur les cheminements doux entre zone d'habitat et équipements, un partage de la voirie et la mise en place de stationnements publics
- Un cadre de vie de qualité avec un environnement paysager préservé et un traitement particulier des franges urbaines
- Une bonne gestion des eaux pluviales
- L'aménagement du carrefour entre la VC n°2 et la VC n°3, afin de valoriser ce croisement voué à jouer un rôle d'entrée de bourg et d'espace public

● Les zones naturelles

Les zones N caractérisent les espaces naturels de la commune et/ou zones à protéger en raison de la qualité du site, des milieux naturels, des paysages. De façon générale, seules y sont autorisées la réhabilitation et le changement de destination des constructions, généralement représentatives du patrimoine bâti ancien traditionnel, ainsi que l'extension mesurée des constructions existantes.

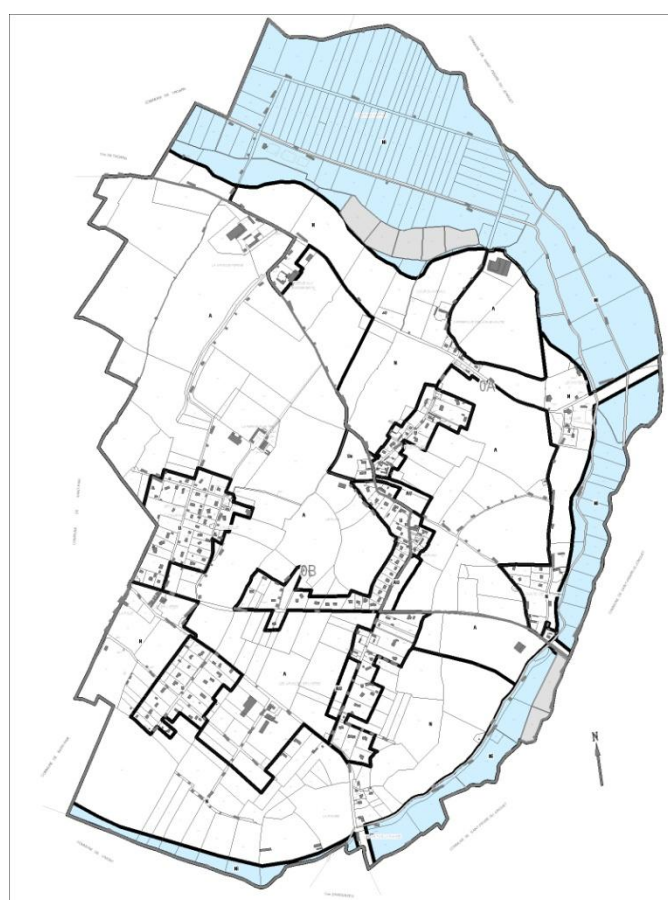
Elles qualifient d'une part, les secteurs de marais et leurs abords, souvent marqués par la présence de terrains humides et d'autre part, les pentes fortes du Sud de la commune, soumises au risque de mouvement de terrains et marquées par la présence des périmètres de protection des captages du Canal Oursin. Le vallon qui remonte depuis les marais jusqu'à la mairie a également été identifié en zone N au titre de sa nature humide et de sa valeur paysagère.

Le secteur **Ni** qualifie les zones inondables des marais.

6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus



Zone N



Secteur Ni

● Les zones agricoles

La **zone A** est l'expression de la prise en compte de cette activité importante sur la commune. Elle concerne 178.3 ha soit près de 40% du territoire communal. Elle a pour vocation de maintenir et permettre le développement des exploitations en empêchant toute urbanisation qui ne serait pas liée à l'activité agricole.

En termes règlementaires, une souplesse a été laissée pour la construction des bâtiments agricoles notamment en termes de hauteur à partir du moment où ils s'intègrent dans le paysage environnant.

Plusieurs agriculteurs sont concernés : trois exploitations agricoles présentes sur la commune, un centre équestre et deux exploitations extérieures possédant des bâtiments importants sur la commune. Tous les bâtiments agricoles signalés et encore en activité ont été classés en zone A, afin d'identifier ces activités particulières sur la commune et leur permettre des constructions adaptées.

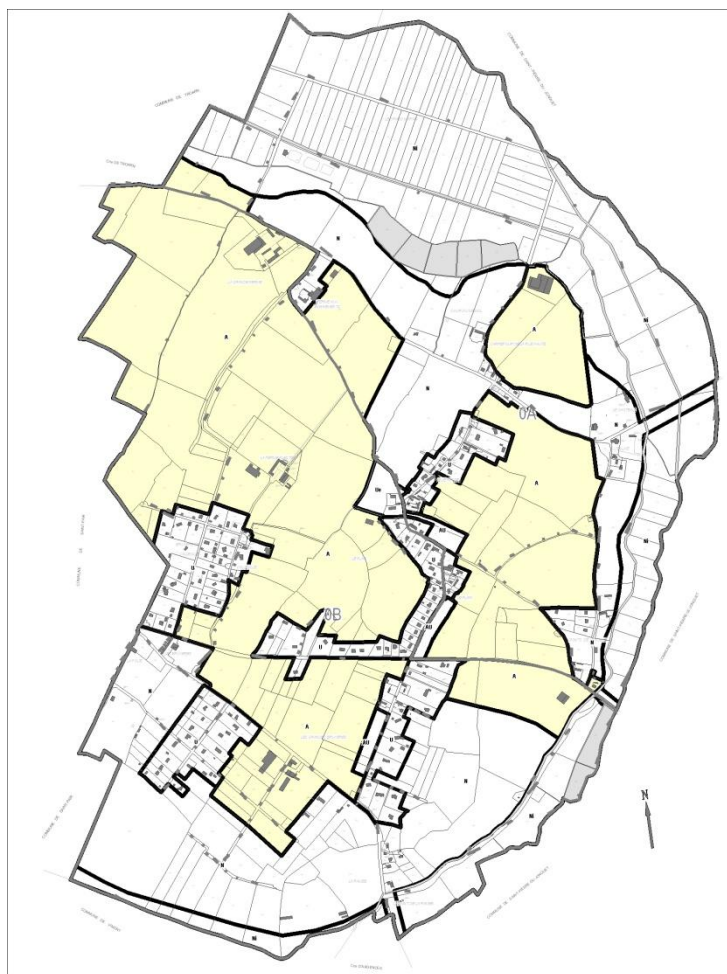
Certains terrains occupés par des bâtiments agricoles et situés dans les périmètres rapprochés et éloignés de protection des captages ont également été placés en zone A. En effet, si l'arrêté préfectoral

6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus

réglementant ces périmètres restreint les constructions liées aux exploitations, il n'interdit toutefois pas tous les bâtiments agricoles, en particulier s'ils sont liés à une activité existante.

Le zonage retenu permettra ainsi une certaine évolution aux exploitations concernées, dans les limites fixées par l'arrêté préfectoral, tout en maintenant un règlement simplifié.

Les périmètres de protection des captages ont par ailleurs été portés au règlement graphique, dans un souci de clarté.



Apparaissent également sur le document graphique :

● les éléments boisés classés ou identifiés au titre de la Loi Paysage
Afin d'assurer leur maintien, la quasi-totalité des boisements présents sur le territoire communal ont été classés. Ceci représente près 6,9 hectares d'Espaces Boisés Classés.

Les principaux linéaires de haies ont par ailleurs été identifiés au titre de la Loi Paysage, afin d'assurer leur sauvegarde. Au total, près de 26 km de linéaires de haies sont concernés.

6 – Enjeux et choix d'aménagement retenus

Plusieurs éléments surfaciques d'importance ont également été identifiés au titre de la Loi Paysage afin d'assurer leur préservation :

- Deux vergers situés dans le secteur de la Grande Ferme et un verger situé au bas du Carrefour de la rue Haute
- Le parc du château, pour sa valeur paysagère
- Un petit boisement situé sur une parcelle occupée par un logement, rue du Château d'eau. Son identification au titre de Loi Paysage semble en effet plus adaptée qu'un classement sur une parcelle habitée.
- La mare de la croix de Janville

● Le patrimoine bâti protégé au titre de la Loi Paysage

Dans ce cadre, la municipalité a souhaité viser son patrimoine historique puisque la Mairie et l'Eglise et le bâtiment de la future maison des associations sont protégés à ce titre. Ont ainsi été identifiés des bâtis présentant des caractéristiques architecturales remarquables : le château, l'ensemble des bâtiments anciens la Grande Ferme ainsi que la maison de maître située au carrefour de la Rue Haute.

Plusieurs éléments de petit patrimoine ont également fait l'objet d'une identification : 5 puits, le lavoir du Pont de Janville, le monument aux morts de l'Eglise ainsi que le calvaire de la Croix de Janville.

Signalons enfin que les linéaires de murs anciens encadrant la Grande Ferme et l'Eglise ont aussi été identifiés au titre de la Loi Paysage.

● Les emplacements réservés

Afin d'améliorer la sécurité des déplacements sur la commune, plusieurs réserves ont été posées afin d'aménager un certain nombre de carrefours entre les réseaux communaux et départementaux.

Plusieurs réserves ont aussi été posées par la commune pour créer ou rouvrir des liaisons piétonnes, ainsi que pour aménager les abords de chemins existants.

Font également l'objet d'une réserve :

- La partie inférieure de la rue du château d'eau, afin de réaliser une aire de retournement rendue nécessaire par sa mise en impasse et assurer des aménagements communaux annexes.
- Les terrains situés derrière le cimetière, pour assurer son extension et l'aménagement de ses abords.
- Une bande de 10 mètres au Nord du bâtiment destiné à accueillir la maison des associations, afin d'aménager ses abords en profitant de la vue exceptionnelle du site.
- Une emprise au niveau du carrefour de la mairie, pour aménager le croisement

Enfin, le Conseil Général a fait la demande d'une réserve de 4088 m² pour l'élargissement de la RD 37 et l'aménagement de son carrefour avec la RD 37a.

6 –Enjeux et choix d'aménagement retenus

● Les périmètres de protection du captage :

Deux captages pour l'alimentation en eau potable sont présents sur la commune au niveau du Canal Oursin. A l'intérieur des périmètres de protection de ce captage, les prescriptions de la DUP annexée au PLU (annexes 5.1: servitudes d'utilité publique) s'imposent.

Récapitulatif du zonage

ZONE U	U	36,5 ha	38,3 ha
	Ue	1,8 ha	
ZONE AU	AU	2,8 ha	2,8 ha
ZONE N	N	111,3 ha	224,6 ha
	Ni	113,3 ha	
ZONE A	A	178,3 ha	178,3 ha

4. Compatibilité des orientations du PLU avec le SCOT Caen Métropole

Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Janville s'inscrit dans plusieurs grands objectifs du DOG du Schéma de Cohérence Territoriale :

- Les orientations générales de l'organisation de l'espace et la restructuration des espaces urbanisés
- Les espaces et sites naturels ou urbains à protéger
- Les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels et agricoles ou forestiers
- Les objectifs relatifs aux activités économiques
- La protection des paysages, la mise en valeur des entrées de ville
- La prévention des risques

A ce titre le PLU met notamment en avant les principes suivants :

- Les activités économiques. La commune de Janville ne prévoit pas de zone à urbaniser pour des activités et projette de développer les liaisons douces en lien avec les grands itinéraires qui la traverse, ce qui est de nature à améliorer l'activité touristique.
- La prise en compte de la gestion économe des sols avec 2,6 ha à urbaniser dans les zones AU, en conformité avec l'enveloppe de 4,15 ha allouée pour 20 ans. A noter qu'aucune des zones AU ne dépasse la superficie de 1 ha.
- Le développement équilibré du territoire avec des objectifs résidentiels, économiques et agricoles.
- La sécurisation et l'aménagement des voies pour faire face au développement de l'urbanisation,
- La protection de l'activité et des terres agricoles, notamment par le maintien des accès aux terres dans l'aménagement des zones AU et par la préservation de secteurs de développement pour les corps d'exploitation

6 –Enjeux et choix d'aménagement retenus

- La protection des paysages bâtis et naturels et la mise en valeur des entrées de villes (aménagement des carrefours)
- La prise en compte des risques d'inondation, de remontées de nappe et de mouvements de terrains
- L'intégration des nouvelles constructions dans le paysage urbain et naturel par un traitement attentif des franges urbaines.
- Le respect des continuités écologiques et la préservation des espaces naturels. Janville est concernée par la trame verte identifiée par le SCOT, la commune respecte applicables en milieu urbain notamment :
 - Le respect de la sensibilité du site et la protection des éléments de biodiversité ordinaire (secteurs humides et ensemble de marais identifiés comme « cœurs de nature », préservation des grandes continuités de haies et de boisements des reliefs)
 - La protection d'une structure verte à l'intérieur des espaces urbanisés en soignant les contacts entre projets urbains et espaces naturels (frange urbaine, protection des boisements et des vergers)
 - La protection des eaux et la maîtrise des ruissellements, par la sauvegarde des haies en rupture de pente et la préservation des périmètres de protection rapprochée des captages (dans le respect de l'arrêté de DUP)

7 – Incidences du PLU sur l'environnement

Incidences du PLU sur l'environnement et moyens mis en œuvre pour sa protection et sa mise en valeur

1. Les espaces naturels et agricoles

● Zones sensibles et mesures de protection

La mise en valeur et la protection de l'environnement sur Janville se traduit tant par la veille de l'intégrité des grands espaces naturels et zones sensibles situés sur le territoire communal mais aussi la préservation de ses trames continuités écologiques. Ainsi, cela se traduit par la classification en zone Naturelle N de tous les secteurs humides des marais ainsi que les versants pentus qui les bordent. Leur caractère inondable sur certains secteurs a été identifié par une protection supplémentaire Ni.

Les ensembles de végétation représentés par les boisements sur les reliefs, la ripisylve le long du cours d'eau et les grand linéaires de haies bocagères aux rôles biologiques et hydrauliques certains ont fait l'objet de protections renforcées (EBC et identification au titre de la Loi Paysage). Au-delà de ces éléments, une attention particulière a été portée aux franges urbaines avec le maintien des haies existantes et leur classement au titre de la loi Paysage. Des haies ont ainsi été préservées aux abords de l'ensemble des grands secteurs d'habitat, permettant ainsi de préserver un cadre de vie de qualité.

La mise en valeur de ces espaces a fait l'objet d'une attention particulière en les préservant de toute nouvelle construction mais également en protégeant certains cônes de vue notamment depuis le bourg (zone N pour le vallon situé en contrebas de la mairie).

Les zones sensibles ont également été traitées réglementairement en limitant les possibilités de constructions dans les secteurs à risque de remontée de nappe et de débordement.

Les espaces agricoles du territoire communal ont été protégés par un classement spécifique représentant 40% de la commune. Les exploitations ont été identifiées de façon à leur permettre un développement. Les nouvelles zones proposées à l'urbanisation ne détériorent pas les unités agricoles en place et prévoient le maintien des accès aux terres agricoles.

● Limitation de la consommation d'espaces

La commune a réduit sa consommation d'espace par rapport aux périodes précédentes et maintenu les extensions dans l'enveloppe allouée par le SCOT.

Un travail sur l'aménagement des zones à urbaniser a par ailleurs été réalisé via les orientations d'aménagement.

7 – Incidences du PLU sur l'environnement

2. Le patrimoine bâti et culturel

● La préservation du patrimoine existant

La commune a toujours souhaité préserver et mettre en valeur son patrimoine tant naturel qu'urbain (historique ou bâti). Le maintien de la qualité du cadre de vie est une orientation forte du projet communal qui se réfère à cette notion d'équilibre et de préservation des espaces.

La commune observe sur son territoire la présence d'éléments bâtis historique dont l'église constitue le cœur. Afin de préciser les secteurs de préservation prioritaires, un travail a été mené avec l'architecte des bâtiments de France de façon à définir un périmètre de protection adapté autour de celle-ci. Afin d'assurer l'environnement paysager et l'ambiance végétale de ce secteur, la commune a préservé certaines zones inconstructibles et a proposé une réglementation adaptée (secteur UB).

La protection du cadre de vie passe notamment par la prise en compte d'éléments de paysage plus ordinaires, mais qui participent néanmoins à l'identité et au caractère de la commune. Pour cette raison, une réglementation particulière permet d'encadrer l'évolution du bâti ancien là où il est le plus représenté, c'est-à-dire dans les écarts placés en zone N. Par ailleurs, plusieurs bâtiments remarquables et éléments de petit patrimoine méritant une attention particulière ont été identifiés au titre de la Loi Paysage.

● Vers une urbanisation plus respectueuse de son environnement

La prise en compte de l'environnement se traduit également par une recherche systématique d'intégration du bâti dans son environnement qu'il s'agisse d'un traitement paysager avec une attention sur les franges urbaines et l'aspect des constructions mais également en terme de respect et de gestion du site avec le développement de l'utilisation des énergies renouvelables.

3. Les ressources en eau, les risques et la gestion des eaux usées et pluviales

Les nouvelles zones à urbaniser feront l'objet d'un traitement important par la réalisation de dispositifs appropriés en favorisant les processus paysagers (noues paysagères et/ou fossés). Dans tous les cas, les infiltrations à la parcelle seront privilégiées. Les zones les plus sensibles sont préservées inconstructibles.

Une attention particulière a été portée à la préservation des haies, qui jouent un rôle important dans l'épuration des eaux et la maîtrise des ruissellements.

Le réseau de collecte en matière d'assainissement des eaux usées est quant à lui en projet. L'ensemble de l'urbanisation des principales zones habitées a été conditionnée à sa réalisation pour assurer un traitement adéquat des eaux usées.

Enfin, les périmètres de protection des captages ont été préservés de toutes constructions nouvelles, hormis celles autorisées par l'arrêté préfectoral.

7 – Incidences du PLU sur l'environnement

4 .Les nuisances sonores et les déplacements

La traversée de la Rue Haute et du secteur du Château d'eau ont fait l'objet d'une attention particulière. Leur requalification progressive permettra à terme d'améliorer les conditions de sécurité et les nuisances des zones d'habitat traversées.

L'accent est également mis sur les déplacements doux, piétons et vélos par la création, notamment, de cheminements entre les zones urbanisées et les équipements, et autour des nouvelles zones urbanisées.

Aucune urbanisation nouvelle n'a été prévue le long des départementales et le projet prévoit une politique ambitieuse de réserves d'emplacements pour l'aménagement et la sécurisation des carrefours et des entrées de bourgs.

En terme de nuisance sonore, les nouvelles zones à urbaniser demeurent à l'écart des départementales. Seule la partie Sud de la zone AU du Plain marquant le carrefour avec la RD 231 est concernée. Des emplacements réservés ont été pris pour qu'il fasse l'objet d'un aménagement spécifique qui permettra de limiter les nuisances pour les futurs habitants.

5. La prise en compte des autres nuisances et pollutions

Le caractère résidentiel de la commune permet de limiter les risques de pollution.